Les Assises

et leurs suites

Comptes rendus des Assises internationales
de l'édition indépendante
et programme prévisionnel d'action 2008-2009
de l'Alliance des éditeurs indépendants

Sommaire

Introduction, *Sous le ciel de Paris*, page 5

Les comptes rendus des Assises, page 7

Comptes rendus des plénières, page 9

- *Les principales réalisations depuis la rencontre de Dakar (décembre 2003)*, page 11
- *Les enjeux essentiels de l'édition indépendante*, page 17
- *Les orientations générales de l'Alliance pour les années 2008-2009*, page 63
- *La Déclaration internationale des éditeurs indépendants*, page 73
- *La parole des partenaires*, page 79

Comptes rendus des réseaux linguistiques, page 101

- *Réseau arabophone*, page 103
- *Réseau anglophone*, page 107
- *Réseau francophone*, page 113
- *Réseau lusophone*, page 123
- *Réseau hispanophone*, page 127
- *Synthèse des rencontres par réseaux linguistiques*, page 135

Comptes rendus des ateliers thématiques, page 137

- *Atelier enjeux planète*, page 139
- *Réunion des collectifs d'éditeurs indépendants*, page 151
- *Atelier coéditions panafricaines*, page 155

Le programme prévisionnel d'action pour les années 2008-2009, page 161

Méthode pour définir un programme prévisionnel d'actions, page 163
Programme prévisionnel d'actions de l'Alliance (2008-2009), page 165
A la croisée, *ou comment transformer un projet en action ?*, page 179
Quelques éléments du budget prévisionnel 2008-2009, page 183

Annuaire des participants, page 187

Sous le ciel de Paris

C'est au sommet même de la Bibliothèque Nationale de France (au 18e étage de la Tour des Lois, sous le ciel de Paris) que 75 éditeurs de plus de 45 pays différents ont tenu leurs Assises internationales de l'édition indépendante au début du mois de juillet 2007. Quatre jours pour prendre de la hauteur sur les enjeux essentiels de la profession, mais aussi quatre journées pour plonger au cœur de l'action à venir, en toute solidarité.

Organisées par l'Alliance des éditeurs indépendants, ces Assises inédites ont permis aux membres de notre réseau de mieux se connaître, de prendre le temps de se découvrir ou de se redécouvrir. Ces moments de convivialité, de rencontres improbables parfois, sont moins « gratuits » qu'il n'y paraît : la connaissance mutuelle qui en résulte – mettre un visage sur un nom, est-ce si innocent ? – est essentielle au bon fonctionnement de nos projets. Nous avons aussi pu, tout au long de ces quatre jours de rencontre, collectivement bâtir un programme d'action pour les prochaines années. De nombreux projets de coédition vont se poursuivre ou se mettre en place, des rencontres thématiques ou par réseaux linguistiques se tenir un peu partout dans le monde, des outils et des méthodes s'affiner au sein de notre alliance internationale.

Le présent document veut rendre compte de tous les aspects de notre rencontre ; difficile mission, tant il est vrai que des choses essentielles se sont déroulées en dehors de tout enregistrement, de toute prise de note, de tout *reporting*. Nous avons essayé toutefois, comme un témoignage et un document de référence, de retranscrire ici les éléments qui nous ont semblé les plus représentatifs ou les plus déterminants pour l'avenir. Dans la première partie de ce document, vous trouverez à la fois **les comptes rendus des séances plénières, ceux des réseaux linguistiques et des ateliers thématiques**.

- Les séances plénières ont été l'occasion de récapituler les actions menées globalement depuis l'assemblée de Dakar, de débattre des enjeux essentiels de l'édition indépendante[1], de définir les orientations générales sur lesquelles chacun des membres s'est exprimé, de bâtir ensemble notre *Déclaration internationale des éditeurs indépendants*, d'entendre les engagements des principaux partenaires institutionnels de l'Alliance. Toutes ces informations se trouvent donc rassemblées ici.

[1] Nous avons tenu à reproduire ici l'ensemble des interventions menées dans ce cadre ; elles sont le résultat, pour la plupart d'entre elles, d'une retranscription d'enregistrements audio ; vous excuserez sans doute la tonalité parfois un peu hybride, entre oralité et écrit, qui en résulte.

- Dans les comptes rendus des réseaux linguistiques, vous trouverez tous les projets de chacun des réseaux linguistiques de l'Alliance. Chaque réseau a déjà reçu le compte rendu le concernant ; mais nous pensons qu'il n'est pas inutile que l'ensemble de ces documents soit accessible à tous, et qu'un éditeur du réseau francophone, par exemple, puisse prendre connaissance dans sa langue des décisions de ses collègues du réseau hispanophone.

- Enfin, les comptes rendus des ateliers thématiques permettent de montrer la diversité des projets en cours – leur complexité, leur richesse et leur développement à venir.

En prolongement de la fonction de compte rendu de ce document, nous avons souhaité aussi insister sur l'avenir de l'Alliance – et de nos actions collectives. La seconde partie présente donc **le programme prévisionnel d'action pour les années 2008-2009**, élaboré à partir des projets que vous avez souhaités voir se réaliser, mais aussi des attendus des orientations générales et de la Déclaration. En effet, c'est à partir de ces trois sources d'informations que doit se penser l'avenir ; ce sont les outils qui vont nous permettre d'orienter les moyens de l'Alliance en 2008 et 2009. Il est bien évident – s'agissant des moyens – que la réalisation de ces projets dépendra en grande partie des financements que l'Alliance parviendra à obtenir auprès de ses partenaires, mais aussi de la capacité de mobilisation de financement des alliés eux-mêmes. En effet, il est parfois plus facile d'obtenir des soutiens localement - dans le cadre de l'organisation d'une rencontre, par exemple ; en ce sens, chacun des éditeurs de l'Alliance est potentiellement acteur du financement du programme d'action.

En fin de document, vous trouverez **le traditionnel annuaire des participants** – véritable outil de connaissance mutuelle et de mise en lien.

Avec cet ensemble d'informations, nous clôturons le long processus de *reporting* des Assises – complétant ainsi l'envoi des comptes rendus des réseaux linguistiques et du Portfolio – tout en donnant à voir ce que pourrait être l'avenir de l'Alliance pour les deux prochaines années. C'est à ce double enjeu que ce document – existant en français, en anglais et en espagnol – prétend répondre. Ici et là, vous trouverez quelques rappels concernant les méthodes de travail que nous avons privilégiées ; elles se veulent les plus participatives possibles. Elles sont en tous les cas, toujours respectueuses et soucieuses de votre parole. Nous vous remercions très amicalement pour votre confiance et votre constante solidarité.

Etienne GALLIAND, Directeur de l'Alliance des éditeurs indépendants

Comptes rendus des Assises

Comptes rendus des séances plénières

Les principales réalisations[2] de l'Alliance depuis la rencontre de Dakar (décembre 2003)

DONNEES GÉNÉRALES

Évolution du réseau

- Après la rencontre fondatrice de Paris en novembre 2001, **15 membres fondateurs** sont devenus les premiers membres de l'Alliance, mise en place officiellement en mai 2002
- A Dakar, en décembre 2003, l'Alliance compte **42** éditeurs officiellement membres.
- Aujourd'hui, le réseau compte **75** membres de plus de 40 pays différents.

Ressources

- Depuis ses débuts, l'Alliance dispose d'un budget annuel qui varie **de 150 à 200 000 euros**.
- Le budget est alimenté essentiellement par **des actions de mécénat** (Fondation Charles Léopold Mayer sur le fonctionnement, Fondation Ford, Fondation Prince Claus et Union Latine sur des projets, etc.).
- Depuis peu, le Conseil Région Ile-de-France participe au financement de notre association.
- Une rencontre comme celle de Paris représente environ **140 000 euros**
- L'équipe permanente est composée de **2,5 équivalents temps plein**.

RENCONTRES GÉNÉRALES

- Rencontre fondatrice **à Paris** en novembre 2001 ; création de l'Alliance en mai 2002.
- Rencontre **de Dakar** en décembre 2003

[2] Cette liste reprend les principales réalisations de l'Alliance ayant nécessitées la mobilisation de moyens financiers ou humains, de décembre 2003 à juin 2007. Il est bien évident qu'elle n'est en aucune façon exhaustive, et qu'elle ne rend pas compte de toutes les opérations réalisées directement entre éditeurs membres.

- Rencontre **de Guadalajara** en décembre 2005 (limitée aux éditeurs du monde latin)
- Rencontre **de Paris** en juillet 2007.

RENCONTRES DES RÉSEAUX LINGUISTIQUES

Depuis la rencontre de Dakar, tous les réseaux linguistiques se sont rencontrés au moins une fois.

- **Rencontre du réseau lusophone** à Rio de Janeiro en septembre 2004, en septembre 2005.
- **Rencontre du réseau hispanophone** à Guadalajara en novembre 2005.
- **Rencontre du réseau arabophone** à Beyrouth en décembre 2005.
- **Rencontre du réseau anglophone** à Londres en 2005.
- **Rencontre du réseau francophone** en mars 2004 ; partiel en mars 2006.
- **Rencontre des coordinateurs des réseaux linguistiques** en marge du Salon du livre de Paris 2005.

FOIRES ET SALONS DU LIVRE

- **Présence au Salon du livre de Paris depuis la création de l'association**
- **Salon du livre de Genève** : présence consécutive en 2004, 2005, 2006 et 2007, en particulier dans le cadre du Salon du livre africain.
- **Foire du livre de Francfort** : présence « itinérante » de l'Alliance depuis ses débuts.
- **Foire du livre de Dakar** : grand stand collectif en 2003 (en marge de notre rencontre), stand partagé en 2005 avec l'Association Internationale des Libraires Francophones.
- **Foire du livre de Guadalajara 2005** : présence itinérante en marge de la rencontre « Les éditeurs indépendants du monde latin et la bibliodiversité ».
- **Primavera dos Livros (Brésil) organisée par la LIBRE** : présence en 2004 et 2005.
- **Salon du livre de jeunesse de Montreuil** : présence AEI et Afrilivres en 2005.

FORUM SOCIAUX

- Forum Social de Porto Alegre (Brésil) en 2003
- Forum Social de Mumbai (Inde) en 2004
- Forum Social de Porto Alegre (Brésil) en 2005

COÉDITIONS

Depuis ses débuts, l'Alliance a soutenu environ 50 projets de coédition, en français, en portugais, en espagnol, en anglais, en arabe et en chinois. Quelques exemples :

- **Collection Enjeux Planète** : 11 titres coédités par 12 éditeurs francophones depuis 2002. Dont Les batailles de l'eau de Mohammed Larbi BOUGUERRA, traduit en anglais, en arabe, en espagnol, en portugais. Depuis Dakar, 2 rencontres Enjeux Planète ont été organisées : à Bruxelles en décembre 2004 (financée par le ministère belge des Affaires étrangères) et à Paris en mars 2006, en marge du Salon du livre.
- **100 propositions du Forum Social Mondial** : en 2005 et 2006, plusieurs coéditions à partir des mêmes textes – en français, en portugais, en espagnol.
- **Une aiguille nue** de Nuruddin FARAH dans la collection « Terres d'écritures », texte littéraire publié par 8 éditeurs francophone.
- **L'Ombre d'Imana**, un texte de Véronique TADJO indisponible en Afrique, publié en version pan-africaine par 8 éditeurs africains.
- **Para quando Africa ?**, le texte de Joseph Ki-Zerbo publié par 8 éditeurs francophones en 2003 a été traduit et publié par 5 éditeurs lusophones en 2006.

Le rôle de l'Alliance, dans ce contexte, a été de proposer des projets en coédition, d'apporter un soutien juridique (en particulier pour formaliser le contrat de coédition internationale), d'organiser les échanges, d'organiser des rencontres autour du projet (le cas échéant), de soutenir financièrement la traduction ou le transport des ouvrages.

DOSSIERS ET ÉTUDES

- **Novembre 2005** : publication de ***Éditer dans l'espace francophone***, de Luc PINHAS (engagement pris à Dakar, demande du réseau linguistique francophone) – 5 000 exemplaires, dont 4 000 exemplaires distribués par les services culturels des Ambassades de France. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance.
- **Septembre 2006** : appui de la version en portugaise, publiée par la Ligue des éditeurs brésiliens (LIBRE), de ***Protéger le livre***, de Markus GERLACH. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance. Lancement lors de la Primavera dos livros en 2006, avec participation de l'auteur.
- **Novembre 2006** : réalisation de l'étude ***Faire un livre avec des logiciels libres ?*** par Thomas WEISS – diffusion des conclusions en trois langues, à l'ensemble des membres de l'Alliance
- **Novembre 2006** : publication de ***Éditeurs indépendants, de l'âge de raison vers l'offensive ?*** de Gilles COLLEU. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance.
- **Novembre 2006** : publication ***Des paroles et des actes en faveur de la bibliodiversité***, ouvrage collectif où 23 éditeurs indépendants prennent la parole. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance.
- **Études sur les langues africaines** : initiée en 2005 à Dakar sous la direction de Jean-Claude NABA (éditions Sankofa & Gurli), des résultats provisoires ont été donnés au Salon de Genève en 2006. Un Salon du livre en langues africaines serait envisagé en 2008

CATALOGUES COLLECTIFS

- **Réalisation d'un catalogue collectif pour les membres du réseau francophone** en 2005 présentant 27 maisons d'édition et une sélection de 4 titres emblématiques pour chacune d'entre elles. Catalogue traduit en anglais. Existe uniquement en version numérique – téléchargeable sur le site et diffusé sur CDRom.
- **Réalisation d'un catalogue collectif par les membres du réseau lusophone en 2005,** présentant 6 maisons d'édition. Catalogue traduit en anglais, espagnol et français. Même principe que le catalogue francophone, mais traduit en anglais, espagnol et français.

PRINCIPAUX OUTILS DE COMMUNICATION

Le site Internet

- Le site Internet www.alliance-editeurs.org existe aujourd'hui en **3 langues** (français, anglais, espagnol), et quelques pages sont développées en portugais et en arabe.
- **Statistiques de fréquentation** : 300 à 400 visites quotidiennes en moyenne, soit environ 10 000 visites mensuelles.
- La mise à jour de l'outil nécessite un suivi constant, et génère des frais de traduction.
- Chaque membre bénéficie d'une fiche individuelle, qui renvoie en particulier **sur les sites** des éditeurs membres, lorsqu'ils existent.

La plaquette de présentation de l'Alliance en français, anglais et espagnol, réalisée en 2004.

La lettre d'information Bibliodiversité

- Mise en place en janvier 2006
- 7 numéros, soit 1 tous les deux mois
- Traduction en 3 langues

Revue de presse papier et numérique, en 2004 et 2005.

SOUTIEN DIRECT

- Soutien ponctuel à **l'association des éditeurs indépendants du Chili en 2003.**
- **L'association Afrilivres** bénéficie depuis sa création du soutien financier régulier de l'Alliance des éditeurs indépendants.
- Soutien ponctuel à **l'Independent Publishers Group (Inde) en 2006.**

ACTIONS DE PLAIDOYER

- **Décembre 2003 :** Déclaration des éditeurs indépendants et solidaires de Dakar : publiée en 5 langues, diffusée largement sous format papier et numérique.
- **Décembre 2005** : Déclaration de Guadalajara, publiée en espagnol et en français.
- **2006 : Appel adressé aux lecteurs**, signés par 30 librairies indépendantes et l'Alliance : sensibiliser à l'importance de la librairie et du prix unique du livre en France. Environ 2 000 exemplaires diffusés.
- **Mars 2007** : Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle française – reprise de certaines propositions dans le Monde.
- **Mai 2007** : Appel pour une édition francophone solidaire : 23 auteurs, 30 éditeurs et professionnels du livre signataires ; 3 000 exemplaires en cours de diffusion.

INTERVENTIONS / INVITATION À DES RENCONTRES

- **Février 2007** : Rencontre de Tunis autour de la diffusion et la distribution du livre africain francophone : vers une solution durable ?
- **Mai 2007** : Rencontres de l'édition indépendante organisée par « éditer en Haute Provence » à Forcalquier

Les enjeux essentiels de l'édition indépendante

Interventions d'éditeurs et de spécialistes,
animées par Pablo HARARI (éditions Trilce, Uruguay)

L'édition indépendante face à la concentration du secteur éditorial, par André Schiffrin (éditions The New Press, États-Unis)

Pablo HARARI : Nous commençons les travaux de ces Assises – après la présentation de l'Alliance et de ses membres, avec les interventions d'experts et d'éditeurs. Je peux vous assurer que tous ceux qui se trouvent ici à cette table, en ma compagnie, sont des éditeurs et de grands connaisseurs du thème du livre, dont l'expérience et le savoir vont nous être d'une grande utilité. André Schiffrin, qui se trouve ici à mes côtés et qui va assurer la première intervention, est éditeur depuis toujours, je crois qu'il est éditeur depuis sa naissance, son père était déjà éditeur, et ce n'est pas un hasard si André est avec nous, et s'il est le premier à intervenir. Ce n'est pas un hasard puisqu'Andé a écrit sur ce sujet un livre en 1999, aru d'abord en France, puis sorti aux États-Unis, en Amérique latine et en Espagne : il s'agit bien sur de *L'édition sans éditeurs (…).* Ce livre a été essentiel pour tout ce qu'a été notre mouvement. Ce livre a été un catalyseur ; il existait en effet déjà des savoirs, des problèmes, des craintes au sujet de l'édition indépendante face aux grands conglomérats, mais le livre d'André a donné une cohérence à notre réflexion. Comme je le disais, il a été publié d'abord en France aux éditions de La Fabrique, et ensuite en Amérique latine par trois éditeurs indépendants, dont je fais partie : les éditions Era au Mexique, Lom au Chili, et Trilce en Uruguay. Par la suite, André a continué à lutter pour l'édition indépendante avec un autre livre, *Le contrôle de la parole*, publié en Amérique latine par Era sous le titre *El Control de la Palabra* (…). Ce livre démontre combien, ici en France, la concentration du monde du livre est terrible, et va de pire en pire. Je voudrais vous dire à tous que le fait qu'André soit ici constitue pour nous non seulement un honneur, mais aussi une façon de lui rendre hommage, et de reconnaître ce que son œuvre a représenté et représente toujours pour nous.

André SCHIFFRIN : Bonjour. Je suis ravi d'être parmi vous, et aussi d'avoir entendu ces paroles très gentilles d'un de mes éditeurs. C'est toujours bien d'avoir des éditeurs aussi enthousiastes et aussi fidèles que cela. Comme Pablo vous l'a dit, les livres que j'ai écrits ont eu des réceptions différentes à des époques différentes. Le premier, *L'édition sans éditeur*, quand il est paru en France et en Espagne, tout le monde a dit « non, cela arrive seulement dans les pays anglo-saxons, cela ne peut pas nous arriver, nous sommes trop indépendants, nous avons des structures très différentes, etc. » Ce que j'ai découvert, moi, c'est qu'au contraire d'être pessimiste,

j'étais beaucoup trop optimiste, parce que je n'avais pas prévu ce qui allait se passer dans les années suivantes. L'exemple de la France dont je parle dans *Le contrôle de la parole* est le plus intéressant, parce qu'il y avait toujours deux grands groupes en France : Vivendi et Hachette, qui contrôlaient deux tiers de l'édition. On aurait dû savoir que la situation était déjà très dangereuse. Mais nous supposions tous qu'il y avait une exception culturelle française, qu'il y avait les quatre maisons indépendantes, et nous n'avons pas pu imaginer la vitesse avec laquelle ceci pouvait changer.

Lorsque j'étais en France en 2003, pour une année sabbatique, on a pu voir que Vivendi a presque fait faillite, et on oublie qu'ils ont acheté une grande maison américaine pour un milliard de dollars, qu'ils ont revendue l'année suivante pour la moitié de la somme. La presse a très peu parlé de cela. On parle d'un premier roman ou d'un livre de poésie qui peut perdre quelques centaines d'euros, et voici un demi-milliard de dollars qui était perdu par la simple stupidité d'un conglomérat qui voulait tout contrôler. Alors, je crois qu'il est important de se souvenir à quel point les grandes maisons peuvent faire d'énormes bêtises. On a l'impression que les grands capitalistes sont rationnels, mais souvent, ils ne le sont pas. Beaucoup des achats traduisent leur volonté d'être le numéro 1, être le plus important. Ce ne sont pas du tout des mobiles rationnels, mais simplement, très souvent, l'extension de la fierté de leurs directeurs.

Tout cela a eu des résultats très graves en France, et au lieu de trouver une véritable solution française, c'est-à-dire de trouver des acheteurs pour les parts de Vivendi, le gouvernement français a voulu que Hachette reprenne Vivendi. Il aurait donc donné deux tiers du marché du livre, mais aussi presque 100 % du livre scolaire et d'autres domaines de la diffusion. Ce qui est inquiétant en France, c'est qu'il y a eu très peu de protestations contre cet acte du gouvernement. Les journaux en ont à peine parlé. Les écrivains n'ont rien dit. Les associations n'ont rien dit. Et naturellement, les groupes d'éditeurs n'ont rien dit, parce qu'ils étaient contrôlés par les grands groupes. Ce sont seulement les libraires qui se sont plaints auprès de Bruxelles, et seulement les libraires : pas les éditeurs. Les éditeurs s'inquiétaient pour la distribution, mais pas sur la concentration. Heureusement, Bruxelles a pu faire quelque chose : ils ont interdit la vente totale. Ils ont tout de même permis à Hachette d'acheter 42 % de Vivendi, les 42 % les plus rentables. Ce n'est pas exactement la loi antitrust que nous aurions espérée. Voilà donc en bref le problème

du microcosme, de toutes les questions de concentration. Il y a l'appui des gouvernements qui refusent d'utiliser les lois antitrust comme ils pourraient et devraient le faire, il y a l'appui de la presse qui, naturellement, est contrôlée par les mêmes gens, parce que deux tiers des journaux et magasines français sont contrôlés par deux grands trusts également, et il y a le conformisme intellectuel parmi le grand public, parmi les intellectuels, et aussi parmi les partis politiques.

C'est intéressant de voir que c'est seulement dans les dernières élections françaises qu'un candidat, le candidat minoritaire Bayrou a dit qu'il y avait un grand danger en France d'avoir la presse contrôlée par deux grands groupes qui vendent des armements, et donc, qui n'ont qu'un client, c'est-à-dire le gouvernement lui-même. Nous avons maintenant en France un nouveau gouvernement Sarkozy, qui affiche son contrôle sur les médias. Il en est fier, il dit que les directeurs sont des « frères », des amis, des gens qui le connaissent depuis toujours. Et même avant que Sarkozy ne devienne président, il a commencé un processus de censure très grave, où on a empêché le grand *Journal du Dimanche* de publier le fait que la femme de Sarkozy n'avait pas voté pour lui au premier tour. Tout le monde en parlait, tout le monde le savait, et c'était affiché. C'était même « Poutinesque ». C'était le désir de montrer qu'on allait contrôler les médias. Et là, maintenant, on commence à voir dans les journaux des articles, et le syndicat du journalisme qui s'inquiète. Mais c'est un peu tard. On peut voir que même les partis à gauche n'ont pas voulu faire quelque chose sur cette question, qui est vraiment clé dans une démocratie.

Je parle de la France parce que nous sommes ici, mais aussi parce que cela montre les grands problèmes auxquels nous avons affaire, non seulement par la globalisation - parce qu'après tout, la plupart des éditeurs américains sont maintenant contrôlés par des éditeurs allemands ou anglais, ou australiens ou ce que l'on veut. La globalisation est centrale dans tout cela. Mais sans la volonté des gouvernements eux-mêmes d'utiliser des méthodes et d'encourager la presse à parler de ces questions, cela devient beaucoup plus difficile. Une des choses qui m'ont étonné, avec *L'édition sans éditeurs*, c'est que le livre est paru maintenant dans vingt-quatre éditions différentes, dans des pays différents. Cela veut dire non pas que le livre est un chef-d'œuvre, mais que le problème est le même dans tous les pays du monde, que ce soit le Japon, la Russie, la Chine. J'étais en Corée du Sud quand le livre est paru et là, les gens me demandaient quelle serait l'influence de Bertelsmann quand ils allaient lancer leur club de livres en Corée du Sud, en même

temps que les Français me disent quelle sera l'influence de Bertelsmann quand ils achètent les chaînes de libraires comme ils ont fait avec Privat, ainsi que les clubs et les réseaux de distribution. Nous avons donc affaire à un phénomène international très semblable dans tous les pays, et une des questions qu'il faut se poser ici, c'est comment essayer de changer tout cela.

La dernière chose que je devrais dire aussi, c'est que dans *L'édition sans éditeurs*, j'ai parlé de l'évolution de la rentabilité dans l'édition, au courant du 19e siècle et du 20e siècle en Amérique, en Angleterre et en Europe. Le taux moyen de rentabilité était à peu près de 3 ou 4 %. Les endroits les plus commerciaux finissaient par avoir de la rentabilité équivalente à un compte en banque, un livret. Maintenant, les grands groupes veulent tous avoir au moins 10, sinon 15 %. Dans l'édition américaine de mon livre, j'ai regardé les catalogues des grandes maisons sur les cinq ou six décennies : on voit très clairement les résultats dans les catalogues, sans faire une analyse complexe. Les grandes maisons ne font plus des livres dans les domaines de l'histoire de l'art, la théologie, l'histoire de la science, traduction, tous les domaines où ils avaient une présence importante dans le temps, parce que ces livres ne sont pas suffisamment rentables.

Enfin, je voulais vous donner un autre chiffre, le dernier, parce que c'est indicatif de ce qui se passe quand, comme dans tous les pays du monde, les grands fonds de pension, les grands groupes capitalistes commencent à acheter comme ils le font maintenant partout : à Berlin, ainsi qu'à Lyon, on explique que des groupes américains achètent tous les appartements vides, parce qu'ils prévoient qu'il y aura une hausse du prix de l'immobilier. Les municipalités et les gouvernements allemand et français ne font rien pour interdire l'achat des appartements dans des villes par des gens qui n'habiteront pas là. On l'a vu en Amérique, quand les grands groupes ont commencé à acheter des journaux : en Amérique, les journaux sont très rentables, à cause de la publicité. En moyenne, c'est 26 % par an. C'est vraiment une somme faramineuse. On vient donc de fermer en Amérique le groupe NY Reader, parce qu'il ne gagnait que 19,6 % par an ! C'est le double de ce que l'on veut dans les conglomérats, dans les maisons d'édition. Mais c'est peut-être le futur, parce que cela montre qu'il y a toujours les fonds d'investissement qui veulent une rentabilité plus élevée. Et donc, quand on entre dans ce jeu, on peut en vouloir toujours plus - même si je suis sûr que les gens qui achètent se disent que s'ils font 10 %, cela ira. Les investissements de ces groupes dans d'autres secteurs plus rentables finiront par leur faire dire

« *soit il faut gagner plus d'argent avec le livre, soit il faut investir dans les autres secteurs* ». Si on a une chaîne de télévision ou des journaux, qui gagnent 20 à 25 %, pourquoi investir autant d'argent dans l'édition. Je ne parle même pas de la rentabilité des armements.

Même au sein des conglomérats eux-mêmes, il y a donc la possibilité d'un conflit qui deviendra, dans les années qui viennent, beaucoup plus important. Une fois qu'Hachette a acheté Time Warner, qui est beaucoup plus bas de gamme que Fayard-Grasset, où vont-ils investir l'argent dans le futur ? C'est un processus qui ne s'arrête pas si on ne l'arrête pas d'une manière artificielle. On sait déjà que les garde-fous sont difficiles. La loi antitrust ne sera pas invoquée par les gouvernements qui ont peur des médias qui sont contrôlés par ces groupes. Alors, comment trouver d'autres solutions ? Une des solutions, c'est l'indépendance des petits éditeurs, et l'indépendance des libraires. En France, on fête cette année le 25e anniversaire de la loi Lang. Je sais que des gens comme Marcelo Uribe au Mexique essaient de trouver une loi semblable pour leur pays. L'exemple à New York est assez effarant : quand j'étais jeune libraire, quand je travaillais après les heures de lycée dans une très bonne librairie new yorkaise, il y avait 350 librairies. Il y en a maintenant à peine trente, y compris les chaînes. Les chaînes elles-mêmes se plaignent que maintenant, les grandes surfaces vendent des livres comme Harry Potter, pour moins cher qu'eux, et même à perte pour faire entrer des clients. Il y a donc toujours quelqu'un qui est prêt à vous faire ce que vous avez fait aux autres ! C'est une des lois inéluctables du capitalisme, et on a tendance à l'oublier. Le résultat, c'est que nous aurons des villes qui n'auront presque plus de libraires, et donc plus d'accès à la pensée indépendante qui peut encore venir des éditeurs indépendants.

C'est donc un problème majeur, non seulement pour la lecture, mais aussi pour la démocratie. L'exemple le plus étonnant pour l'Amérique dans les années récentes, c'est que pendant les deux premières années de la guerre en Irak, aucun des grands groupes n'a publié un livre contre la politique de Bush. On savait que la plupart des Américains avaient voté contre Bush. Ce n'était donc pas une décision commerciale. Le gouvernement a dit aux télévisions, quand Condoleezza Rice les a convoquées dans son bureau avant même l'Afghanistan, « *on ne veut pas voir de civils blessés sur vos écrans* », parce qu'ils se souvenaient de l'effet, pendant la guerre du Vietnam, de la vérité rendue publique. Et la télévision a fait ce qu'on lui avait demandé, comme les grands

journaux qui appartenaient pour la plupart aux mêmes gens. C'est seulement les petits éditeurs qui ont osé publier des livres au cours des deux premières années, qui ont eu un effet instantané. Il y avait donc des lecteurs qui voulaient voir ce qui se passait. Mais les grands conglomérés ont pu travailler étroitement avec le gouvernement pour imposer un silence. Je suis persuadé que si les médias avaient fait ce qu'ils auraient dû faire, on n'aurait pas eu cette guerre désastreuse. On ne parle donc pas simplement du luxe de trouver la littérature que l'on veut où on la veut, mais on parle tout simplement du futur des démocraties dans lesquelles nous vivons.

Enfin, vous êtes tous vous-mêmes éditeurs indépendants : vous connaissez donc les problèmes dont je parle, mais je crois que c'est utile parfois de se souvenir à quel point c'est un combat qui n'est pas seulement pour la survie de vos propres maisons et des livres que vous éditez, mais aussi pour un processus. Mon éditeur allemand Klaus Wagenbach le dit très simplement : sans livre, il n'y a pas de démocratie. C'est donc important de maintenir, particulièrement dans une époque où les médias de masse sont de plus en plus conformistes, une possibilité d'entendre des voix qui poseront les questions que les autres refusent d'admettre. C'est triste que ce soit en France que l'on va voir, dans les mois et les années qui viennent, les résultats de la pression sur les journaux. Il y a eu deux grèves récemment dans la presse financière, que l'on veut vendre à des gens qui ont évidemment un intérêt direct à censurer ce qui est dit dans la presse financière. Ce sont également des grands groupes. On verra à quel point les journaux pourront maintenir une indépendance : non seulement *Le Monde*, mais même *L'Humanité* a vendu des parts à Hachette. C'est étonnant de voir qu'à Marseille, le journal du Parti Communiste appartient à Hachette ! Je ne dis pas que l'opposition en France n'est plus valable - avec 2 % aux dernières élections, le Parti Communiste a presque disparu - mais comme symbole, c'est important de se poser la question. Naturellement, en Amérique latine, vous savez très bien à quel point les intérêts espagnols ont pu contrôler une grande partie de l'édition, et donc indirectement ce que disent les journaux sur les gouvernements d'Amérique latine. L'imbrication de tout cela se voit partout.

La résistance contre ces tendances, que ce soit de la part des lecteurs (très importante), des écrivains (essentielle), et de vous-mêmes, devient de plus en plus nécessaire. Quand nous avons mise en place notre maison d'édition The New Press, il y a une quinzaine d'années, c'était la fidélité de nos auteurs qui nous a permis de réussir. Et chaque auteur peut faire un choix de ce

genre. Il peut, comme on vient de le dire, garder les droits pour vos pays quand ils vendent des livres aux métropoles, mais ils peuvent aussi choisir qui seront les éditeurs, et quelles sont leurs priorités. Ce n'est donc pas un processus inévitable. Je crois que la grande victoire des néolibéraux, c'est de dire - comme le disaient dans le temps les marxistes : *« c'est décidé, nous n'avons pas besoin de nous combattre, cela va arriver »*. Je ne crois pas que ce soit le cas : je crois qu'il y a toujours des décisions politiques et morales que tous les joueurs peuvent prendre, que ce soit les libraires, les éditeurs ou les écrivains. On peut arrêter - pas totalement - mais on peut certainement affaiblir un processus où il y a une certaine forme de résistance contre cette globalisation dont on a déjà vu les résultats, malheureusement de plus en plus dangereux. Merci.

L'économie de la bibliodiversité,
par Françoise Benhamou (économiste, France)

Pablo HARARI : Françoise Benhamou est professeur universitaire, elle travaille à l'Université de Rouen, et sa spécialité au niveau académique est l'économie de la culture. C'est un phénomène relativement récent que cet aspect se soit développé, autrement dit que les économistes se penchent sur la culture et se spécialisent dans ce domaine. Et justement, le livre de Françoise, *L'économie de la culture* demeure un livre de référence sur ce sujet. Le livre est sorti en 1996, publié aux éditions La Découverte en France. Nous l'avons ensuite traduit en espagnol, publié en Uruguay, et il a eu un impact très fort sur ce sur quoi l'on travaille, le thème de la culture, et en l'occurrence à partir d'un regard économique. Il est important de lire les livres de Françoise, parce que nous sommes nombreux à nous être plaints de l'ingérence des économistes dans toute la vie sociale et politique, et du fait que d'une certaine façon, au sein de nos gouvernements, ceux qui nous dirigent soient davantage ceux qui appliquent des politiques économiques que des hommes politiques qui défendent les intérêts de toute la société. Mais dans l'analyse de Françoise, l'aspect social, de l'intérêt commun, n'est évidemment pas laissé de côté. Voyez tout simplement, à titre d'exemple, son dernier livre, paru en France également aux éditions La Découverte, qui s'intitule *Droits d'auteurs*, dans lequel elle explique bien la tension qui existe entre l'intérêt social pour la connaissance, et d'un autre côté l'appropriation privée du bien, c'est-à-dire, le droit d'auteur sur l'œuvre créée. Cette tension peut aussi bien aboutir à la propriété privée du savoir et dans certains cas de monopoles du savoir, qu'au bénéfice effectif de toute la société.

Françoise BENHAMOU : Merci aux organisateurs de m'avoir fait l'honneur de parler après André Schiffrin, que j'admire beaucoup. J'admire beaucoup aussi son combat pour une édition avec des éditeurs. Vous avez évoqué, André Schiffrin, le danger d'une édition sans éditeurs. On pourrait intituler cette présentation « *le danger d'une édition sans diversité, ou qui ne parvient pas à diffuser la diversité qu'elle a produite* ». Pour essayer d'expliquer ce que je veux dire par là, je passerai par quelques questions que nous, économistes, nous nous posons à propose de la bibliodiversité, c'est-à-dire de la diversité culturelle dans le domaine du livre.

Nous avons essayé de réfléchir à la manière dont il fallait aborder ce concept de diversité, à partir d'une parenté qui a été faite par l'UNESCO lorsque l'organisation a commencé à faire entrer le concept de diversité dans ses préconisations de politique culturelle. Quand l'UNESCO l'a fait, elle l'a fait à partir de la parenté avec la biodiversité. C'est une parenté que l'on peut discuter, mais qui apporte quelques pistes intéressantes de réflexion. L'hypothèse était faite, comme en biodiversité, que la diversité est un élément du bien-être social, du bien-être collectif, et aussi un objectif de la politique de l'environnement ou de la politique culturelle. C'était donc un objectif non seulement pour tous, mais qui pouvait conduire à un certain nombre d'éléments ou d'apports au droit international. Ces apports au droit international étaient d'autant plus importants qu'à partir de là, on pourrait défendre les politiques culturelles avec des armes qui seraient assises sur le droit.

Cette notion de diversité est au cœur de la politique du livre, par exemple en France et dans tous les pays qui ont adopté soit une loi, soit des conventions pour réguler le prix du livre, par exemple la loi sur le prix unique du livre qu'évoquait André Schiffrin tout à l'heure. Dans tous ces pays, l'argument avancé est un argument de diversité culturelle. C'est bien pour défendre la diversité de la création que l'on essaye de défendre la diversité des points de vente du livre, la diversité des lieux de vente. De même, toujours pour reprendre un des arguments avancés par André Schiffrin tout à l'heure, lorsque la Commission européenne a eu à se pencher sur la fusion entre Editis-Lagardère, elle a avancé l'idée qu'il fallait refuser cette fusion au nom de la défense de la diversité culturelle. C'est quelque chose qui est évoqué à dix reprises différentes dans le rapport final, où la Commission de la concurrence défendait l'idée que la position dominante aurait conduit au développement d'une capacité de réduction de la qualité de la diversité éditoriale. On voit donc bien que la diversité est au cœur des débats, à la fois de politique culturelle, mais aussi de la réflexion sur ce que doivent faire les éditeurs et de la réflexion sur la concentration en matière d'édition.

Je reviens à la question que j'ai posée d'entrée de jeu – que nous apprend le concept de biodiversité sur la diversité culturelle ? Le concept de biodiversité, il faut le définir. On explique qu'il a trois dimensions : la variété, l'équilibre et la disparité. En biodiversité, la variété, c'est tout simplement le nombre des espèces ; dans le domaine du livre, ce serait le nombre des titres. Mais s'arrêter là, on voit bien que c'est évidemment très insuffisant. Je reviendrai là-dessus d'ailleurs. Le

deuxième élément que met en avant la notion de biodiversité, c'est l'équilibre, l'équilibre entre les espèces. Quand on regarde ce que cela signifie en biodiversité, on voit l'idée extrêmement simple que si vous avez plusieurs espèces, mais qu'il y en a qui ont énormément d'unités et que certaines en ont très peu, celles qui ont beaucoup d'unités risquent de manger, de prendre le pas sur les autres. C'est ce qui se passe dans le domaine du livre, où on peut s'inquiéter de ce que l'emprise d'une édition un peu facile, un peu rapide, qui occupe les présentoirs dans les supermarchés, qui occupe surtout les tables des libraires, prenne le pas sur d'autres propositions qui sont plus difficiles à promouvoir. C'est aussi la même question que l'on peut se poser en matière d'équilibre lorsqu'il s'agit d'observer et d'analyser les structures industrielles. Je n'ai pas le temps de m'arrêter là-dessus, mais il est très clair que quand les structures industrielles sont excessivement déséquilibrées, eh bien on peut arriver à des situations où, d'une manière ou d'une autre, les structures les plus fortes réussissent à ériger des barrières à l'entrée aux autres éditeurs par divers moyens. Il ne suffit pas de créer une maison d'édition - vous le savez, ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre – il faut pouvoir exister, il faut pouvoir atteindre l'acheteur, le consommateur de livres. C'est là que les pouvoirs de marché sont les plus forts. Le troisième élément de la biodiversité, c'est ce que l'on appelle la disparité. La disparité, c'est la distance qualitative qui peut exister entre les espèces. Comment est-ce que cela se traduit en matière éditoriale ? On pourra s'interroger sur le degré de standardisation qui peut exister entre les différents livres.

À partir de là, quand on s'interroge sur la mesure de la diversité et sur la manière dont on peut observer cette diversité, on peut donner toute une série d'exemples qui montrent que l'on peut tout à fait avoir un grand nombre de titres, et que ce grand nombre de titres puisse aller de pair avec une moindre disparité, autrement dit avec plus de standardisation. C'est d'ailleurs une stratégie de plus en plus forte de certains groupes qui consiste à envahir le marché avec un très grand nombre de titres, et cette invasion est une manière de réduire la possibilité d'exister pour d'autres titres. En d'autres termes et pour le dire autrement, une des dimensions de la diversité qui est le nombre pourrait se traduire par une moindre diversité sur une autre dimension qui est celle de la disparité, du degré de standardisation. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'édition en général et plus particulièrement les éditeurs chacun pris séparément, travaillent au fil du rasoir entre le trop-plein de titres qui est souvent mis en avant par nombre d'éditeurs, mais aussi par les détaillants, et de l'autre côté, l'objectif de produire des titres qui soient aussi divers que possible,

et qui puissent satisfaire une demande qui est elle-même extrêmement diverse.

Nous économistes faisons justement l'hypothèse - je passe au niveau de la demande, des acheteurs - d'une préférence pour la diversité. « Préférence pour la diversité », évidemment, le terme est très agréable, il est assez satisfaisant et il y a un consensus là-dessus. Le problème qui va se poser, c'est ce que l'on met derrière les mots. On a bien vu à travers la présentation très brève que j'ai pu faire, que le caractère multidimensionnel de la diversité fait qu'au-delà de cette expression « préférence pour la diversité », on ne sait pas toujours très bien ce que l'on met derrière les mots. Une des interrogations les plus fortes qui est la nôtre aujourd'hui, c'est la mise en regard de la très grande diversité de l'offre, quoi qu'on dise, au-delà du nombre. Quand on regarde le nombre, mais aussi la qualité des titres produits, on est tout de même frappé par la diversité considérable de l'offre éditoriale. Faut-il rappeler qu'il y a pratiquement 60 000 titres qui paraissent, ne serait-ce qu'en France, chaque année ; et bien plus dans certains pays. Nous avons donc une diversité immense de l'offre, mais deux questions se posent : est-ce que cette diversité de l'offre réussit ensuite à se traduire par une diversité des achats ? Et là, on est très frappé par le fait que ce n'est absolument pas le cas.

Je suis en train de faire une étude pour le ministère de la Culture, sur la question de la diversité et de la manière dont la diversité de l'offre se traduit ou non par une diversité des consommations. Quand on étudie une rentrée littéraire française en détail, on voit que 16 % des titres, c'est-à-dire les titres qui se vendent le plus, représentent 83 % des ventes de la rentrée littéraire. Cela pose la question du devenir des titres. On peut se dire que c'est normal, que les titres ne sont pas d'égale qualité, et qu'il est normal qu'il y ait cette sorte d'entonnoir. Mais les questions que nous pouvons nous poser aujourd'hui sont celles des critères de sélection et des modalités de la sélection. La question est l'accès, et la question du faire-connaître. C'est là que se joue toute la question de la diversité, je crois. Un économiste américain, Richard Caves, qui a écrit un livre très intéressant sur ce qu'il appelle les industries créatives, expliquait que ce qui caractérisait les industries créatives, c'était justement cette infinie diversité. Mais au-delà de l'infinie diversité, d'eux questions très fortes : quel est le contenu véritable de cette diversité ? Comment cette diversité arrive jusqu'à l'acheteur, jusqu'au lecteur ? Quelle capacité a-t-il de connaître au moins une part de cette

diversité, de faire des choix éclairés et est-ce que le système de promotion et de distribution tel qu'il existe aujourd'hui ne contribue pas à affaiblir profondément - et peut-être définitivement - la diversité de la consommation hormis sur des marchés de niche ?

Très récemment, j'étais à Londres, et j'ai pris une photo des vitrines et des présentoirs des grandes librairies londoniennes, parce que c'est absolument consternant de voir les piles des livres, les mêmes livres en dix piles les unes à côté des autres. C'est une stratégie qui est complètement à l'opposé de la promotion que nous souhaitons tous ici, de la diversité culturelle. Cela m'amène à poser une dernière question - il y aurait tant de choses à dire - sur Internet et la diversité culturelle. Vous avez sans doute tous entendu parler de cette hypothèse qui a eu beaucoup de succès, parce qu'elle est très séduisante, qui a été avancée par le directeur de la rédaction du magazine américain Wired, qu'on a appelée l'hypothèse de la longue traîne. Dans un article, puis dans un livre intitulé *The long tail*, Chris Anderson explique qu'Internet est une très grande chance, justement pour les livres très peu distribués et qui ont très peu de visibilité ordinairement, car Internet permet de lever la contrainte de distribution physique, au sens où vous pouvez avoir, par exemple, pour un livre, peut-être un millier de lecteurs, ce qui permet d'atteindre le point mort et de rentabiliser ce livre. Sauf que ce millier de lecteurs peut être extrêmement dispersé. Chacun des détaillants pris séparément aura fort peu d'intérêts à faire connaître ce livre. Que permet internet ? Internet permet de regrouper virtuellement en quelque sorte ce public, et donc de redonner rentabilité aux petits tirages, et même aux tout petits tirages, ceux qui ont moins de mille lecteurs. Anderson explique aussi qu'Internet permet de faire ressurgir des titres disparus. Je ne rentre pas dans le détail de sa démonstration qui est très contestable. Je voudrais juste vous dire que dans l'étude que je mène, sur la rentrée littéraire, et notamment celle de 2005, ce qui me frappe, c'est au contraire à quel point - pour l'instant - Internet duplique ce que l'on observe au niveau de la distribution physique. Les choses peuvent changer. En tout cas, cela peut être un outil auquel il faudrait réfléchir, et sur lequel nous sommes encore condamnés non seulement à la duplication, mais peut-être même à l'augmentation de ce qui se passe dans le monde physique, dans le sens où Internet ferait encore pire que le monde physique pour ce qui est de la « best-sellerisation ». Sur ce point, je crois que nous sommes encore dans une période de réflexion, d'observation et peut-être faut-il se pencher tous ensemble sur la manière dont on pourrait utiliser Internet pour que ce ne soit pas cela, mais autre chose. Je m'arrête ici. Merci.

Se regrouper pour distribuer le livre ?
par Ritu Menon (éditions Women Unlimited, Inde)

Pablo HARARI : Merci beaucoup Françoise. Je retiens ce que vous expliquiez sur l'absence de relation entre la diversité de l'offre et celle de la consommation. Et je vais compliquer les choses encore davantage. Dans nos pays du Sud, cette diversité de l'offre se décide dans d'autres pays. En Amérique latine arrivent des livres d'Espagne, c'est en Espagne que l'on décide ce que nous lisons en Amérique latine. Le même phénomène se retrouve probablement en Afrique, ainsi que dans d'autres pays d'Asie ; autrement dit, non seulement il n'y a pas de relation entre diversité de l'offre et consommation, mais dans nos pays, il n'y a pas non plus de pouvoir de décision sur l'offre. Ritu Menon, qui est indienne, est éditrice depuis de nombreuses années, depuis vingt-cinq ans. Elle a participé à la création de Kali for Women, une maison d'édition dédiée au thème du genre. Elle a été très active, et continue à l'être, sur le sujet, justement, de la censure imposée aux femmes, et de la censure en général basée sur le genre. Elle a de nombreux livres sur le sujet. Au niveau éditorial, elle a participé à la fondation du Groupe d'éditeurs indépendants, Independent Publishers Group – qui possède également une antenne de distribution, Independent Publishers Distribution Alternative. Ritu Menon fait aussi partie de la maison d'édition Women Unilimited, qui est, si je ne m'abuse, une continuation de ce qu'a été Kali for Women.

Ritu MENON : Merci Pablo et merci aux organisateurs de nous avoir réunis, pour ce qui est, je crois, un rassemblement extrêmement important et essentiel des éditeurs indépendants. Je vais évoquer deux ou trois questions qui ont été, je crois, soulevées par des intervenants précédents. Mais pour ce qui concerne le cas de l'Inde, j'aimerais commencer par un bref rappel du contexte, car nous avons été témoins ces dernières années de changements tout à fait significatifs dans le paysage éditorial. Pour commencer, je dois préciser que l'on parle ici principalement de l'édition indienne en langue anglaise. Nous publions dans vingt-deux langues dans notre pays, et les chiffres habituellement rapportés aux continents s'appliquent à un seul pays dans notre cas. Donc, en termes de nombre d'éditeurs – qui se situe dans les dizaines de milliers – et de nombre de livres publiés – qui se situe également dans les dizaines de milliers –, je pense que nous sommes en présence d'une situation assez remarquable de bibliodiversité. Mais ce dont je vais

traiter est légèrement différent ; il s'agit en fait d'essayer de protéger la voix des éditeurs indépendants dans une situation où l'Inde d'aujourd'hui est devenue une destination extrêmement attractive pour de grandes entreprises multinationales. En particulier du Nord, et en particulier des États-Unis et du Royaume-Uni, qui occupent traditionnellement une place dans l'édition indienne et de fait, y sont fortement présents. Je ne peux pas vous donner tous les chiffres mais encore aujourd'hui, dans l'édition de langue anglaise, le plus haut pourcentage des ventes et du chiffre d'affaires est dû aux livres importés des États-Unis et du Royaume-Uni.

Dans ce contexte, parler d'édition indépendante et du genre d'initiative que nous avons menée en tant que groupe d'éditeurs indépendants revêt une signification particulière. La raison pour laquelle plusieurs multinationales d'édition et de distribution ouvrent aujourd'hui boutique en Inde est que l'Inde est désormais signataire des obligations de l'Organisation mondiale du commerce. Par conséquent, le secteur de l'édition, en termes de politiques, autorise désormais la détention de 51% des actions ordinaires par n'importe quel investisseur étranger dans le marché de l'édition. Ce n'était pas le cas jusque très récemment, et parce que c'est désormais le cas il y a eu un énorme basculement dans le type de présence qu'imposent les multinationales dans le pays. Ainsi, dans un passé très récent, d'importants acteurs comme Simon Winchester, Random House, Routledge, Cambridge University Press et d'autres, autrefois représentés par des filiales, ont désormais commencé à opérer pour leur propre compte dans le pays. Ce que cela traduit en termes de changements tant intellectuels qu'économiques pour le secteur du livre est assez significatif.

Dans ce contexte, que faire en tant qu'acteurs indépendants qui avons de fait décidé de demeurer indépendants ? Cette autonomie devient un élément absolument critique dans notre pratique et notre survie. En réalité, ce qu'on appelle croissance horizontale de l'édition signifie que plusieurs petits acteurs sont absorbés à l'intérieur même du pays, ou sont annexés par l'une des maisons d'édition plus importantes, ou que leur champ de manœuvre est énormément érodé. Je voudrais rappeler que je parle exclusivement de l'édition de langue anglaise, ce qui, en termes d'impact, est immense, parce qu'il s'agit de fait de la langue qui assure le lien entre les 22 autres langues du pays, et qu'une grande part de l'édition se fait dans cette langue, par tradition.

Indu a évoqué ce matin le groupe des éditeurs indépendants qui est un groupe de dix petites maisons d'éditions autonomes qui se sont rassemblées il y a environ deux ans et demi. Nous nous sommes réunis à l'origine pour créer une librairie au sein de l'université de Delhi, la capitale du pays, car aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'y avait jamais eu de librairie à l'intérieur de l'université. Mais de ce groupe d'éditeurs indépendants, huit d'entre nous avec quelques autres, avons tout simplement décidé, il y a environ dix-huit mois, que tout cela ne servait pas suffisamment (selon nous) notre cause. Pris dans son ensemble, nous avons publié probablement ce qui se fait de mieux dans le pays, depuis les livres de jeunesse jusqu'à la littérature féministe, en passant par les sciences sociales, la littérature orientée à gauche, la fiction et la non-fiction pour le grand public. Je dirais que nous détenons collectivement environ huit cents titres véritablement significatifs et publions aussi certains des meilleurs auteurs du pays. Cependant, nous n'avions assurément pas la meilleure distribution. Nous ne l'avions pas pour toutes sortes de raisons. Premièrement, le pays est très vaste. Deuxièmement, il existe beaucoup de langues et une forte concurrence. Enfin, la distribution elle-même était accaparée par des monopoles qui imposaient des remises très importantes aux éditeurs qu'ils représentaient, qui exigeaient des droits exclusifs pour distribuer nos livres. Et qui, malgré cela, ne diffusaient pas suffisamment nos livres sur le marché, en chiffres insuffisants ou d'une façon insatisfaisante pour notre lectorat.

C'était, d'une certaine façon, une tentative désespérée de faire quelque chose par rapport à la diffusion et à la distribution de nos titres, car nous nous accordions à trouver que la publication était l'étape la plus facile du processus ! La partie la plus difficile consistait dans la diffusion et, après cela, dans l'obtention des paiements. Cela, je crois, est un problème que partagent les petits éditeurs dans le monde entier. Il est donc extrêmement facile – ou plutôt relativement facile – de publier, bien plus difficile de distribuer et à peu près impossible de récupérer de l'argent après avoir distribué. Je ne suis donc pas certain que s'unir soit la meilleure solution, mais à l'époque, c'était pour nous la seule option. Ainsi lorsque nous avons décidé de le faire, il s'agissait vraiment d'un dernier recours. Ce n'est pas ce que nous préférons faire en tant qu'éditeurs ; notre métier est l'édition, pas la distribution. Mais s'il n'y avait pas de distributeur capable de le faire, alors nous n'avions pratiquement pas le choix. Nous avons donc investi de très petites sommes d'argent et décidé qu'outre la distribution, nous allions aussi essayer d'intervenir dans les grands

enjeux du secteur du livre, en essayant, en réalité, de mobiliser un plus grand nombre d'éditeurs, de distribuer davantage de livres, et de voir si nous pouvions ériger une alternative à ce qui existait déjà.

Je vais tenter de montrer ce que nous avons essayé de faire, en indiquant les domaines dans lesquels nous agissons. En tant que distributeurs nous travaillons sur la vente avec les librairies, et tout particulièrement avec les fournisseurs des bibliothèques et des institutions. Nous travaillons par ailleurs directement avec des écoles, des universités, des bibliothèques. Nous fournissons les ONG et nous offrons des abonnements aux institutions du gouvernement fédéral ou au niveau de chaque État qui ont des programmes d'achat de livres. Nous participons en tant que groupe aux salons et aux expositions. Nous avons commencé à huit mais représentons aujourd'hui plus de trente-cinq maisons d'édition, c'est-à-dire que nous avons dû nous décider pour savoir si nous allions nous lancer dans la distribution en plus de ce que nous faisions déjà individuellement et indépendamment en tant qu'éditeurs. Nous cherchions à voir si nous pouvions avoir également un impact réel sur les livres des autres. Mais les autres éditeurs que nous distribuons doivent être de petite taille et indépendants ou dépendre du gouvernement. En d'autres termes, nous ne distribuerons ni Random House, ni Simon Winchester, ni Penguin ni aucun des autres qui, pour commencer, ne viendraient pas vers nous. Même s'ils venaient, nous nous réservons le droit de ne pas distribuer leurs livres. Bien entendu – et un autre professionnel de l'édition nous l'a dit tout récemment – , si nous venions à avoir du succès dans la création d'une demande et d'un marché alternatifs qui semblent montrer un potentiel d'attraction, on nous demanderait de fait de soutenir et de distribuer également les plus grands éditeurs, et je suppose que nous aurons à prendre une décision lorsque cet heureux événement surviendra, lorsque nous aurons suffisamment de succès pour intéresser Random, Routledge et tous les autres.

À présent, j'aimerais juste dire qu'à titre d'expérience, nous avons survécu jusqu'ici, mais cela ne fait que dix-huit mois que nous existons dans notre activité de distributeur. En d'autres termes, nous sommes auto-suffisants. Nous sommes parvenus à récupérer l'argent des ventes, dans des délais raisonnables. Je ne pense pas que nous ayons parfaitement réussi à rentrer totalement dans nos frais, mais je dirais que nous gagné en nous regrpoupant à peu près 50% de notre facture totale, ce qui n'est vraiment pas si mal. Je dois dire qu'en tant qu'éditeurs individuels

indépendants, nous ne distribuons pas seulement à travers le collectif, ce n'est pas un accord exclusif. Le collectif n'est qu'un distributeur parmi d'autres. Ce que nous faisons en tant qu'éditeur, en revanche, pour encourager le collectif, c'est de lui accorder une remise plus importante qu'aux autres distributeurs sur le marché, et ceci constitue bien entendu une distinction délibérée et tout à fait nécessaire. Cela a un impact sur le type de remises que nous pouvons en retour offrir à nos clients. Ainsi, d'une certaine façon, nous travaillons contre nous-mêmes, et d'une autre, nous travaillons à notre profit.

L'intérêt de l'expérience est que le groupe est constitué d'éditeurs, et non de grossistes ou de distributeurs. Nous avons donc un intérêt dans le type d'édition que nous réalisons et dans le type de distribution auquel nous aimerions parvenir. Nous ne sommes pas des vendeurs à la recherche de commissions plus importantes ou de best-sellers ; notre travail consiste à promouvoir nos titres et à distribuer des livres dont nous pensons qu'ils contribuent à créer une forme de bibliodiversité. Nous sommes consolidés aussi par la présence d'autres maisons d'édition similaires, des ONG et des groupes qui n'ont pas accès à la distribution à laquelle nous avons accès. Ils sont nombreux de la sorte dans le pays à produire un travail de grande qualité qui n'arrive jamais sur le marché ou qui a du mal à y trouver une place. C'est donc, si l'on veut, une autre forme de bibliodiversité, qui ne se résume pas à la maison d'édition traditionnelle, mais inclut les producteurs de livres qui luttent pour des causes similaires et œuvrent pour le changement social. Nous nous concevons également comme des éditeurs intervenant sur des questions liées à ce qui se passe dans le secteur du livre, et nous sommes attentifs aux phénomènes tels que l'impact de la mondialisation sur le secteur du livre en Inde – ce qui signifie nécessairement qu'il nous faut nous pencher sur l'impact de la mondialisation sur le secteur du livre dans le monde entier. Ce n'est plus quelque chose que l'on peut considérer isolément. Et bien sûr, il est impératif que nous considérions les questions de copyright et désormais de copyleft et du mouvement pour les logiciels libres. C'est une réflexion à laquelle nous participons pratiquement tous – du moins les huit membres fondateurs.

Nous avons essayé de rompre avec la pratique professionnelle conventionnelle en construisant des accords de collaboration avec d'autres petits éditeurs et des initiatives indépendantes. Il s'agit en fait d'une entreprise très ambitieuse car il faut aller au-delà, nous extraire de notre cœur de

métier. Sans cela, il ne nous sera pas possible de survivre en tant qu'éditeurs. En ce sens, je crois que ce type d'alliance constitue une entreprise absolument nécessaire et cruciale. Nous avons réalisé que pour notre survie, il est impératif que les éditeurs indépendants survivent au Nord. Il est impératif que nous reconnaissions que nous faisons le même type de travail, que nous collaborions vraiment les uns avec les autres par-delà les frontières, même si cette collaboration devienne de plus en plus difficile. Il est impératif, pour notre survie en tant que petits éditeurs, que les auteurs exercent leur autonomie ainsi que l'a fait remarquer Thierry ce matin, et André Schiffrin auparavant ; et comme nous le savons tous, si nos auteurs ne sont pas autonomes vis-à-vis des grandes maisons d'édition, alors les petits éditeurs vont avoir de plus en plus de mal à dénicher continuellement des talents qui finissent par s'en aller, qui ne restent pas, qui ne nourrissent pas le travail de développement effectué par les petits éditeurs. Nous faisons tous un travail de développement ; nous en sommes conscients. Mais pour qu'il soit viable, nous avons besoin d'une sorte d'engagement à être autonomes de la part de nos auteurs. Il est impératif pour nous de continuer à collaborer et à publier parce que cela permet de renforcer ce que nous faisons individuellement, mais également ce que nous faisons collectivement.

Pour conclure, je crois qu'il est très important pour nous de répartir les risques de notre activité en partageant en partie cette prise de risque ; et nous savons tous qu'il revient désormais aux petits éditeurs de prendre des risques, car comme on l'a entendu ce matin, les grandes maisons d'édition ne cherchent qu'à accroître leurs marges de profit. Merci.

Diffusion et distribution du livre : solidarité entre éditeurs et libraires ? par Agnès Adjaho (Présidente de l'Association internationale des Libraires Francophones, Bénin)

Pablo HARARI : Merci beaucoup Ritu. Évidemment, l'expérience qui est la tienne en Inde est similaire à ce qui se passe en Afrique, ce qui se passe en Amérique latine et dans d'autres pays d'Asie, et c'est justement l'une des principales raisons d'être de l'Alliance que de chercher des moyens d'accroître nos forces pour défendre l'édition indépendante. Mais l'édition ne peut survivre, nous l'avons toujours dit, sans le soutien des libraires, et en particulier des libraires indépendants. Evidemment, il devait y avoir parmi nous une libraire – Agnès Adjaho, du Bénin. Elle a créé en 1986 la libraire Notre-Dame et a été depuis cette époque un acteur culturel actif dans l'animation de nombreuses actitivités de promotion du livre et de la lecture, en particulier en Afrique occidentale, et elle préside l'Association internationale des libraires francophones (AILF). L'expérience dont Agnès peut témoigner en tant que libraire nous est indispensable, puisque nous disons toujours de nous-mêmes que sans les libraires, et sans les auteurs, nous n'exercerions pas notre profession.

Agnès ADJAHO : Mesdames et Messieurs, chers amis. L'Association Internationale des Libraires Francophones (AILF) par ma voix remercie vivement l'Alliance des Editeurs Indépendants, son président et son bureau de nous associer aux réflexions des présentes Assises internationales. Depuis les Rencontres de Dakar en 2003 auxquelles l'AILF a été invitée en tant que membre observateur, nos deux Associations ont cherché, en tâtonnant peut-être, à mieux se connaître et à mieux scruter les enjeux communs autour desquels peuvent être fédérées des actions communes. Il s'agit pour vous éditeurs indépendants de garder votre droit d'exister pour ce que vous êtes et votre pouvoir de donner vie par l'édition, à toutes les pensées, d'offrir enfin un visage à chaque écrivain qui vous fait confiance et de lui donner la chance de rencontrer ses lecteurs.

Vous avez 5ans dites-vous, l'AILF aussi a 5 ans d'existence. Comme vous, la librairie indépendante qu'elle soit à Marseille ou au Québec, à Ouagadougou ou à Port au Prince, veut exister elle aussi pour ce qu'elle est c'est-à-dire en gardant sa proximité avec les lecteurs avec le souci d'un maillage multiforme selon les lieux, en travaillant sur le terrain de sa vocation culturelle et porter le livre là il ne va pas d'habitude, en gardant la main sur le choix de l'offre qu'elle destine à ses lecteurs, en essayant de survivre enfin, en résistant aux grandes concentrations économiques dont le poids reste une menace permanente pour sa pérennité. Maillon essentiel par lequel le livre va au lecteur, la librairie vit et se développe à partir de la production éditoriale. Dans la réalité, les deux métiers d'éditeurs et de libraires sont intimement liés. La vision que l'Alliance des Editeurs Indépendants et l'Association Internationale des Libraires Francophones en ont, est faite de fortes convergences.

1. Avec vous nous partageons un certain nombre d'idées- forces

1.1 Celle de l'indépendance à défendre à tout prix

Le concept de librairie indépendante, je tiens à le préciser, n'est pas propre aux librairies du Nord. La concentration de l'activité aux mains de filiales de grands groupes est une réalité tangible dans des villes comme Dakar, Yaoundé, Abidjan, Douala, Libreville. Privés de compte-client chez de gros distributeurs du Nord, du fait que le passage est obligé par la filière locale, de vrais libraires professionnels se trouvent ainsi interdits d'accès libre à de nombreux petits éditeurs. Les filières locales ne distribuent évidemment que les poids lourds du marché à savoir, le scolaire, le para scolaire, les offices de grande distribution. La sélection faite en amont vise à priori un type de livres restreignant ainsi la liberté de choix du libraire. Une libraire de Côte d'Ivoire confrontée au quotidien à cette restriction exprime ses sentiments : *« Je ne peux me contenter des distributeurs locaux qui n'ont pas la même philosophie concernant la promotion du livre francophone et avec lesquels je peux, tout au plus, obtenir les livres de grande rotation. Je tiens, fondamentalement, à mon statut de librairie indépendante qui permet la diversification et qui sécurise la circulation du livre…. La diversité des structures de commercialisation permet une meilleure circulation de tous les livres en réduisant les risques de filtrages… ».* Le concept d'indépendance qui induit celle de liberté permet au lecteur d'accéder au livre de son choix. Ce concept est partagé par tous les libraires et partout où l'hégémonie des filiales des grands groupes

va s'accentuant. Défendre l'indépendance des librairies, c'est défendre la survie de la librairie de proximité. Cette indépendance reste à acquérir tout le temps, elle n'est pas définitivement gagnée. Nous sommes encore quelques librairies dans le sud, à accéder directement aux grands distributeurs du fait de nos tailles et de notre activité commerciale. Cette réalité nous fait toucher du doigt combien les combats des libraires du Nord sont aussi les nôtres, par les risques financiers que font courir la pression des offices et les charges des retours. Plus que d'autres, vu la distance qui nous sépare et la fragilité de nos marchés, nous devons fédérer nos résistances pour nous faire entendre et protéger nos intérêts collectifs. L'AILF s'y emploie en offrant les plates-formes de dialogue entre éditeurs et libraires notamment lors des Salons du livre.

1.2 « La défense et la promotion de la bibliodiversité est absolument prioritaire. »

C'est la recommandation d'une libraire de Marseille. Informée de la tenue des présentes Assises en écho à la réflexion suivante faite par le président de l'association des libraires du Québec et administrateur de l'AILF : *« J'ai lu les deux documents et le seul élément qu'il serait intéressant de suggérer sur le plan des orientations concerne la sauvegarde de la diversité culturelle. Au Québec comme dans beaucoup de pays on observe la création de nouvelles coalitions ou regroupements pour lutter contre l'impérialisme culturel américain ou toute forme de main-mise culturelle d'uniformisation. Au Québec, en avril 2006 il y a eu création d'un nouveau réseau d'Éditeurs indépendants (RELI) dont l'objet principal est la lutte contre la convergence et la promotion de la diversité. En février dernier, les Librairies indépendantes du Québec se sont regroupées pour créer une bannière promotionnelle allant entre autre, dans le même sens. Nous assistons à une tendance lourde de création de nouvelles solidarités et je pense que l'AILF en fait partie ».*

1.3 La librairie est au service de la promotion du livre et de la lecture

La passion et la compétence sont appelées à se conjuguer constamment dans notre métier. Le rôle de conseil que joue le libraire est toujours attendu des lecteurs, autant ici en France, malgré le rôle prépondérant que jouent les media dans l'information, qu'à Beyrouth ou à Ouagadougou où Thierry, libraire passionné, consacre ses samedi après-midi à discuter tranquillement avec ses clients dans sa librairie. Pensons aux nombreuses activités que mènent les libraires dans leurs

librairies à l'adresse des enfants, des jeunes, des adultes, avec les écrivains, des associations, les écoles, souvent en coopération avec des éditeurs. Pensons à tous les libraires, notamment ici en France qui, croulant sous le poids des offices, savent encore prendre le temps de faire des sélections, de parcourir des catalogues et des bases de données pour choisir (avec un grand C), un éditeur, un écrivain, un livre, pour leurs lecteurs, exerçant ainsi leur liberté d'aller au devant de ce qui leur paraît essentiel dans la création littéraire de qualité. Coopérant ainsi avec les écrivains et les éditeurs, les libraires exhument ce que l'esprit sème dans le cœur des gens, dans l'âme des peuples, dans l'histoire de la condition humaine. Lorsque certains éditeurs « indépendants » et petits, ou petits parce qu'indépendants, s'adonnent à la folie de révéler des créations sachant d'avance qu'ils ne feront pas les piles dans les librairies, c'est qu'ils savent qu'au gré des informations, quelque part, quelqu'un, le libraire ou le lecteur cueillera à travers leurs pages, un bout infime de l'histoire du monde. Je pense à cet ami de toujours, libraire passionné, que je découvre éditeur au détour d'une allée du dernier salon du livre de Paris. Du coup, grâce à lui, j'ai encore mieux compris ce que c'est qu'être éditeur et indépendant. L'une des caractéristiques du métier de libraire est de fouiller, de bêcher, de faire se côtoyer des idées de partout et de faire ainsi se parler le monde.

2. Nos missions pour la promotion et la diffusion du livre sont Inter-dépendantes

2.1 En initiant **la Caravane du Livre et de la Lecture en Afrique**, l'AILF agit avec une vingtaine de libraires d'Afrique de l'Ouest au développement des habitudes de lecture dans huit pays. C'est un temps de promotion et de sensibilisation consacré à la littérature et aux écrivains africains. Comme beaucoup le savent maintenant, cette opération s'articule chaque année autour deux pôles : celui d'une part, d'une sélection de titres à prix bonifiés grâce au précieux partenariat d'un nombre croissant d'éditeurs du Nord comme du Sud ainsi qu'à l'appui du Centre National du Livre et du ministère des Affaires Etrangères ; celui d'activités pédagogiques diverses, notamment dans les écoles, dans les villes comme à l'intérieur des terres. Plusieurs forces s'associent aux libraires pour faire vivre cet événement : écrivains, éditeurs, enseignants, associations et institutions culturelles diverses, les CCF, les municipalités, la presse. L'édition 2007 qui s'annonce, c'est une sélection de plus de 3000 titres, en littérature africaine retenus

auprès de 69 éditeurs du Nord spécialisés dans la littérature africaine dont 11 auto-distribués et d'une vingtaine d'éditeurs d'Afrique. La sobriété des moyens consacrés à l'animation pédagogique et culturelle autour du livre est désormais un choix adopté par les libraires d'Afrique de l'Ouest en décembre 2006 à Bamako et qui permettra à l'avenir d'augmenter le nombre de livres à prix bonifiés afin de répondre aux besoins pressants recensés auprès des populations éloignées des centres urbains et demandeurs de lecture. Plusieurs centaines de kilomètres sont ainsi parcourus chaque année pour porter le livre dans les endroits les plus reculés et plusieurs milliers de personnes touchées et sensibilisées.

2.2 L'activité du libraire commence avec la disponibilité d'une large information sur les livres qu'il destine à son lecteur acheteur. Son efficacité est tributaire d'une logistique performante qui lui permet d'entrer en possession du livre au moment opportun pour son activité, pour sa clientèle lecteur, à un prix adapté à la bourse de ce dernier.

L'information éditoriale est donc fondamentale, de vous à nous. Du Nord vers le Sud, l'information relative aux littératures du Sud produite en Europe redescend car les outils de diffusion électronique et médiatique existent et fonctionnent. Cette information est également distillée dans la foultitude d'émissions sur les radios, sur les chaînes de télévision, des pages Livres dans tous les organes de presse quotidienne, mensuelle, hebdomadaire.. sans compter les magazines et revues littéraires spécialisées. Les catalogues éditeurs et les bases de données informatiques viennent compléter ce dispositif pour les professionnels ; libraires, bibliothécaires et documentalistes. Là sont nos outils de travail. Du Sud vers Sud, l'information sur la production éditoriale du livre africain reste encore très faible malgré la réalisation de très bons catalogues et l'existence de cet important outil qu'est le catalogue de l'association Afrilivre. Le support médiatique est lui aussi très faible. Les catalogues éditeurs, qui ont certes un coût, lorsqu'ils existent, doivent largement circuler et être systématiquement envoyés aux librairies. C'est loin d'être actuellement le cas pour tous ! La volonté est là de voir se côtoyer dans nos rayons toute la littérature des éditeurs de nos pays, toutes celles de nos aires linguistiques et celle du monde. Les libraires savent combien chaque éditeur, chaque écrivain veut être présent dans une librairie. La réalité vous le savez est tout autre quant aux difficultés liées à l'accessibilité rapide au livre, aux

coûts et au marché. Face aux nombreux obstacles liés au déficit d'informations et à la précarité de la logistique de distribution, le risque que nous courons en Afrique, est qu'à défaut d'actions hardies, chaque pays ne se replie sur ses propres écrivains.

Il est pourtant des audaces qui nous fouettent. C'est l'exemple de cet étudiant gabonais inscrit à l'université d'Abomey Calavi au Bénin, qui a pris l'initiative d'organiser à Cotonou une « Semaine du Livre gabonais » au mois de mai. Parti du constat qu'il n'y avait pas de livres d'auteurs gabonais dans les librairies de Cotonou hormis celui de Laurent Owondo «Au bout du silence» (Collection Monde noir poche de chez Hatier) et selon ses mots, de« *l'ignorance presque totale d'auteurs gabonais par les universitaires et les camarades béninois »,* il s'est engagé à promouvoir la littérature gabonaise par des conférences publiques. L'affluence enregistrée lors de ces conférences l'ont poussé à organiser la « semaine du livre gabonais » afin de faire découvrir les talents littéraires gabonais aux lecteurs béninois. Cette initiative a mobilisé media, services culturels, libraires, professeurs de lettres et a accueilli à Cotonou, l'écrivain Justine Mintsa, un critique littéraire et le président de l'association des écrivains du Gabon ; tous jusque là inconnu du public y compris de nous libraires. Les écoles ont accueilli la délégation venue pour la première fois au Bénin. Des conférences sur la littérature gabonaise ont retenu l'attention du public. Le succès commercial de l'opération a été franc et net, grâce à une intervention spontanée du service de coopération de l'ambassade de France de Cotonou sur la baisse des prix des livres en partie importés de France par une librairie et en partie amenés du Gabon par la délégation gabonaise. L'idée que les Béninois aillent au Gabon faire découvrir à leur tour les talents littéraires béninois au public gabonais fait déjà son chemin. Par de telles initiatives aussi, le livre peut voyager d'un pays à l' autre.

Il est aussi des partenariats à gérer conjointement ; éditeurs et libraires. Celui par exemple des Associations des professeurs de lettres des universités est à retenir. En effet, les professeurs de Lettres d'université ont la totale liberté de prescrire à leurs étudiants les œuvres qu'ils veulent. En deuxième année de Lettres, l'un d'eux qui enseigne le roman et la nouvelle en Afrique à Cotonou a prescrit 10 romans et 5 nouvelles à ses étudiants. Un autre, impose à ses étudiants

d'acheter les originaux dans les librairies. Quelle information est portée à ces professeurs en amont sur la production éditoriale ? Nous savons qu'ils s'informent comme ils peuvent en errant dans nos librairies.

2.3 Les Obstacles à la promotion du livre et de la lecture dans les pays africains sont connus.

Les rappeler même brièvement n'est pas inutile.

- Un constat : Tous les éditeurs africains du continent s'auto-diffusent et s'auto-distribuent.

- La question du transport constitue un des principaux obstacles à l'élargissement du volume des importations de livres par les libraires dans les pays d'Afrique. D'un pays à l'autre, le transport est essentiellement routier et aérien, du nord du continent, d' Est en Ouest.

- Le fret aérien intra-africain reste onéreux, la fréquence des vols directs entre pays rare, les taxes exorbitantes dans les pays où le livre n'est pas exonéré de TVA. Un travail de collecte des données chiffrées disponibles dans les librairies a été engagé récemment en vue d'un échange avec Afrilivres sur la question des coûts de transports et des frais d'approche. Ce travail permettra de mettre en évidence pour quelles raisons le livre africain ne se vend pas autant qu'il pourrait l'être dans les librairies et de réfléchir conjointement aux actions et stratégies à engager pour arriver à une solution viable.

- L'absence d'une logistique de groupage et de distribution des commandes : Un libraire voudrait –il augmenter le volume de ses importations interafricaines (du Maghreb, vers l'ouest Afrique ou l' Afrique Centrale) qu'il bute sur des obstacles commerciaux faute de logistiques de groupage de commandes. Face aux délais et aux impératifs de rentabilisation, face aux nombres d'éditeurs et à la question de dessertes actuelles des pays, le libraire cherche à rationaliser ses achats, à gagner du temps, à réduire les coûts par un bon de commande unique sur un catalogue unique, une facturation unique et une livraison unique. Parviendrons-nous un jour à ce cas de figure ? Nous l'espérons avec l'idée de la mise en place de pôles de distribution par zones géographiques en Afrique sur laquelle travaillent Afrilivres et d'autres partenaires.

- Le pouvoir d'achat s'érode de plus en plus du fait du contexte difficile des pays. Ce constat demande une action vigoureuse sur plusieurs fronts en faveur de la baisse des coûts : inciter les Etats et Gouvernements membres, à ratifier et à mettre en œuvre les instruments internationaux en matière de circulation et de diffusion des biens culturels en particulier le livre. Les aider dans cette perspective, lèverait un des multiples obstacles pour la promotion du livre francophone et la lecture. Comment faire passer ce souhait mainte fois exprimé en acte ? L'OIF, UNESCO, composé des Etats peuvent–ils trouver le mécanisme contraignant leurs membres à coopérer ? Installer un dispositif de lobbying auprès des principales compagnies aériennes (Air Sénégal, Air Ivoire, Royal Air Maroc, Afriqiya, pour ne citer que celles là) pour arriver à des coûts de transports préférentiels pour le livre. Engager une étude en direction des sociétés de transporteurs routiers pour conclure un marché de transport régional fiable. Quelles actions conjuguées engagées dans ce sens, avec quels appuis ? Les politiques de co-éditions engagées par Afrilivres, l'Alliance des Editeurs indépendants sont assurément à poursuivre et à développer, elles font désormais parties intégrantes des rayons de nos librairies.

3. Tout cela fait déjà beaucoup de pistes ouvertes qui n'empêchent de se demander sur quels axes prioritaires libraires et éditeurs indépendants nous pouvons coopérer ?

Le besoin d'information sur la production éditoriale des éditeurs de l'AEI est fortement exprimé par les libraires de l'AILF. L'une libraire au Caire insiste sur les recommandations suivantes :

- L'action de l'AILF doit également être connue des éditeurs et des opérations conjointes comme la Caravane du livre poursuivies et élargies.

- L'AILF pourrait mettre son fichier d'adhérents à la disposition de l'AEI pour que ses membres soient en retour informés régulièrement de la production éditoriale des éditeurs indépendants du Nord comme du Sud.

- Par ailleurs, l'AILF souhaite identifier un interlocuteur (AEI) à qui les libraires puissent le cas échéant envoyer leurs questions. Afrilivres est constitué, ses responsables identifiés. Il faut de même des interlocuteurs sur les autres régions : Maghreb, Moyen-Orient, Caraïbes, Océanie etc…

- Il y a un grand intérêt pour les libraires que tous les catalogues des éditeurs de l'AEI soient intégrés au Fichier Exhaustif du Livre (FEL) ? De plus en plus de libraires travaillent partir des bases de données Electre ou Dilicom. Pour ces libraires, la présence des éditeurs indépendants sur les bases de données serait assurément un Plus dans la coopération entre nos deux associations.

- Une libraire en Egypte ou Madagascar désirerait commander des ouvrages de plusieurs éditeurs de l'AEI auto-distribués, quelle logistique de distribution faciliterait un traitement unique des commandes chez ces petits éditeurs?

De très nombreuses initiatives sont déployées partout pour le service du développement de la lecture et pour la survie du livre. Lorsque nous voyons des libraires du Niger associer à leur réflexion sur le prix de revient du livre, des autorités des services des Impôts et des Douanes de leur pays pour y voir clair entre ce que disent les textes et ce qui est appliqué, lorsque nous lisons la lettre ouverte du syndicat de la Librairie française aux candidats et aux électeurs lors des dernières consultations électorales en France, lorsque nous lisons le Manifeste de l'Association suisse des diffuseurs, éditeurs et libraires, pour protéger le livre en Suisse par une loi, il n'y a qu'une évidence qui s'impose : L'HEURE à sonner pour travailler étroitement ensemble et gagner ensemble tous ces paris qui nous sont communs. Cette préoccupation vient de figurer presque in extenso au point 8 des Résolutions de la récente « Déclaration de Cotonou » adoptée le 22 août 2007 lors du Colloque International organisé par l'UNESCO à Cotonou les 21 et 22 août sur le thème : « Le dialogue des religions endogènes, du christianisme et de l'islam au service de la culture de la Paix en Afrique » Des nombreux thèmes figurant dans les Tables-rondes, l'un a porté sur «La circulation des livres et la promotion du dialogue par l'écrit et l'image »

Les nouvelles technologies au service de la bibliodiversité ?
par Paulo Slachevsky (éditions Lom, Chili)

Pablo HARARI : Paulo Slachevsky, des éditions Lom du Chili, a de nombreuses caractéristiques, mais je n'en indiquerai que quelques unes : il est un promoteur, un fondateur, un acteur culturel, un éditeur, un libraire, et un grand lecteur. Mais surtout, il a pour caractéristique de prendre des initiatives. En 1990, il fonde avec Silvia Aguilera les éditions Lom au Chili. Il fonde ensuite la Coalition chilienne pour la diversité culturelle. Peu auparavant, il avait fondé l'Association des éditeurs du Chili. Il a également participé à la création d'"Editores independientes". Enfin, il a fait partie du Conseil régional de la culture et des arts de la région métropolitaine de la capitale du Chili, un organisme public, en qualité de membre de la société civile. L'expérience de Paulo est essentielle pour nous tous, elle est l'exemple de ce que l'on peut faire lorsque l'on a les idées claires et le dynamisme, bien sûr, qui sont les siens. Et il apporte également une réflexion sur le thème de l'édition, non seulement de l'édition indépendante, mais aussi de l'incidence des nouvelles technologies, et de notre rôle en tant qu'éditeurs.

Paulo Slachevsky : Je vous remercie de m'avoir invité à participer à ces Assises. Les enjeux de l'édition indépendante sont aujourd'hui certainement nombreux, et ils sont liés, de manière transversale, au développement accéléré des nouvelles technologies. Celles-ci ont une forte incidence sur l'avenir de l'édition, et il est nécessaire de traiter explicitement cette question, afin que ces nouvelles technologies conduisent à une plus grande démocratisation culturelle, plutôt que d'augmenter la concentration du secteur et le fossé technologique entre les pays et au sein des pays mêmes.

Plus que jamais la technologie, les nouveaux moyens de production, de transport et de communication rendraient possible une vaste diffusion de chaque œuvre créée. Cependant, ceci s'est accompagné de l'emprise, dans les pays et entre les pays, de la consommation et de la circulation d'*un* type de produit, marginalisant l'accès à une création qui ne porte pas la marque des multinationales de la culture. Cette situation revêt une gravité particulière si l'on se souvient que l'on parle là de modes de vie, d'idées, d'histoires, de mémoire, de récits et de cultures. Les

effets sur notre quotidien sont clairs. Dans ce contexte, il s'agit non pas de rejeter le changement, les technologies, le marketing, mais bien de préserver le bénéfice du doute, de nous interroger et d'analyser les effets que peuvent avoir des pratiques centrées uniquement sur la création de richesse dans la production culturelle. Comment rassembler et adapter les techniques au bénéfice de l'œuvre comme une fin en soi, de par sa valeur sociale et culturelle, sans tomber dans l'instrumentalisation de la création, limitée à un usage de divertissement ? Jusqu'ici, nous ne pouvons pas séparer arbitrairement fin et moyens ; c'est pour cela qu'il convient en premier lieu d'être vigilant quant à la mise en œuvre de nouvelles techniques et de veiller à ce que ces dernières ne finissent pas par transformer la signification même de ce que nous faisons, la dimension libératrice et sociale du travail autour de l'écrit.

Walter Benjamin, dans *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* – écrit de façon visionnaire dans les années 1930 – signalait déjà que *"l'homme distrait est parfaitement capable de s'accoutumer. Disons plus : c'est seulement par notre capacité d'accomplir certaines tâches de façon distraite que nous nous prouvons qu'elles nous sont devenues habituelles »*. Benjamin se préoccupait particulièrement du "mode de réception" qui "n'exige aucun effort d'attention" ; ce qu'il percevait dans le cinéma, nous pourrions aujourd'hui le voir plus clairement dans la télévision et dans le monde du divertissement. Et une société d'hommes et de femmes distraits est dangereuse, dans la mesure où elle est difficilement synonyme de démocratie. Pour cette raison, il convient de ne pas nous limiter à parler de consommateur, récepteur, comme de quelque chose d'étranger, de vide ou de neutre, mais de travailler avec l'autre en tant que sujet, ce qui permet une expérience transformatrice.

Une clef pour la pratique éditoriale réside sans nul doute dans le développement de logiciels libres pour l'ensemble du secteur, dans toute la chaîne du livre, afin d'améliorer la gestion, la production et la commercialisation, la transparence et l'information. Sinon, il sera difficile pour les petits et moyens éditeurs d'avoir entièrement accès à ces nouveaux modes de production. Nous avons proposé, il y a déjà longtemps de cela, que l'Alliance des éditeurs indépendants soutienne la possibilité pour les maisons d'éditions de "migrer" vers les logiciels libres dans leurs processus de production d'originaux, de gestion et de commercialisation, et que nous construisions aussi, ensemble, de façon ouverte et progressive – et avec un accès gratuit – un

grand logiciel qui réponde aux besoins divers des éditeurs. Quelles sont les alternatives existantes, que faudrait-il développer ? Telles sont les questions de base à nous poser. Ceci est également un thème de recherche pour nous au sein de l'association des éditeurs du Chili, qui rassemble les forces des éditeurs indépendants et des universitaires.

Les bibliothèques virtuelles, publiques – comme Cervantes Virtual – ou privées – comme Google, peuvent également jouer un grand rôle. Mais je crois que cela dépendra d'une politique proactive qui associe leur usage à la lecture de livres en format traditionnel plutôt que de la remplacer, et du fait que l'accès à l'information au sein de ces bibliothèques ne soit pas en lien avec la publicité. Il est en outre nécessaire de permettre l'émergence de bibliothèques virtuelles publiques puissantes, et que la connaissance ne soit pas accaparée par une entreprise qui cotise en bourse. Le fait même de penser le livre sous ses nouveaux formats potentiels doit nécessairement être abordé de façon collective, à partir du point de vue des éditeurs indépendants et avec les institutions publiques s'intéressant au livre et au développement. Sans cela, la concentration risque d'augmenter encore davantage si toutes les transformations et les supports alternatifs pour le livre sont brevetés par de grands groupes économiques. Ces derniers travaillent souvent en association ; c'est le cas au Japon, où plusieurs des principales entreprises de technologie se sont regroupées pour développer l'*e-book*, le livre électronique.
Il est également important d'assurer la numérisation de nos catalogues, en particulier des titres épuisés, et de permettre leur future édition sous d'autres formats ou en cas de commande de peu d'exemplaires. De même, nous devons être attentifs, ensemble, à tous les changements technologiques et aux nouvelles possibilités qui s'offrent au livre, et obtenir un espace de débat et de réflexion à son sujet. Les éditeurs indépendants ne pourront pas d'eux-mêmes participer de façon proactive à ces transformations, à moins que nous ne multipliions notre capacité d'association, de négociation collective et de construction en association avec les instances publiques et les ONG, sans jamais oublier que la technique n'est pas une fin en soi.

Comment participer à ces changements sans vider de leur sens nos pratiques ni affaiblir le livre imprimé ? C'est là une question centrale à l'heure où nous faisons face au développement de nouvelles pratiques, car le rejet pur et simple n'est pas une solution, avec le risque bien connu de rester en arrière et de se laisser distancer à l'avenir. Et si bien évidemment les technologies

influencent de manière directe l'industrie éditoriale, elles en transforment surtout l'environnement et la relation de la citoyenneté avec l'information et le savoir. Les changements de comportements que génère la formation des jeunes avec l'Internet constituent des menaces importantes pour le livre imprimé, si ces pratiques ne sont pas associées à la lecture traditionnelle et leur usage conjugué avec celui du livre, permettant ainsi la formation de citoyens critiques, seule possibilité d'un usage actif des technologies, et non de simples consommateurs et récepteurs. La faible estime dont bénéficient aujourd'hui le livre et la lecture dans beaucoup de nos pays, dans lesquels a prévalu une certaine "techno-utopie" – oubliant au passage que le livre et la lecture sont à la base du développement éducatif et culturel, les technologies n'apportant fondamentalement qu'un bon complément – est précisément liée à l'absence de lien entre ces deux mondes dans les programmes éducatifs. La suprématie même de la photocopie dans le monde universitaire est un reflet de la fissure d'une culture dans laquelle l'enseignement universitaire était, dans une certaine mesure, synonyme d'apprendre à lire (avec toutes les significations que cela peut avoir). Aujourd'hui, c'est souvent une lecture fonctionnelle qui prévaut, avec des photocopies de chapitres de livres hors du contexte général de l'œuvre, qui favorisent l'information mais non la connaissance, la reproduction d'idées et non leur création.

Pour toutes ces raisons, le principal défi pour mettre les technologies au service de la bibliodiversité consiste, au niveau des politiques publiques, à replacer le livre et la lecture au centre du processus éducatif, à renforcer l'identité de chaque peuple grâce à ses livres, sa création intellectuelle par ses écrits, et à utiliser l'informatique en complément de l'éducation. Dans cette forte tension entre les significations culturelles et commerciales qui traversent les industries culturelles, dans lesquelles les nouvelles technologies jouent un rôle prépondérant, la propriété intellectuelle et les droits d'auteur occupent une place centrale, comme base et comme l'un de ses engrenages fondamentaux. D'un côté, il y a les droits économiques du créateur – ou plutôt du titulaire, ce qui n'est pas toujours la même chose –, et de l'autre, le droit d'accès au savoir. La concentration vertigineuse dans ce secteur et le fossé technologique sont liés au fait que l'équilibre qui unissait ces droits lorsqu'ils sont nés et au long des deux siècles de leur développement a été perdu. Aujourd'hui, seul le caractère commercial et la dimension de propriété prédominent ; l'absorption de ce thème par l'Organisation mondiale du commerce et par les traités internationaux de libre-échange le montre bien. Il convient de noter – bien que cela

soit redondant – que la Commission des droits de l'homme des Nations unies elle-même signale les "conflits réels ou potentiels entre l'application de l'Accord sur les ADPIC et la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels", rappelant aux gouvernements "la primauté des obligations relatives aux droits de l'homme sur les politiques et les accords économiques" et demandant expressément aux États membres des Nations unies de "protéger la fonction sociale de la propriété intellectuelle". Et cela vaut pour l'industrie pharmaceutique comme pour la culture. Le droit à la vie, comme le droit à la culture et à la liberté d'expression, priment sur les intérêts économiques et commerciaux. La création, et plus encore la recherche, se nourrissent des créations du passé et ont besoin à cet égard d'une certaine liberté de prendre, de s'approprier. Les lois sur les droits d'auteurs doivent veiller aux droits du créateur non seulement comme passé, comme quelque chose de statique, de déjà créé, mais aussi comme possibilité de ferment pour de nouvelles créations. Ceci vaut aussi bien pour tout acte créatif que pour les logiciels. L'extension excessive des droits d'auteur fait partie des problèmes qui se posent. Le juriste Richard Postner l'indique : "Si le droit d'auteur était éternel, James Joyce ou son éditeur se seraient retrouvés en litige avec les héritiers d'Homère sur la question de savoir si *Ulysse* est inspiré de l'*Odyssée*..." Le conflit déclenché entre les grandes entreprises de logiciels qui déposent des brevets sur tout, et les promoteurs d'espaces libres comme "Creative Commons" et "Copyleft", n'est pas étranger à nos pratiques, et marque clairement le sens et l'avenir de ces technologies, particulièrement dans le domaine numérique.

À l'heure où l'on reconnaît la diversité culturelle et la protection et la promotion des différentes expressions culturelles comme un droit fondamental, penser la viabilité de l'édition indépendante et d'industries éditoriales locales, fortes et diverses, dans toutes les nations, et non un monde de pays producteurs contre pays consommateurs (ainsi, pour le livre de langue espagnole, l'inégalité de la balance exportation/importation de l'Espagne avec tous les pays d'Amérique latine atteint un ratio de 31 à 1), il devient nécessaire et fondamental d'aborder les transformations technologiques d'une façon alternative, afin que les technologies se trouvent effectivement au service de la diversité culturelle et de la bibliodiversité. Comme l'indique la déclaration de la Deuxième rencontre des éditeurs indépendants de Gijón en mai 2007, pour faire des changements technologiques une opportunité pour la bibliodiversité, il est fondamental, entre autres :

- De respecter et d'appliquer le droit souverain d'établir des politiques publiques qui protègent et promeuvent l'industrie indépendante et nationale du livre et la lecture ;

- D'obtenir des lois sur les droits d'auteur équilibrées, qui se préoccupent des droits des créateurs comme de la nécessité publique d'accès au savoir, de la liberté d'expression et de création, et qui empêchent le monopole de la connaissance ;

- Que les éditeurs indépendants et les autres acteurs de la chaîne du livre puissent effectivement accéder aux nouvelles technologies en dehors de toute dépendance et monopole des grands consortiums, avec des mesures telles que le développement de logiciels en libre accès.

Nous sommes les principaux acteurs d'un secteur qui fabrique de la réalité au sens large, il nous appartient de lutter pour éviter de détruire encore davantage notre écosystème, y compris d'un point de vue culturel ; la création des conditions d'un milieu plus viable et plus riche requiert des propositions et des politiques qui renforcent toute la chaîne du livre dans tous les pays. Je voudrais terminer par une citation que j'ai déjà utilisée à d'autres reprises, mais qui me paraît très éloquente. Comme le remarque Don DeLillo dans *Contrapunto*, se référant aux enregistrements de Bach par Glenn Gould embarqués à bord de Voyager 1, le vaisseau qui explore l'ultime frontière du système solaire : *« nous sommes des êtres intelligents, versés dans l'art des mathématiques et capables d'organiser une suite cohérente de sons dans le temps, afin de créer une composition unifiée, appelée musique, une forme d'art dont la vérité, l'utilité, l'originalité et d'autres indicibles propriétés procurent un plaisir d'une qualité transcendante, appelée beauté, à l'esprit et aux sens de celui qui l'écoute ».*

Clairement, la "main invisible" du marché n'est pas le meilleur arbitre pour permettre à cette beauté de naître, de se développer, de perdurer dans le temps et d'être accessible aux citoyens. Pour permettre à ces beautés de s'épanouir et pour en procurer l'expérience au plus grand nombre, il est temps de multiplier tous ensemble des stratégies diverses et alternatives.

Le livre, un bien public ? L'édition et les pouvoirs publics

par Jean-Yves Mollier (professeur des Universités, France)

Pablo HARARI : Le professeur Jean-Yves Mollier, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Versailles à Saint-Quentin en Yvelines, dirige également l'école doctorale "Cultures, Organisations, Législations", et s'est spécialisé justement dans le domaine qui nous intéresse, l'édition. Et l'une de ses œuvres, *Où va le livre ?*, de 2002, est déjà un ouvrage de référence sur le thème de l'édition. Par ailleurs, Jean-Yves dirige la collection "État des lieux de l'édition" que l'Alliance a mise en place et plusieurs livres ont déjà été publiés sous sa direction.

Jean-Yves MOLLIER : Dans L'Année terrible, réflexion à chaud sur la guerre franco-prussienne de 1870 et la Commune de Paris qui accompagna son dénouement, Victor Hugo imagine un dialogue avec l'enfant qui vient d'incendier l'une des plus belles bibliothèques de la capitale.

As-tu donc oublié que ton libérateur,
C'est le livre ? Le livre est là sur la hauteur ;
Il luit ; parce qu'il brille et qu'il les illumine,
Il détruit l'échafaud, la guerre, la famine.

s'enflamme le poète mais, à la fin de son monologue, il entend la réponse du jeune incendiaire qui tombe comme un couperet :

Je ne sais pas lire[3].

Pour éteindre l'incendie, la peur sociale qui s'empare d'elle au plus fort des combats, la bourgeoisie française imagina, dès septembre 1871, un vaste programme de scolarisation accélérée auquel Jules Ferry mit le point final en faisant voter le principe de l'école gratuite, obligatoire et laïque en 1881-1882[4]. Parallèlement à cet effort destiné à alphabétiser tous les

[3] Victor Hugo, L'Année terrible (1871), rééd., Œuvres complètes, dir. Jean,Massin, Monaco, Clib français du livre, 1970, 36 vol ., T. XV/1, p. 161.

[4] Voir Jean-Yves Mollier et Jocelyne George, La Plus longue des Républiques. 1870-1940, Paris, Fayard, 1994, pour le contexte de ces événements.

Français – et toutes les Françaises – les villes, et Paris au premier rang, intensifièrent le programme de construction de bibliothèques populaires qui devait accompagner l'enfant et l'adulte dans sa conquête d'un espace de liberté[5].

La guerre de 1914-1918 interrompit ce mouvement et, en 1931, le Congrès d'Alger de l'ABF, l'Association des Bibliothécaires français, inscrivait la lecture publique à son ordre du jour et en faisait la question prioritaire du moment. Le Front populaire donna naissance, cinq ans plus tard, à l'ADLP, l'Association pour le développement de la lecture publique[6], ce qui traduisait une prise en compte de plus en plus urgente de ces problèmes, mais, en 1950, le réseau des bibliothèques municipales français ne prêtait encore que huit millions de volumes chaque année contre plus de cent soixante-cinq millions aujourd'hui[7]. C'est sans doute parce que le taux de fréquentation de ces cathédrales modernes de la culture – les médiathèques équipées en bornes d'accès à Internet – a bondi après 1980 que l'on a vu ressurgir des attaques inquiétantes contre le livre considéré comme un bien de première nécessité dont l'Etat ne peut se désintéresser. En 1999, le Syndicat national de l'édition – le SNE – et la Société des gens de Lettres – la SGDL – engageaient en effet une bien singulière bataille, aujourd'hui heureusement terminée, contre le prêt gratuit en bibliothèque, une des traditions les plus constantes de l'histoire de France du XIXe au XXe siècle[8]. Editeurs et auteurs, transformés en pompiers-pyromanes, avaient, au passage, oublié qu'au XIXe comme au XXe siècle, leurs organisations professionnelles avaient exigé des pouvoirs publics la construction et l'équipement de bibliothèques municipales gratuites et qu'en 1950 le SNE lançait une « croisade du livre » destinée à aiguillonner le ministère de l'Education nationale et que, dix ans plus tard, il appelait André Malraux, ministre des Affaires culturelles, à faire plus et mieux que les gouvernements précédents en ce domaine.

Si l'on regarde maintenant hors de France les attaques en règle dont sont victimes les budgets sociaux, aux Etats-Unis par exemple, on constate que les quinze bibliothèques du comté de Jackson dans l'Oregon ont fermé leurs portes pour une durée indéterminée en mai 2007 parce que les crédits fédéraux – sept millions de dollars US – nécessaires à leur entretien ont été supprimés au profit de la continuation de la guerre en Irak. Mis devant le fait accompli, les

[5] Voir Histoires de lectures. XIXe-XXe siècles, n° 17/2005 de Matériaux pour une histoire de la lecture et de ses institutions.
[6] Pascal Ory, La Belle Illusion, Paris, Plon, 1992, pour une analyse de la politique culturelle du front populaire.
[77] Nicole Robine, Lire des livres en France de 1930 à 2000, Paris, Ed. du Cercle de la Librairie, 2000 pour tous ces chiffres.
[8] Sur cette bataille qui fit rage en 1999-2000, voir Jean-Yves Mollier éd., Où va le livre ?, 1ère édition, Paris, La Dispute, 2000, ainsi que les éditions de 2002 et de 2007 pour une actualisation prenant en compte l'évolution de la législation.

électeurs de cette région des Etats-Unis ont refusé, par référendum, la hausse des impôts qui aurait permis de maintenir en fonction ces bibliothèques de prêt. Au-delà de ces exemples, français et états-uniens, on mesure les dégâts provoqués dans l'opinion mondiale par le néolibéralisme triomphant qui a renvoyé les politiques de welfare state aux oubliettes de l'histoire. Alors que, jusqu'aux années 1980, l'opinion mondiale voyait dans le livre un bien à la fois public et privé pour lequel les Etats devaient consentir d'importants efforts budgétaires afin de réduire les inégalités sociales, la tendance est aujourd'hui au retour en arrière et à la remise en cause de ces politiques d'encouragement à la lecture publique qui faisaient l'unanimité, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, vingt ans auparavant.

La grande misère des éditions scientifiques

En France, le ministère de la Culture a failli disparaître en cette année d'élection présidentielle et, si cela n'a pas été le cas, on voit mal comment l'actuel gouvernement pourrait faire preuve de l'audace qui fut celle d'André Malraux lorsqu'il lança le plan d'équipement des villes moyennes en Maisons de la Culture en 1960[9]. Or en 2007, l'heure est à la réduction des dépenses publiques et non à l'investissement dans le social, ce qui aura des effets catastrophiques si l'on ne tente pas de s'y opposer. Dans le domaine de l'édition scientifique, la France n'a rien d'équivalent au système des presses universitaires anglo-saxonnes[10] et l'Etat, à l'issue de l'adoption du rapport Groshens, en 1998, a interdit à ses services et administrations – Journal officiel, Documentation française, Réunion des musées nationaux, Centre national de la recherche scientifique[11], Institut géographique national, etc. – de publier des livres, cartes, atlas ou documents qui feraient concurrence au secteur privé. La circulaire Raffarin – du nom du Premier Ministre de l'époque –

[9] L'ouverture de la première Maison de la Culture à Bourges, ville moyenne du centre du pays, puis celle du Havre, grande cité portuaire à forte population ouvrière, confirme cet accord qui régnait alors à droite et à gauche de l'échiquier politique sur la nécessité de dépenser une partie de l'argent public dans le domaine de la culture.

[10] Les Presses universitaires de France, les PUF, sont une entreprise de droit privé et non l'annexe de la Sorbonne ; cf. Valérie Tesnière, Le Quadrige. Un siècle d'édition universitaire, Paris, PUF, 2001.

[11] Le CNRS a supprimé son aide aux revues, provoquant bien des difficultés dans ce domaine par ailleurs menacé par l'apparition des publications numériques, et il a diminué fortement son aide à la publication d'actes de colloques depuis 1998.

du 24 mars 2005 l'a répété avec encore plus de force, en rappelant les principes arrêtés par l'Union européenne, et elle a invité tous les acteurs publics à se conformer à cette directive, au risque de démolir tout ce qui a été entrepris dans ce domaine. Un exemple suffira à montrer l'ampleur du phénomène : faute d'un réseau de presses universitaires dignes de ce nom à l'échelle du territoire, et malgré l'excellent programme de publications des Presses universitaires de Rennes, du Septentrion ou de quelques autres institutions similaires, un éditeur privé, L'Harmattan, est devenu le numéro 4 français par le nombre de titres publiés, 2 039 en 2005 et encore 1 857 en 2006. Ses bénéfices ont atteint en 2005 la coquette somme de 1 162 000 euros[12], ce qui n'est pas si mal pour un publisher qui refuse toujours aussi obstinément d'accomplir son travail d'editor, c'est-à-dire de choisir dans la masse des thèses que lui proposent les jeunes docteurs en sciences sociales et humaines celles dont l'édition s'impose en écartant les autres[13]. Si l'on ne peut contester l'utilité sociale des éditions L'Harmattan[14], on doit ajouter qu'elles doivent la plus grande part de leur succès à la carence des éditions universitaires françaises, ce qui n'est guère réjouissant en cette période d'asphyxie délibérée des éditions scientifiques à caractère public[15].

Pour des politiques de lecture publique efficaces

Face à ce constat assez alarmiste que l'on vient de dresser ici, quelles pourraient être les mesures incitatives que les pouvoirs publics pourraient prendre afin d'améliorer la situation au lieu de contribuer à l'aggraver ? A mes yeux, la première d'entre elles doit concerner la lecture publique et agir dans deux directions : le livre scolaire et la bibliothèque publique. Dans le

[12] Livres Hebdo, Supplément au n° 682 du 23 mars 2007 pour ces chiffres.

[13] Interrogé sur cette question lors d'un débat avec nos étudiants de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, le PDG des éditions L'Harmattan, Denis Pryen, a répondu qu'il appartenait aux universités de séparer le bon grain de l'ivraie, ce qui n'est pas faux mais ne résoud pas la question de l'essence de l'édition qui consiste bien à opérer des choix et non à multiplier les impressions qui ne trouvent pas preneur ailleurs. L'obligation de financer, par des achats d'exemplaires ou des commandes, l'édition de la plupart des volumes renvoie d'ailleurs L'Harmattan du côté de l'édition à compte d'auteur plutôt que du côté de l'édition à compte d'éditeur, pratiquée pour certaines collections à comité de lecture chez ce même éditeur.

[14] Elles se sont imposées, avec les éditions Karthala, issues d'une scission, comme un des éditeurs de référence dans le domaine africain.

[15] La circulaire Raffarin de 2005 vient après une série de textes adoptés à partir de 1998, ce qui a conduit à la disparition de l'Imprimerie nationale et à une restriction sévère des actions d'édition de la part des ministères français.

premier cas, il s'agit d'inciter les municipalités à faire un peu plus en faveur des livres de classe destinés aux enfants de l'école primaire et à prendre appui sur ce que font les conseils généraux en faveur des collèges d'enseignement secondaire et les conseils régionaux au profit des lycées[16]. C'est entre deux et onze ans que se joue l'essentiel du rapport de l'enfant au livre et, puisque l'édition pour l'enfance et la jeunesse est un secteur en plein essor, il convient d'accompagner son rayonnement en la faisant encore mieux pénétrer dans les crèches, les écoles maternelles et les écoles primaires[17]. Pour ce qui concerne les bibliothèques, l'Etat doit encourager les villes qui n'ont pas encore substitué aux constructions anciennes de véritables médiathèques à le faire, sachant que, partout où cet effort a été consenti, le nombre des inscrits double ou triple, sans compter ceux qui, sans être titulaires d'une carte d'abonné, fréquentent assidûment la bibliothèque publique, lisent les magazines et naviguent sur le réseau Internet[18]. Toujours dans ce domaine des bibliothèques, les pouvoirs publics doivent soutenir l'effort engagé par un certain nombre de bibliothèques nationales en Europe pour numériser leurs collections et les mettre gratuitement en ligne, et ce afin d'éviter que les moteurs de recherche privés, tel Google, ne s'approprient ce trésor de l'humanité qui dort dans les grandes bibliothèques du monde. J'aurais souhaité, pour ma part, que la numérisation soit confiée à des organismes publics s'appuyant sur des bassins linguistiques plutôt que des Etats – la francophonie, l'anglophonie, la lusophonie, etc.[19] – mais, à défaut, le réseau européen constitué sur la suggestion du président de la BnF, Jean-Noël Jeanneney, en 2005, pourrait se révéler un outil efficace au service de tous, y compris les éditeurs indépendants qui pourront utiliser les livres mis en ligne pour réfléchir au bien-fondé de leurs politiques éditoriales.

---

[16] En France, les écoles primaires sont placées sous l'autorité et la tutelle financière des villes, les collèges des départements et les lycées des régions depuis les lois de décentralisation entamées en 1981.

[17] Les villes sont certes écrasées dans bien des cas par les charges résultant des transferts de compétences de l'Etat mais la part des dépenses affectées au livre dans le primaire ne dépasse pas vingt euros par an en moyenne par enfant, ce qui est trop faible pour être véritablement efficace.

[18] Les dernières statistiques disponibles montrent l'importance de la prise en compte de ces « lecteurs » d'un type particulier, en constante augmentation ces dernières années ; cf. CREDOC Consommation et modes de vie n° 193 de mai 2006 pour les chiffres français. Ils démentent toute baisse de la fréquentation des bibliothèques publiques et enregistrent au contraire une hausse continue qui devrait amener, à terme, 50 % de la population à les utiliser.

[19] Voir Jean-Yves Mollier, « Pour une bibliothèque numérique universelle », Bulletin des bibliothèques de France n° 3/2007, p. 16-21, et, pour une vision plus étatique, Jean-Noël Jeanneney, Quand Google défie l'Europe, Paris, Mille et une nuits, 2005.

Si l'on examine maintenant les trois stades que parcourt un livre avant d'atteindre le public, sa fabrication ou sa production, sa diffusion puis sa réception, on voit que les deux premiers méritent une aussi grande attention que le troisième, celui qui vient d'être évoqué. Pour ce qui concerne la production, les éditeurs de taille moyenne et, a fortiori, les plus petits, ont besoin d'aides à la formation, au développement et au financement sur lesquelles on peut passer rapidement puisqu'elles ont fait l'objet de deux études récentes, celle de Gilles Colleu sur Les éditeurs indépendants publiée par l'Alliance des éditeurs indépendants et celle de Bertrand Legendre et Corinne Abensour intitulée Regards sur l'édition[20]. Rappelons simplement que le Conseil régional d'Ile-de-France, après avoir organisé une large consultation des intéressés en 2006, semble vouloir s'engager dans une politique ambitieuse d'aide à ce secteur de l'édition, ce qui pourrait conduire d'autres Conseils régionaux à l'imiter. Au stade, plus important encore, de la diffusion du livre, tout le monde sait que la question du maintien des librairies en centre ville est devenue cruciale, tant le prix des locations de commerces a explosé ces dernières années. L'extension de la loi Sueur sur l'aide au cinéma à la librairie semble aller dans le bon sens en permettant aux municipalités qui le souhaitent de prendre en charge une partie des loyers mais on peut imaginer d'aller plus loin en favorisant la location directe, et à bas prix, de locaux municipaux bien situés et ce, de façon à proclamer hautement que le livre a un avenir, qu'il est un bien appartenant à tous et que les seules lois de l'économie ne peuvent tout régler. Si la main bien visible de l'Etat américain est capable d'aider l'avionneur Boeing dans sa lutte contre Airbus et la firme texane Halliburton à obtenir la plus grosse part du marché des fournitures à l'armée américaine en Irak, on ne voit pas pourquoi, pour des sommes beaucoup moins considérables, la main invisible de l'économie de marché ne pourrait pas, elle aussi, être accompagnée et orientée, mais dans le sens de l'intérêt général plutôt que dans celui des intérêts privés.

Dans ce domaine sensible de la librairie de détail, la survie des petites surfaces de proximité qui pratiquent le conseil personnalisé au lecteur, est capitale tant le renforcement et la concentration des chaînes de librairie menacent leurs intérêts. Face à la FNAC, au réseau Virgin-Relay-Megastore de Hachette, à Bertelsmann via Privat et consorts et à Leclerc[21] dont l'appétit est

[20] Gilles Colleu, Editeurs indépendants : de l'âge de raison vers l'offensive ?, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2006, et Bertrand Legendre et Corinne Abensour, Regards sur l'édition, Paris, La Documentation française, 2 vol., 2007.
[21] Voir Où va le livre ?, édition 2007.

grand en la matière, les libraires indépendants doivent être aidés à s'équiper, en matériel informatique de qualité, à s'abonner aux serveurs professionnels du type Electre dont les prix sont très élevés et, de plus en plus, à se doter d'un site web où proposer leurs stocks et honorer les commandes en ligne. Il faut noter à ce sujet que la mise en ligne des livres disponibles est sans doute l'arme la plus efficace contre le retour trop précoce des envois d'office, la plaie de l'édition indépendante, et qu'elle contribuerait à inciter les libraires à reconstituer leurs stocks, contre la tendance cyclique à s'en débarrasser pour faire grossir temporairement la trésorerie et rassurer les banquiers, si les pouvoirs publics prenaient en charge une partie des frais inhérents à la gestion desdits stocks, ce que l'on appelle d'un terme plus noble, le fonds, chez un libraire digne de ce nom. D'autres aides à la librairie de conseil peuvent être imaginées afin qu'elle ait les moyens de connaître le marché – plus de 3 500 éditeurs recensés et 60 000 titres publiés en France en 2006 – ses tendances lourdes comme ses évolutions, ses niches et ses secteurs clés, et qu'elle ne soit pas tributaire des seules informations ou publicités délivrées par les groupes les plus puissants.

Pour conclure ce bref survol, il faut réaffirmer haut et fort que le livre est un bien indispensable à l'épanouissement de l'individu, au même titre que la nourriture, l'enseignement et la médecine. S'il est aussi une marchandise, comme l'avait fait remarquer avec pertinence Lucien Febvre et Henri-Jean Martin dans L'apparition du livre en 1958, il ne saurait se résumer à cette seule fonction. Les éditeurs, y compris les plus grands, le savent bien : si l'on exagère la dimension strictement matérielle du livre au détriment de ses facultés spirituelles, on lasse le public. L'échec retentissant de la publication des Mémoires de MoniKa Lewinsky demeure dans tous les esprits, même si d'autres lancements de produits tout aussi formatés ont été suivis d'effets financiers justifiant la tendance à la toute puissance du marketing contre laquelle protestait publiquement André Schiffrin quand il claquait la porte de Pantheon Books en 1991[22]. La tentation permanente de ce secteur à imiter tout ce qui marche ne contribue pas à l'inciter à privilégier la diversité, la rareté, l'étrangeté, bref, la novation véritable, comme on l'a vu avec le clonage systématique des Harry Potter et Da Vinci Code entrepris par tous les paresseux de l'édition mondiale ces dernières années. S'il est d'ailleurs un livre qui mériterait aujourd'hui une vigilante attention et une protection des pouvoirs publics, c'est celui que l'on range dans la catégorie des essais de réflexion ou encore des essais critiques, ceux qui dérangent, perturbent les habitudes quand ils apparaissent, mais que l'on tient, plus tard, pour d'authentiques événements.

[22] André Schiffrin, L'édition sans éditeurs, Paris, La Fabrique, 1999.

Il n'est certes pas de recette pour les repérer mais, en France, l'existence de commissions spécialisées du Centre national du livre – le CNL – chargées de faire dériver vers eux la manne publique est du moins un rempart contre l'uniformisation de la pensée qui guette toute la planète. Il faut donc réaffirmer avec énergie que cette fonction est primordiale et que les pouvoirs publics ne peuvent abandonner le livre aux seules forces du marché qui le dominent, les fonds d'investissement et de pension, les nouveaux Léviathan du XXIe siècle. Au risque de paraître anachronique ou intemporel, je terminerai donc en disant que l'Etat n'est pas une notion dépassée au troisième millénaire et que les pouvoirs publics, y compris les plus décentralisés, doivent lutter avec lui pour éviter les incendies de bibliothèques ou leur disparition.

Les orientations générales de l'Alliance
pour les années 2008-2009

Quelle méthode a-t-on utilisée pour définir les orientations générales de l'Alliance ?

Pour réfléchir aux orientations générales de la nouvelle période 2007-2009, nous avons proposé aux membres de l'Alliance d'envisager le type d'actions concrètes qu'ils souhaitaient voir se poursuivre, se renforcer ou se développer dans les années à venir. 60 propositions vous ont donc été adressé, classées par rubriques (ex. le rôle de l'équipe permanente, les réseaux linguistiques, etc.).

Les réponses qui nous ont été adressées avant les Assises – représentant plus de 50 % des membres de l'Alliance – vous ont été transmises dans le détail en même temps que le programme de notre rencontre. A partir de ces résultats, nous avons été capables à la fois de dégager **des choix majoritaires**, sans pour autant perdre **le détail** des attentes de chacun ; les tableaux transmis permettaient en effet à la fois de retrouver vos propositions personnelles, tout en constatant la façon dont elles s'intègrent dans le choix collectif.

Bien conscients de la nécessité **de discuter et de mettre en débat** ces choix – néanmoins majoritaires – un travail spécifique a été mené lors des Assises, en réunion des réseaux linguistiques. Un état des réponses par réseau est venu complété les résultats généraux ; cela nous a permis de comprendre en quoi votre réseau s'accordait ou s'éloignait des choix majoritaires. Cette étape était primordiale ; elle nous a permis à la fois de confirmer la plupart des choix majoritaires – ce qui était nécessaire à l'unité de notre mouvement – tout en dégageant des spécificités propres à certains réseaux. Ces spécificités là, lorsqu'elles ne remettent pas en cause fondamentalement le choix du plus grand nombre, seront prises en compte et mises en œuvre dans la limite des moyens disponibles.

Dans ce compte rendu, nous vous proposons tout d'abord **de rappeler les choix majoritaires** tels qu'ils se sont exprimés, puis de reprendre brièvement les réactions des réseaux linguistiques face à ces choix majoritaires. Ainsi, nous parviendrons à un ensemble d'orientations générales définies en amont, discutées et validées lors des Assises, et respectueuses des spécificités demandées par les réseaux linguistiques.

Les orientations principales retenues par la majorité des membres de l'Alliance (et celles qui ne l'ont pas été)

- En ce qui concerne les **ACTIONS ESSENTIELLES DE L'ALLIANCE,** vous estimez très nettement que *« L'Alliance doit avant tout défendre et promouvoir la bibliodiversité et l'édition indépendante »*. Par ailleurs, en deuxième position, vous pensez que *« L'Alliance doit avant tout permettre à ses membres de travailler ensemble (projets de traductions, de coédition, etc.) »*. Ce sont donc là les deux actions essentielles que nous avons retenues.

- Selon vos réponses, **LES MODALITÉS DE DEVELOPPEMENT DE L'ALLIANCE** doivent très clairement permettre de *« Renforcer la connaissance mutuelle – à dimension humaine – des éditeurs membres entre eux ; favoriser plus les rencontres et les participations aux salons et foires du livre »*. Par ailleurs, vous ne semblez pas très intéressés par la possibilité de renforcer l'adhésion de collectifs nationaux, régionaux ou internationaux d'éditeurs ; il semblerait que vous souhaitez que l'Alliance reste avant tout et majoritairement un réseau de maisons d'édition, représentées individuellement.

- En ce qui concerne **LE BUREAU DE L'ALLIANCE,** il est très important pour vous que *« les coordinateurs des réseaux linguistiques (…) rencontrent au moins une fois par an, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'association, les membres du Bureau de l'Alliance »*. Par ailleurs, vous ne souhaitez pas du tout que le Bureau intègre des représentants d'autres professions du livre.

- A propos du **RÔLE DE L'ÉQUIPE PERMANENTE,** qui nous intéressait tout particulièrement, vous affirmez très nettement là encore que *« L'équipe permanente, en plus de son rôle de secrétariat au service des éditeurs, doit avoir un pouvoir d'initiative, en particulier pour proposer directement des projets aux membres (ex. coédition des 100 propositions du Forum Social Mondial, coédition L'Ombre d'Imana) ou proposer des rencontres (ex. Les éditeurs du monde latin et la bibliodiversité, Guadalajara, novembre 2005) »*. Enfin, vous ne pensez pas qu'il soit important que l'équipe permanente reflète le visage international de l'Alliance en embauchant des salariés de différentes origines.

- A propos des **RÉSEAUX LINGUISTIQUES** vous souhaitez *« Organiser systématiquement des rencontres internationales par réseaux linguistiques une fois par an, si possible en marge ou en amont d'un salon du livre »*. Par ailleurs, vous n'estimez pas particulièrement que la taille des réseaux linguistiques doit être limitée.

- Au sujet des **OUTILS** de notre Alliance, 3 propositions sont très proches les unes des autres : vous souhaitez à la fois *« Mettre en place systématiquement des catalogues collectifs dans chaque réseau linguistique »*, mais vous précisez aussi que *« Le site Internet doit présenter une sélection des ouvrages publiés par les membres, qu'ils soient réalisés avec l'aide de l'Alliance ou non »*, et enfin qu'il faut *« Privilégier la mise en place de catalogues collectifs liés à une manifestation particulière : catalogue collectif du réseau hispanophone pour la Foire du livre de Francfort, par exemple »*. Globalement, c'est dans cette rubrique que les écarts entre les propositions sont les moins importants. A noter tout de même un décrochage en ce qui concerne la dernière d'entre elle : vous pensez que les trois langues de travail de l'Alliance (français, anglais, espagnol) sont suffisantes pour l'instant.

- En matière d'affectation des **BUDGETS DE L'ASSOCIATION**, deux propositions sont également retenues : *« Au vu de la répartition des budgets, il est nécessaire de consacrer plus de ressources aux projets éditoriaux »* et *« Mettre en place des bourses pour faciliter les séjours et les échanges d'expérience et de pratiques entre éditeurs »*. Vous ne souhaitez pas que les budgets concernant les projets soient déconcentrés vers les réseaux linguistiques et gérés par les coordinateurs.

- En ce qui concerne **LA CONNAISSANCE DU MILIEU ÉDITORIAL,** il apparaît très nettement que vous voulez *«Poursuivre et renforcer la réflexion sur l'indépendance de l'édition et son importance »*. Vous ne désirez pas que les titres de la collection État des lieux de l'édition soient réalisés en coédition avec des éditeurs membres de l'Alliance : apparemment, la situation actuelle vous convient parfaitement !

- Quant à **L'ANIMATION D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN AUX COÉDITIONS,** les réponses sont plus nuancées : vous avez voulu mettre au même niveau de priorité le fait de *«Concentrer les moyens (aide à la traduction, au transport…) sur les processus de coédition comptant au moins trois coéditeurs »*, et *« d'augmenter les aides à la traduction pour les ouvrages coédités par les membres du réseau »*. Par contre, vous ne souhaitez pas que nous allions jusqu'à moduler les aides financiers de l'Alliance selon le nombre de coéditeurs impliqués dans le projet.

- En ce qui concerne **LES MODALITÉS** de mise en place des coéditions solidaires, vous voulez très fortement *«Poursuivre la réflexion et l'application de la solidarité (« le livre équitable ») au sein de chaque projet de coédition, en particulier par la systématisation de la mutualisation des choix éditoriaux, la mutualisation et la péréquation des coûts selon un zonage géographique (ou selon une autre logique, par exemple selon le chiffre d'affaire de la maison d'édition) »*. Vous ne semblez pas très enthousiasmés par la visibilité des prix publics (reproduits en 4ème de couverture par exemple) pour une coédition.

- Quant aux **LIENS AVEC LES AUTRES PROFESSIONNELS DU LIVRE,** vous plébiscitez la propositions suivante : *«Renforcer, pour chaque réseau linguistique, les liens avec les libraires et les collectifs de libraires »*. Vous proposez aussi de *« Favoriser la présence à des rencontres ou des débats entre professionnels du livre et de la lecture (par exemple à l'occasion de Salons du livre) »*. Par contre, les liens avec les diffuseurs et distributeurs vous semblent totalement hors de propos.

- Pour les **ACTIONS DE PLAIDOYER**, vous voulez *« Renforcer la présence de l'Alliance auprès des institutions internationales pour les sensibiliser aux enjeux de l'édition indépendante (UNESCO, Union Latine, OIF, etc.) »*. Pas très loin derrière, il nous faut *«Développer les interpellations et les appels adressés aux pouvoirs publics (État, Région, Municipalité, etc.) »*. Vous n'avez pas retenu spécialement les actions visant à interpeller les lecteurs, les auteurs, les autres éditeurs et les libraires.

Les spécificités par réseaux linguistiques

Le réseau anglophone de l'Alliance a choisi de discuter et de travailler très précisément les orientations majoritaires. Le résultat de ces débats se trouve dans le compte rendu intégral du réseau anglophone. Si les choix étaient assez différents de ceux de la majorité, le réseau a décidé de se rallier au choix majoritaire en ce qui concerne les ACTIONS ESSENTIELLES, le ROLE DE L'ÉQUIPE PERMANENTE et les COÉDITIONS. Nous ne retiendrons ici que les demandes spécifiques au réseau qui ont été maintenues.

- En ce qui concerne le **DÉVELOPPEMENT DE L'ALLIANCE**, le réseau anglophone pense qu'il est plus important de développer les réseaux linguistiques de façon à **avoir plusieurs éditeurs pour chaque pays représenté**. C'est en tous cas ce qu'il se propose de faire en ce qui le concerne.

- Au sujet des **OUTILS DE L'ALLIANCE**, le réseau souhaite préciser encore une des orientations choisies : il s'agit, pour le site Internet, de créer un espace pour que chaque éditeur puisse présenter une sélection de ses titres – 4 par exemple. Cet espace serait traduit en 3 langues. Par ailleurs, la lettre d'information doit faire plus de place aux projets des réseaux linguistiques – ce qui n'est pas assez le cas aujourd'hui.

- En ce qui concerne le **BUDGET DE L'ALLIANCE**, le réseau anglophone insiste beaucoup plus sur la nécessité de permettre la mise en place de bourses pour faciliter les séjours et l'échange d'expérience entre éditeurs.

Le réseau lusophone propose lui aussi quelques spécificités complétant les orientations générales (les spécificités n'ont pas été clairement formellement rattachées à une rubrique ; de par leur contenu, nous avons toutefois pu les y relier).

- En matière d'**ACTION ESSENTIELLE,** l'Alliance doit se positionner clairement en faveur du livre vu comme un bien public et culturel, appartenant au patrimoine de l'humanité et non soumis aux lois de l'OMC.

- En ce qui concerne **LES OUTILS** de l'Alliance, les éditeurs lusophones insistent sur la nécessité de pouvoir présenter leur catalogue en ligne en portugais ; il s'agirait aussi de favoriser par le site la promotion des auteurs de langue portugaise auprès des autres éditeurs membres de l'Alliance.

- Le réseau lusophone insiste particulièrement sur la nécessité, en matière de projets éditoriaux et de **COÉDITION**, d'appuyer plus les traductions. Il s'agirait de créer un fonds d'aide en recherchant des partenariats avec des Fondations (comme la Fondation angolaise Eduardo Santos e Brilhante, entre autres).

- En ce qui concerne les **ACTIONS DE PLAIDOYER**, le réseau lusophone insiste sur le rôle que peut jouer l'Alliance vis-à-vis des pouvoirs publics pour les encourager à mieux protéger l'édition indépendante et le livre vu comme bien culturel. Il s'agirait en particulier de plaider en faveur d'une régulation de l'action prédatrice des grands groupes étrangers dans les pays du réseau lusophone ; de dénoncer les achats gouvernementaux auprès des grands groupes éditoriaux et d'encourager les politiques d'achat tournées vers les éditeurs indépendants ; de promouvoir auprès des pouvoirs publics l'importance de l'achat d'oeuvres d'auteurs régionaux ou locaux ; d'intervenir en faveur de la participation des éditeurs indépendants dans les foires nationales et internationales ; d'encourager la mise en place de politiques publiques de formation des lecteurs ; de sensibiliser les bibliothèques à l'achat d'auteurs nationaux.

Le réseau francophone de l'Alliance – de par son poids numérique – se retrouve totalement dans les orientations majoritaires. Il apporte toutefois quelques précisions à deux d'entre elles.

- En ce qui concerne les **RÉSEAUX LINGUISTIQUES**, les éditeurs francophones souhaitent que les coordinateurs se rencontrent au moins une fois par an, entre eux.

- Des précisions sont apportées aussi en matière d'**OUTILS** : le site de l'Alliance devrait permettre une présentation exhaustive des catalogues des membres ; de plus, il s'agirait de réaliser des catalogues thématiques, qui pourraient très bien être interlinguistiques.

Le réseau arabophone parvient très rapidement à un accord consensuel sur l'ensemble des résultats généraux de la consultation ; les membres valident donc en l'état les orientations générales telles qu'elles ont été définies par la majorité.

Déclaration internationale des éditeurs indépendants, pour la protection et la promotion de la bibliodiversité

Préambule

Le rôle des éditeurs indépendants en tant qu'acteurs essentiels de la diffusion d'idées, de la construction de l'être humain est aujourd'hui partout dans le monde gravement compromis. **La bibliodiversité — la diversité culturelle pour le livre — est en danger.**

Les éditeurs indépendants sont en effet touchés de plein fouet par la globalisation économique, qui favorise la financiarisation de leur secteur, dominé aujourd'hui par des grands groupes qui possèdent les supports, les moyens de communication et de diffusion. **La standardisation des contenus est en marche.**

La recherche du seul profit pousse l'édition vers une marchandisation qui n'est pas compatible avec la création et la diffusion des biens culturels. **Pourtant, le livre devrait être un bien public.**

Face à ces menaces, nous, 75 éditeurs indépendants de plus de 45 pays — dont des représentants de collectifs regroupant au total plus de 380 maisons d'édition — réunis à Paris à la Bibliothèque Nationale de France du 1er au 4 juillet 2007 en Assises internationales de l'édition indépendante, **réaffirmons notre volonté de résister et d'agir ensemble.**

Nous nous inscrivons pleinement dans les principes de la *Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* de l'UNESCO, entrée en vigueur le 18 mars 2007. Nous souhaitons, pour le secteur culturel qui est le nôtre, contribuer concrètement à sa mise en oeuvre. Nous considérons que l'Alliance des éditeurs indépendants que nous formons **est légitime à représenter et à défendre la bibliodiversité et l'édition indépendante,** en particulier auprès des organismes internationaux et des États engagés dans l'application de la Convention et la mise en place de politiques nationales du livre et de la lecture.

Déclaration

Nous dénonçons tout d'abord avec force **toute forme de censure,** qu'elle soit directe, indirecte ou qu'elle relève de l'autocensure. Nous nous déclarons pleinement solidaires de tous nos collègues éditeurs, des auteurs et de tous les autres professionnels du livre qui subissent aujourd'hui encore des formes d'intimidation, des violences morales ou physiques, des peines d'emprisonnement, mettant en danger leurs activités — voire leur vie. Nous constatons par ailleurs le développement de formes de censure moins directes, qu'elles relèvent de causes administratives (blocages en douane, taxes arbitraires, etc.), juridiques et financières, ou qu'elles découlent d'un mécanisme d'autocensure. Les phénomènes de concentration et de financiarisation du secteur éditorial, des médias et des moyens de communication participent aussi directement ou indirectement au renforcement ou à la réapparition de formes de censure.

Nous constatons que les lois antiterroristes et sécuritaires ont amoindri depuis quelques années **la liberté d'expression partout dans le monde ;** nous entendons lutter contre cette dégradation.

Nous sommes particulièrement alarmés par le manque de circulation des oeuvres et des idées d'une culture à l'autre, notamment à travers le livre. Nous constatons par exemple que très peu de livres sont traduits vers l'anglais et vers l'arabe, alors que l'essentiel des traductions est issu d'oeuvres du monde anglophone. Nous redoutons un repli identitaire et l'instauration durable d'une pensée dominante. Nous demandons unanimement et solennellement **la mise en place urgente de fonds et d'aides à la traduction** destinés avant tout aux éditeurs indépendants. Nous demandons à tous les États, à tous les pouvoirs publics, à tous les mécènes de mobiliser en urgence des ressources en faveur de traductions d'ouvrages, pour participer à la réinvention et au renforcement des liens entre les communautés humaines.

Nous restons convaincus que **les coéditions** représentent aussi un instrument utile au dialogue interculturel — principalement lorsqu'elles sont le fruit d'un engagement collectif se traduisant par des accords commerciaux solidaires. Nous nous engageons à poursuivre notre réflexion — enrichie par nos pratiques — sur la notion de « livre équitable ».

Nous nous déclarons en faveur de **la souveraineté des États en matière de politiques culturelles,** politiques qui ne doivent toutefois pas nuire à la liberté d'expression et aux droits humains. Il faut que soit respecté, défendu, appliqué un droit souverain autorisant l'établissement de politiques et de lois en faveur du livre, protégeant et assurant la promotion des industries culturelles indépendantes. Cette souveraineté pourrait par exemple permettre l'instauration de lois fixant un prix unique, la mise en place

d'encouragements fiscaux, le développement des bibliothèques et de la lecture publique, la protection et la promotion des librairies indépendantes, les achats publics de livres produits localement, l'instauration de tarifs préférentiels nationaux sur le transport des livres.

Le livre et l'édition font partie **d'un héritage culturel local mais aussi universel ;** la diffusion des oeuvres doit passer de façon prioritaire — surtout lorsque les niveaux de développement sont inégaux — par la coédition solidaire et la cession de droits. Nous encourageons également la publication en langues locales ou minoritaires ; nous nous déclarons solidaires des éditeurs oeuvrant en leur faveur.

Nous demandons **la révision de l'accord de Florence.** Nous ne sommes pas opposés au principe de la libre circulation des livres ; malheureusement elle s'opère trop souvent en défaveur des marchés et des industries locales et nationales. Il faut compenser les échanges déséquilibrés entre les pays fortement exportateurs de livres et les pays destinataires. Nous appelons les associations ou les organismes institutionnels engagés dans **le don de livres** à la vigilance, afin que leurs activités ne pénalisent pas l'édition locale. Nous estimons qu'il est urgent de repenser le don de livres et ses mécanismes, de lui donner un nouveau sens, une modernité.

Il est impératif que les éditeurs indépendants puissent accéder aux marchés publics de leur pays. **L'édition scolaire** doit être prioritairement confiée aux éditeurs locaux indépendants, à la fois pour des raisons de développement économique de l'édition, mais aussi parce qu'il est crucial que les contenus soient conçus et produits localement.

Il nous semble essentiel que soit créé **un environnement fiscal favorable à l'industrie du livre.** Il s'agit en particulier d'adopter des taxes réduites sur le livre,mais aussi de détaxer au maximum l'importation des matières et des matériels essentiels à la fabrication du livre. Nous déplorons malheureusement que le protocole de Nairobi ne soit pas signé, ratifié ou respecté par tous.

Nous voulons réaffirmer notre interdépendance avec les acteurs de la chaîne du livre, les auteurs, les traducteurs, les libraires et les bibliothécaires. Nous nous sentons en particulier engagés dans une véritable communauté de destin avec les libraires indépendants. Nous n'oublions pas que **les libraires indépendants** sont, comme leurs homologues éditeurs, des agents culturels et sociaux fondamentaux pour l'information et la formation des personnes. Les éditeurs et les libraires doivent travailler ensemble à rendre visible leur indépendance et sa signification.

Dans certains pays, **la distribution** est en pleine dérégulation du fait de la concentration, menaçant ainsi toute la chaîne du livre. Nous appelons à la régulation des structures existantes et à la mise en place de structures alternatives de diffusion et de distribution.

Les bibliothèques publiques sont un maillon à part entière de la chaîne du livre ; par les acquisitions d'ouvrages, elles doivent refléter la diversité culturelle et permettre le renforcement de l'édition locale tout en remplissant leur rôle social de formation des lecteurs.

Il est fondamental que soient conçues et appliquées des lois équilibrées en matière **de droits d'auteur** — lois permettant à la fois de protéger les droits des créateurs tout en garantissant l'accès à la connaissance. Il s'agit avant tout d'empêcher le monopole de la connaissance et une trop grande appropriation privée du savoir. Par ailleurs, **l'accès aux nouvelles technologies** est fondamental ; celles-ci seront essentielles à la bibliodiversité.

Nous sommes conscients que, tout en luttant et revendiquant nos droits, il nous faut **affirmer dans lemême temps nos devoirs et nos responsabilités —** qu'elles soient culturelles, sociales ou environnementales.

Au terme de ces quatre journées de travail en commun, nous constatons de nouveau que **notre Alliance est un espace précieux** de rencontres humaines, de dialogues et d'échanges culturels, de partages d'expériences, de mises en commun des savoir-faire professionnels, de conceptions et de mises en oeuvre de projets éditoriaux innovants, d'élaborations d'actions de plaidoyer utiles à l'édition indépendante et à la bibliodiversité. Nous avons pleinement conscience d'être les acteurs premiers de nos projets et de nos réflexions.

Enfin, **nous appelons les éditeurs indépendants, partout dans le monde, à se regrouper,** au niveau national, mais aussi au niveau régional et international, dans des associations et des collectifs permettant de mieux défendre nos droits, de faire entendre nos voix. Ensemble, avec l'appui des pouvoirs publics, des mécènes, des organisations internationales, nous entendons continuer à défendre et à promouvoir l'édition indépendante et la bibliodiversité.

La parole des partenaires

Le sens du patronage de l'Unesco

Thierry Quinqueton : Merci à toutes et tous et aux institutions que vous représentez d'avoir cru dans ce projet et d'avoir permis de lui donner la dimension qu'il a. L'UNESCO a adopté la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'un de nos objectifs au cours de ces assises est de réfléchir à la signification de cette convention pour le secteur du livre. Mauro Rosi va nous donner lecture d'un message de Mme Françoise Rivière, sous–Directrice générale pour la culture à l'UNESCO.

Françoise Rivière et Mauro Rosi, Unesco

Mauro ROSI : Avant de donner lecture du message de Françoise Rivière, sous-directrice générale pour la culture à l'UNESCO, je voulais exprimer à titre personnel ma joie de revoir tant d'amis, d'éditeurs, que j'avais rencontrés en 2005 à Guadalajara, et de voir à quel point, par rapport aux premières réunions que nous avions suivies, il y a une croissance des réseaux - il y a de plus en plus de formes d'organisations au niveau national et local, et également de plus en plus de connexions entre les réseaux. Tout cela est très encourageant. Malgré le fait que certains d'entre vous diront surtout que les difficultés augmentent, je trouve cela encourageant. Si nous continuons comme cela, nous aurons peut-être un saut qualitatif, par exemple au niveau de la multiplication des réseaux linguistiques que nous pouvons espérer.

Je vous donne maintenant lecture du message qui formalise en quelque sorte le patronage de l'UNESCO pour cet évènement, et aussi la solidarité de notre organisation aux côtés de vos travaux. C'est donc un message de Madame Françoise Rivière, sous-directrice générale pour la culture à l'UNESCO.

Françoise Rivière : Monsieur le Président de l'Alliance des éditeurs indépendants, Mesdames, Messieurs, Amis éditeurs,

Comme vous les savez, l'UNESCO est la seule agence des Nations Unies qui inclut dans son mandat la culture aux côtés de l'éducation, les sciences et la communication. Déjà, dans son Acte constitutif, l'Organisation reconnaissait que le livre et l'édition sont des instruments privilégiés pour accomplir les buts, qui sont les siens et pour promouvoir, notamment, la paix et la compréhension entre les différentes cultures. Le livre a donc, dès la création de l'UNESCO en 1945, été considéré comme un instrument précieux de diversité culturelle, celle-ci constituant aujourd'hui une priorité de notre action.

Tout comme elle s'emploie à mettre en valeur sur la scène mondiale la complémentarité des objectifs de la biodiversité et de la diversité culturelle, l'UNESCO suit au plus près la question de la diversité des expressions et des contenus dans le marché international du livre, En d'autres termes, elle porte la plus grande attention à ce que d'aucuns appellent d'un mot qui a connu une certaine fortune et qui commence même à devenir usuelle, la « bibliodiversité ».

Parmi tous les textes adoptés par l'UNESCO qui forment le corpus de la diversité culturelle, la Déclaration universelle sur diversité culturelle approuvée par la Conférence Générale à sa 31 session en 2001, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005 constituent trois des principaux cadres stratégiques qui manifestent l'engagement politique de ses Etats membres tout en sollicitant l'appui des professionnels comme de l'ensemble de la société civile.

Concrètement, notre travail dans le secteur de l'édition porte, à travers la coopération entre les réseaux professionnels, sur la promotion du livre, de la lecture et du droit d'auteur, sur la formation, le soutien aux politiques sectorielles, la lutte contre la piraterie et la promotion de la traduction comme autant de mesures favorisant la circulation des idées, le dialogue entre des valeurs et, naturellement, une différenciation de l'offre littéraire.

Notre action inclut également des projets de donation, la sélection de la Capitale mondiale du livre et des villes créatives de la littérature, la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, l'appui aux gouvernements qui souhaitent développer des outils de régulation nationale ou régionale du marché éditorial. La formulation et le lancement de politiques nationales spécifiquement conçues pour développer l'industrie culturelle du livre ont fait l'objet d'un véritable engagement de la part de l'UNESCO, et ce de longue date, qui a été couronné par un certain nombre de succès. Ainsi, grâce à une institution, telle que le Centre régional pour le développement du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes (CERLALC), à la création de laquelle l'UNESCO a participé, et qui est placée sous ses auspices, l'environnement éditorial de la région a été profondément transformé au cours des dernières vingt années.

En ce qui concerne l'édition indépendante, l'intérêt que nous lui avons témoigné ne s'est jamais démenti. Je rappellerai que l'UNESCO a participé, entre autres, à la "Première rencontre d'éditeurs indépendants de l'Amérique latine" célébrée à Gijón en mai 2000, à la réunion de novembre 2001 organisée au Siège de l'UNESCO, à celle -toujours à Paris- avec le « Banco Interamericano de Desarrollo » (BID) d'août 2002, à celle de Carthagène des Indes (Colombie) en février de la même année, et enfin aux réunions de 2002 et de 2005, invitées par les éditeurs indépendants à Guadalajara, dans l'état de Jalisco (Mexique). Notre présence ici, parmi vous, aujourd'hui, se situe donc dans un contexte de continuité et de fidélité.

Nous appuyons le type d'initiative que vous prônez car nous sommes convaincus que le dialogue, le débat démocratique et le partage peuvent aider à avancer dans ce domaine complexe où, nous l'avons répété à maintes reprises, les raccourcis, les *dei ex machina* et les solutions miracles n'existent pas.

Nul ne pourra éviter, pour arriver à des résultats tangibles en matière de diversité culturelle dans l'industrie et le marché du livre, et donc pour parvenir à un accord, malgré les différences d'intérêt et de sensibilité, ... le long travail de médiation, d'écoute et de synthèse comme c'est le propre de tout ce qui interpelle l'humanité. Mais ce travail, vous le faites depuis longtemps, et vous y attelez encore aujourd'hui.

Au nom du Directeur général de l'UNESCO, Monsieur Koïchiro Matsuura, je souhaite à l'ensemble de vos travaux toute l'énergie et la force de conviction nécessaires pour qu'ils puissent répondre aux nobles défis qui sont les vôtres. Vous savez nos convergences de pensée et d'action.

Je vous remercie.

Un partenaire originel inestimable : la Fondation Charles Léopold Mayer

Thierry Quinqueton : La Fondation Charles-Léopold Mayer est le premier et le principal partenaire non seulement de nos Assises, mais de l'Alliance des éditeurs indépendants elle-même. Le soutien financier stable que vous nous apportez permet à l'exécutif de l'Alliance de concentrer son énergie sur les projets des éditeurs, avec une structure modeste mais sans inquiétude pour sa propre survie. C'est si rare et si précieux. Et au-delà de ce soutien financier, la Fondation est un véritable partenaire, un lieu de réflexion pour nous, sur notre action et son articulation avec le mouvement social mondial, sur les questions de gouvernance et de politiques publiques. Elle est aussi un espace de partage des outils, des méthodologies de l'intervention sociale et politique. Enfin, la Fondation, véritable pépinière d'initiatives citoyennes, nous offre l'occasion de rencontres multiples et riches avec d'autres. Vraiment, si vous n'existiez pas, il faudrait vous inventer.

Matthieu Calame, Fondation Charles Léopold Mayer

Je vous remercie - c'est encore plus difficile d'intervenir après ce flot d'éloges ! Je voudrais simplement reprendre ce qui a été dit tout à l'heure et, en citant Michel Sauquet, vous dire qu'un financeur peut aussi parfois être pris par le doute et par l'impatience. Ce genre d'évènement - vous voir tous réunis ici - est quelque chose de très tangible : c'est une chose d'avoir des rapports, des comptes rendus, ç'en est une autre que d'être devant une telle assemblée, qui est la preuve tangible de cette alliance que vous formez. Je tiens à dire que vous voir ici, tous, est très émouvant et tout à fait admirable.

Permettez-moi de partager avec vous les convictions de la Fondation Charles Léopold Mayer, et permettez-moi de vous expliquer pourquoi elle soutient autant le livre. Je présume que ce que je vais dire rencontrera complètement vos propres convictions - je l'espère en tout cas. Parfois, cela fait du bien de se dire que nous sommes tous d'accord.

Le soutien de la Fondation au livre et à l'édition est ancien ; il a été beaucoup développé par Michel Sauquet, qui a été le créateur des éditions Charles Léopold Mayer mais aussi le premier Président de l'Alliance des éditeurs indépendants. Si les actions en faveur du livre ont rencontré un écho très favorable auprès de notre Conseil de Fondation, c'est tout simplement parce que nous avons le sentiment que l'humanité est « un géant aveugle », aussi puissant qu'il est peu clairvoyant. Le Conseil de fondation a été par le passé très préoccupé de financer des actions concrètes ; puis, il est finalement arrivé à la conclusion que l'action la plus concrète était de rendre l'humanité plus clairvoyante, et notamment d'agir dans le champ des idées.

Cette évolution est primordiale, surtout quand on est une toute petite fondation, et qu'on n'a pas les moyens de rivaliser avec une agence de développement étatique, par exemple. Pour vous donner un ordre de grandeur, un membre du Conseil de Fondation nous a fait remarquer un jour que le budget annuel de la Fondation est le même que le budget de publicité d'un parfum qui s'appelle…*Egoïste* !

Prenant la mesure du combat à mener, nous nous sommes dit qu'il fallait nous positionner sur le champ des idées et de leur diffusion. Mais finalement, pourquoi le livre, maintenant qu'il y a Internet et tous ces outils extraordinaires qui permettent de diffuser tout - mais aussi n'importe quoi - à très grande vitesse à travers le monde ? La réponse la plus convaincante qui m'a été donnée est venue de quelqu'un qui travaille dans le monde de l'Internet, avec un certain esprit critique : il me disait que le propre du numérique, au fond, c'est que ce n'est jamais un acte abouti. On peut le détruire, l'effacer, le reprendre en permanence. On fond, on s'habitue à « l'à peu près ». L'acte de faire un livre - serait-il même numérique par certains côtés - c'est décider à un moment donné de prendre le risque d'un acte fini. On assume son état à un moment donné : je crois que c'est très important de continuer à faire des livres, qui ont une date d'écriture, une date de publication, des valeurs qui permettront dans les siècles à venir de savoir comment a progressé la pensée humaine. C'est une chose essentielle : si on est dans un espace qui bouge tout le temps, qui n'a pas de critère temporel, on a l'impression que la pensée est immanente et que ce n'est pas une construction sociale et historique.

En même temps, je discutais tout à l'heure avec un éditeur belge ici présent, qui m'expliquait que les coûts de production des livres ont beaucoup diminué, et qu'au fond, on pourrait démocratiser encore plus la publication. Avec un peu d'argent, n'importe qui peut publier ses mémoires, ses pensées, ses œuvres – c'est d'ailleurs ce qui se produit.

Alors, pourquoi l'édition ? Justement parce que le sentiment de la Fondation est qu'il y a une surabondance d'informations. J'ai bien entendu le message de nos amis Iraniens : la surabondance d'informations n'est pas la même sur tout le globe, il y a beaucoup d'endroits où elles sont contrôlées. Toutefois, au moins dans la sphère occidentale, il y a surabondance. Dans ce contexte, ce qui est déterminant, c'est la logique de la labellisation : une autorité qui garantit la qualité de l'information sélectionnée et diffusée. C'est là que le travail de l'éditeur me paraît absolument incontournable. C'est celui sur lequel on se repose pour faire un tri dans cette immense masse d'informations.

Voilà pourquoi nous pensons vraiment que ce que vous faites aujourd'hui est fondamental. Je crois ne pas prendre trop de risques, ni ne m'engager trop vis-à-vis du Conseil, en affirmant que la Fondation continuera à soutenir l'Alliance – je l'espère au moins encore pour une décennie.

Merci à vous.

Le Conseil Régional Île-de-France, engagé aux côtés des éditeurs indépendants

Thierry Quinqueton : Monsieur le Vice-président, votre région, la région Ile de France, met en place une véritable politique du livre, d'autres régions françaises, de façon plus ou moins avancée, font de même : c'est très certainement la grande innovation de ces dernières années quant aux politiques culturelles dans notre pays. Dans ce cadre, vous nous avez apporté un important soutien pour l'organisation de ces Assises. Nous avions par le passé déjà eu l'occasion de collaborer avec vous dans le cadre de votre coopération avec Sao Paulo.

Francis PARNY, vice-président de la Région Ile-de-France

Bonjour à toutes et à tous. Je veux saluer bien sûr l'ensemble des présents à cette tribune, et peut-être particulièrement Matthieu Calame, puisque je n'avais pas encore eu l'occasion de rencontrer la Fondation. Je trouve que l'effort que vous faites pour soutenir l'édition indépendante est quelque chose de tout à fait important. Je veux remercier l'Alliance, bien sûr, de nous avoir invités. Je vais vous prier de m'excuser : je ne pourrai pas participer beaucoup à vos travaux. L'activité des élus est un peu diversifiée. Mais je suis sûr que ma collaboratrice qui est là participera à plusieurs moments, et j'aurai les comptes-rendus de ces travaux. J'y serai très attentif.

Je tenais à être présent, parce que l'Alliance est pour moi un des premiers partenaires de la Région Ile-de-France. Vous l'avez dit, M. Quinqueton, les régions décident progressivement de s'investir dans les politiques culturelles. La loi ne les oblige pas du tout à le faire. C'est bien qu'elles le fassent. En même temps, puisque nous parlions de doute, je voudrais vous dire que je ne suis pas sûr que cela soit suffisant pour faire face à ce que nous souhaitons tous, notamment la préservation de l'édition indépendante. En tout cas, c'est important que les régions s'engagent, bien sûr, comme nous l'avons fait.

L'Alliance a donc été de nos premiers partenaires. Nous sommes tout de suite tombés d'accord, je crois, sur trois orientations que nous partageons : la nécessité d'une intervention publique en faveur de l'édition indépendante, la nécessité d'échanges solidaires dans le cadre de coopérations décentralisées, et la nécessité d'un travail collectif.

Sur le travail collectif, l'Alliance est exemplaire. Je le vois encore dans l'organisation des travaux - avec les écrans. Il y a une attention à l'autre qui est une des clés bien sûr de tout développement culturel. Cette façon de faire de l'Alliance est aussi très exigeante. Je veux le dire : l'Alliance est peut-être parfois plus rapide dans ses réactions que la région Ile-de-France par exemple qui met en place cette politique, et dans la coopération que vous avez évoquée avec le Brésil par exemple, après avoir posé les bases d'une coopération, nous sommes un peu, pour l'instant, dans une période d'attente, en quelque sorte. Étienne Galliand en particulier m'a plusieurs fois alerté sur le fait d'être plus pugnace. C'est donc important que des organisations telles que l'Alliance poussent les collectivités publiques à être pugnaces et plus efficaces. Je veux d'ailleurs saluer à propos de la coopération avec le Brésil « La Libre » qui est présente - je crois, sinon aujourd'hui, en tous les cas dans vos travaux. J'en suis ravi. Il y a d'ailleurs d'autres intervenants, notamment M. Jean-Yves Mollier, qui avait participé aussi aux assises et travaux de la région, et d'autres partenaires : je veux saluer toutes ces personnes.

Évidemment, je vais terminer sur les questions de fond. Ce qui nous rassemble, c'est bien sûr la volonté déjà exprimée par le représentant de l'UNESCO, de favoriser la diversité culturelle. Je pense que cela passe par un soutien à l'édition indépendante. De même que je me méfie beaucoup des dispositions prises par l'OMC qui cherche à étendre la loi du marché à tous les biens, y compris les biens culturels, la région Ile-de-France et son président, Jean-Paul Huchon - dont je vous apporte le salut - n'ont pas souhaité privilégier dans leurs politiques par exemple une collaboration avec Hachette. Je ne crois pas qu'ils aient besoin véritablement d'appuis publics. La diversité culturelle passe vraiment par le soutien à l'édition indépendante, comme le soutien aux libraires indépendants et à l'ensemble de la chaîne du livre. C'est quelque chose de tout à fait essentiel pour nous.

Si nous intervenons dans la politique du livre, c'est parce qu'il est en danger. Non qu'il s'écrive moins de livres, et qu'il s'édite moins de livres. Je crois qu'en France, il y a une augmentation du nombre de livres édités. Mais la question, la grande question qui est posée, c'est que ces livres n'atteignent pas toujours ceux à qui ils sont destinés, et que les mécanismes de sélection liés à la marchandisation du livre, et à la volonté de profit d'un certain nombre de grands groupes sélectionne des produits - on ne parle pas vraiment de livres ou d'œuvres - qui sont immédiatement rentables. Il y a donc un danger. J'étais récemment au marché de la poésie, à Paris, où j'ai rencontré plusieurs éditeurs, qui me disaient leurs craintes sur leur pérennité d'existence, malgré les aides publiques que la région essaie de donner. Je pense à des réseaux coopératifs de diffusion alternative, par exemple, qui fonctionnent sur les schémas de l'économie sociale et solidaire, et qui ont du mal à vivre dans le contexte économique dans lequel nous sommes. Et je pense aussi aux innombrables bénévoles qui, dans l'édition indépendante, sont parfois un peu découragés. Je l'ai ressenti au marché de la poésie. S'il faut être patient, il faut en même temps obtenir des résultats. Il y a donc un réel danger. Je crois donc qu'il faut qu'il y ait une intervention publique forte des régions, de l'État.

J'ai vu que vous avez des collaborations avec les ambassades. Mais je pense qu'il n'est pas possible de considérer que l'on règlera les questions du développement culturel dans les pays du Nord si on ne les règle pas dans les pays du Sud, par exemple. J'ai eu la chance d'aller au Mali, et je viens pratiquement de paraphraser Aminata Traoré, qui dit très clairement « *on ne règle pas les problèmes du Nord sans régler les problèmes du Sud* ». C'est donc important aussi. Là, j'ai beaucoup plus appris de l'Alliance et du côtoiement avec vous que dans les assises que nous avions, parce que si en France il y a des problèmes pour l'édition indépendante, ces questions existent sur l'ensemble de la planète. Par exemple, concernant l'Afrique, je suis frappé du fait que les écrivains africains sont plus connus et plus lus dans les pays du Nord, dans la diaspora africaine - ce qui est bien - mais sont souvent complètement inconnus dans leur propre pays. Si on ne développe pas ces coopérations décentralisées sur des schémas d'économie sociale et solidaire, si nous n'avons pas - comme le prône l'Alliance - la volonté de coédition, de traduction, et de coéditions qui ne sont pas simplement réalisées au nord, mais qui puissent être également éditées dans les pays du Sud, évidemment, nous n'arriverons pas à avoir cet élément de solidarité international qui est nécessaire si nous voulons véritablement continuer à sauvegarder la diversité culturelle et le livre sur l'ensemble de notre planète. Je suis donc vraiment ravi, encore une fois, de vous saluer.

Nous essayons modestement, à la région Ile-de-France, d'intervenir sur l'ensemble de la chaîne du livre. Nous mettons en place cette politique - je plaide pour un peu de patience - mais nous voulons le faire avec vous, et notamment dans cet esprit important. Un des sous-titres de l'Alliance, c'est « *Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation* ». J'ai aussi la chance de travailler à la région Ile-de-France avec Édouard Glissant. Lui prend soin d'utiliser un autre terme, et je trouve que c'est bien qu'il le fasse. Il dit que face à la mondialisation capitaliste ou libérale, qui est souvent un danger pour l'ensemble des valeurs que nous défendons, il y a aussi la mondialité, qui est une chance : quand nous échangeons avec l'autre, nous pouvons nous changer nous-mêmes, sans perdre notre identité. C'est quelque chose de tout à fait essentiel. Je vous remercie.

La Bibliothèque Nationale de France, entre ciel et terre

Thierry Quinqueton : La Bibliothèque Nationale de France est un lieu prestigieux, un lieu magique qui nous accueille aujourd'hui, et tous nous vous en sommes reconnaissants. Mais la BNF est encore plus que cela : depuis quelques années, elle a pris à bras le corps l'animation d'un mouvement de réflexion international sur le devenir du livre dans le contexte de la numérisation. Vous comprendrez que c'est à ce titre aussi que nous sommes particulièrement heureux que nos assises internationales de l'édition indépendante puissent siéger ici.

Lucien SCOTTI, de la Bibliothèque Nationale de France

Bonjour à toutes et à tous, en ce dimanche matin, au nom du président Bruno Racine et de l'équipe de Direction de la Bibliothèque Nationale de France, je vous souhaite la bienvenue en ces lieux, en ce belvédère d'où vous avez une magnifique vue sur Paris qui, je l'espère, vous inspirera pour vos travaux.

Nous sommes très heureux d'accueillir à la bibliothèque ces assises internationales, organisées par l'Alliance des éditeurs indépendants. Le thème central, qui est la défense et la promotion de la diversité culturelle, nous tient particulièrement à cœur. J'ai vu dans le programme que ces assises seraient l'occasion d'échanges fructueux car les objets de ces assises étaient justement de tenir ces échanges. Quoi de plus symbolique et de plus fort pour nous que de tenir ces assises dans une bibliothèque ?

L'idée, le concept de diversité culturelle me tient particulièrement à cœur. Nous avons plusieurs projets qui défendent et illustrent cette idée. Vous avez entendu parler du projet de bibliothèque numérique européenne que M. Jeanneney, le précédent président de la Bibliothèque Nationale de France avait initié, et qui a été repris de façon très dynamique par les autorités européennes, et également par les bibliothèques nationales partenaires au sein de tous les pays d'Europe. Ce projet trouve son origine, entre autres, dans un livre que le président Jeanneney avait écrit, qui s'appelle *Quand Google défie l'Europe, Plaidoyer pour un sursaut*. J'ai vu avec grand plaisir que les traducteurs et éditeurs de la version hispanique de ce livre sont dans la salle.

J'ai vu German Coronado tout à l'heure, je ne sais pas si Paulo Slachevsky est là. En tout cas, il est prévu au programme, et cela nous tient donc particulièrement à cœur de savoir qu'ils sont ici, et qu'ils ont œuvré pour la diffusion de cette idée. Le projet de bibliothèque numérique européenne s'inscrit donc dans la diversité et dans la recherche de la diversité culturelle. Les pistes de travail actuelles avec les éditeurs résident d'explorer les conditions dans lesquelles les contenus sous droit pourront être mis en ligne avec des systèmes techniques et financiers qui permettent la légitime rétribution des éditeurs et des auteurs. C'est la piste actuelle de réflexion au niveau français et européen.

L'autre projet, qui est complémentaire du projet de bibliothèque numérique européenne, c'est un projet de bibliothèque numérique francophone, que nous avons initié avec les bibliothèques nationales des pays du nord dans un premier temps - Québec, Canada, Suisse, Luxembourg, Belgique, auxquels s'est jointe la bibliothèque d'Alexandrie. Maintenant, le grand défi, c'est d'ouvrir ce réseau de bibliothèques nationales numériques francophones aux bibliothèques nationales. Il y a des grandes bibliothèques patrimoniales dans les pays du sud. Une réunion se tiendra en septembre prochain à Bruxelles, organisée par l'Organisation Internationale de la Francophonie, sur justement les collections numériques qu'il est possible de mettre en ligne, venant des pays du nord ou de pays du sud. C'est donc un deuxième axe de réflexion et de travail extrêmement porteur pour nous, à telle enseigne que ce projet de bibliothèque numérique francophone suscite beaucoup d'intérêts. Nous étions il y a un an en Amérique latine avec le président Jeanneney pour en parler, notamment au Pérou, au Brésil et au Chili. Cela a suscité beaucoup d'intérêts. Je sais que dans le monde hispanophone et dans le monde lusophone, ce que fait la Bibliothèque Nationale de France est regardé avec intérêt. Dans cette même pièce, il y a quelques semaines, l'ambassadeur du Brésil auprès de l'UNESCO nous a demandé de venir en parler à ses collègues lusophones. Voilà donc quelque chose de tout à fait prometteur.

Je ne parlerai pas plus longtemps : je vous souhaite des assises fructueuses et riches, et je vous souhaite une très bonne journée. Merci et à bientôt.

L'Union Latine, une organisation intergouvernementale en action

Thierry Quinqueton : L'Union Latine soutient l'invitation de certains éditeurs à ces assises. Avec elle, nous avons co-organisé il y a un an et demi la rencontre des éditeurs indépendants du monde latin, en marge de la foire du livre de Guadalajara.

François ZUMBIEHL, Directeur de la Culture et de la Communication à l'Union Latine

Bonjour à tous,

L'Union Latine, pour ceux qui ne le savent pas encore, est une Organisation intergouvernementale présente sur quatre continents, qui regroupe 38 États membres et développe des projets multilatéraux, à travers son réseau de représentations dans une vingtaine de pays et avec un ensemble d'institutions partenaires. Sa vocation principale est la mise en valeur et la diffusion de l'héritage culturel du monde latin, le soutien à la création et à la promotion des identités, et donc, de la diversité culturelle. Le génie particulier de la latinité, c'est le pouvoir de métissage, l'ouverture à l'autre.

L'engagement de notre Organisation dans la problématique de la diversité culturelle est donc chose toute naturelle. Nous avons accompagné et soutenu le processus qui a abouti à l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et à la création du Fonds international pour la diversité culturelle.

Nous souhaitons cependant que notre engagement soit le plus concret possible et, tout au long de nos réflexions, nous avons concentré nos efforts sur deux aspects prioritaires : l'image et le texte. Les secteurs de l'audiovisuel et du livre sont, sans aucun doute, les premières « victimes » de la globalisation et de ce fait, les éléments fondamentaux de cette diversité culturelle que nous cherchons à sauvegarder. La politique de l'Union Latine et les actions qu'elle met en place sont clairement orientées dans cette perspective.

C'est pourquoi en 2005, l'Union Latine a organisé, conjointement avec ses amis de l'Alliance des éditeurs indépendants et du CERLALC, et dans le cadre de la Foire Internationale du Livre de Guadalajara, au Mexique, une rencontre intitulée « Les éditeurs indépendants du monde latin et la bibliodiversité » : 70 éditeurs indépendants de 23 pays d'Afrique, d'Amérique et d'Europe ont échangé, pendant trois jours, leurs expériences et réflexions sur les divers aspects de l'édition et débattu avec des représentants politiques nationaux et internationaux. La rencontre a donné lieu à une déclaration - vous la trouverez dans vos dossiers - énumérant des propositions concrètes et recueillant les actions les plus urgentes à mettre en place pour que l'édition indépendante, garante de la bibliodiversité, puisse pleinement jouer son rôle. Parmi elles, la mise en œuvre de la politique du prix unique du livre, la promotion de la lecture, la lutte contre le piratage, la solidarité avec les autres acteurs de la chaîne du livre, les actions de coopération et la constitution de réseaux professionnels au niveau régional, national et international.

Forte de ces recommandations, l'Union Latine a pris acte et a organisé, en partenariat avec le CERLALC, lors de la dernière Foire du Livre de Bogotá en avril dernier, une rencontre consacrée aux professionnels du livre de la région andine. Editeurs, libraires et distributeurs ont travaillé sur des points précis comme la diffusion et la distribution du livre, ses dispositifs législatifs et réglementaires, l'éducation du lecteur et la promotion de la lecture. La bibliodiversité a, bien évidemment, été au cœur de toutes les préoccupations qui se sont exprimées. Les pays andins sont cependant confrontés à d'autres problématiques. Parmi elles, la formation des libraires, encore inexistante, et les lois sur le livre qui, mal adaptées aux enjeux du monde moderne, ne permettent pas aux éditeurs et libraires indépendants de se développer. Il apparaît donc nécessaire de revoir ces aspects techniques et réglementaires, mais aussi de renforcer la coordination entre les différents acteurs de la chaîne et de travailler en étroite relation avec le corps enseignant pour créer de nouveaux lecteurs.
Nous le voyons, les difficultés qui s'offrent à nous sont nombreuses et il est urgent de consacrer la plus grande attention à ce secteur menacé. C'est donc avec grand plaisir que nous retrouvons certains d'entre vous que nous connaissons bien, et que nous découvrons de nouveaux visages. Ces Assises Internationales, dont l'Union Latine est partenaire, seront l'occasion d'approfondir le débat pour que l'édition indépendante, en raison même de sa mission, soit une priorité à part entière, dans la protection et la promotion de la diversité culturelle.

Je tiens enfin à signaler que l'Union Latine étudie le projet d'un prochain rendez-vous de travail prévu pour 2008 ou 2009, dans le cadre de la coopération des Trois Espaces Linguistiques qu'elle mène depuis maintenant 6 ans aux côtés de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de l'Organisation des Etats ibéro-américains et de la Communauté des pays de langue portugaise, pour que les acteurs de la chaîne du livre des espaces francophones, hispanophones et lusophones se retrouvent et puissent peser de tout leur poids.

Nous remercions nos amis de l'Alliance des éditeurs indépendants qui déploie tous ses efforts pour vous soutenir, mais aussi les partenaires qui se sont associés à cette grande rencontre, et plus particulièrement la Bibliothèque nationale de France qui nous accueille dans son prestigieux site. Bon travail et que votre séjour à Paris vous soit des plus profitables.

.

La Fondation Prince Claus pour la Culture et le Développement, une vision commune de la diversité culturelle

Thierry Quinqueton : Comme elle le fait depuis plusieurs années, la Fondation Prins Claus soutient l'Alliance des éditeurs indépendants, particulièrement pour la participation des éditeurs des pays du sud.

Joumana El ZEIN, Fondation Prince Claus

L'Alliance des Editeurs Indépendants et la Fondation du Prince Claus ont ceci en commun : nous considérons que chaque pays a le droit à une identité et à une diversité culturelle. Dès le premier contact avec l'Alliance, la Fondation a été très attirée par son principal objectif qu'est celui de soutenir et de développer une bibliodiversité.

Un des objectifs du Millénaire pour le développement est l'éducation primaire pour tous. Mais cet objectif ne suffit pas si 20 années plus tard ces mêmes enfants n'ont pas la possibilité de trouver des livres qu'ils peuvent et veulent lire ; des livres qui leur apportent une plus large idée de ce qu'est leur monde. Et cet indispensable accès à une bibliodiversité constitue, en mon point de vue, l'essence de l'Alliance.

Mais l'Alliance ne se limite pas à rendre possible à un lecteur de France de lire le même livre qu'un lecteur du Mozambique, elle va plus loin en soutenant les industries du livre locales, de l'imprimeur, au distributeur, en passant par l'éditeur, les journalistes, écrivains. Tout ceci basé sur un principe presque utopique aujourd'hui qu'est une solidarité commerciale entre des éditeurs du Nord et du Sud. Et tout ce merveilleux travail ne serait rien s'il n'était pas accompagné de rencontre comme celle qu'on va vivre durant les prochaines journées avec des discussions et une possibilité de partage d'expériences.

La Fondation Prince Claus est une plate-forme d'échanges interculturels. C'est donc tout naturellement que les deux projets de l'AEI que la PCF a soutenu jusqu'à ce jour sont le lancement de la collection Enjeux Planète en version lusophone et arabophone et des billets pour ces assises.

Pour ceux qui ne connaissent pas la Fondation, la PCF soutient depuis longtemps et sur plusieurs niveaux le domaine du livre et de la publication dans les pays d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie et des Carraïbes. Nous soutenons aussi bien des publications individuelles que des magazines, des foires du livre, des festivals de littérature, de poésie, des organisations telles que APNET et CAPNET, des rencontres d'écrivains ou de directeurs de foires du livres, des projets d'archivage. La seule chose que nous ne soutenons pas sont les aides à l'écriture. La PCF sort des publications annuelles avec chaque année la publication des Prix de la Fondation Prince Claus et le Journal. Nous avons également un programme qui s'intitule le Prince Claus Fund Library, où nous publions des ouvrages portant sur des sujets innovants sur la relation entre la culture et le développement. L'objectif de la Fondation est d'accroître la conscience culturelle et de stimuler l'interaction entre culture et développement. La Fondation Prince Claus encourage et soutient les qualités artistiques et intellectuelles en stimulant les débats et en encourageant les processus de création et les productions artistiques. Pour la Fondation Prince Claus, la culture est un besoin humain fondamental.

Je suis très heureuse d'être parmi vous aujourd'hui et me réjouis d'avance des échanges qui vont prendre place durant les prochaines journées….

Thierry Quinqueton : La direction de la coopération culturelle et du français du Ministère des affaires étrangères et européennes a rendu possible le soutien des services culturels français au Bénin, en Bolivie, au Brésil, en Equateur, au Mali, au Maroc, au Pérou et au Togo, permettant ainsi la participation des éditeurs de ces pays. Qu'elle en soit remerciée par ma voix.

Comptes rendus des réseaux linguistiques[23]

[23] Les comptes rendus des réseaux linguistiques sont reproduits ici tels qu'ils nous ont été transmis ; nous avons conservé jusqu'à la mise en page de ces documents, afin de respecter au mieux les façons différentes de présenter les informations.

Compte rendu du réseau arabophone

1. Historique du réseau

- **Réunion de Beyrouth en 2005**, très positive pour la constitution du groupe

- **Traduction de tous les documents de référence** de l'Alliance : réalisée

- **Deux titres traduits en coédition** depuis Beyrouth :
  Les Batailles de l'eau de Larbi BOUGUERRA
  L'esprit des Lumières, Tzvetan TODOROV

Remarques sur les traductions coéditées : idée d'intégrer les titres en coédition dans une collection commune. Que la cohérence de cette collection soit le symbole du travail en commun des éditeurs membres.

Systématiquement mettre un glossaire dans les livres traduits – glossaire qui symbolisera l'exigence de la collection quant à la qualité des traductions.

2. Projets du réseau

Projets de coéditions

- **Coédition du livre de Joël de ROSNAY**, *L'Homme qui s'adapte* (titre en français ? *L'Homme symbiotique* ?)

- **Coédition du livre de Edgar MORIN**, *Les 7 savoirs nécessaires à l'éducation du futur*

- **Coédition du livre de Alberto MANGUEL**, *La Bibliothèque, la nuit*

- **Coédition d'un petit livre hors commerce**, « étendard » du réseau arabophone :
  -texte sur la situation de l'édition dans le monde arabe
  -Spécificité du travail de l'édition en langue arabe
  -Présentation de la démarche globale de l'Alliance et de la Déclaration qui sera issue des Assises de Paris.

Projet de rencontre

- **Une rencontre annuelle au moins**

- Soit lors de la Foire du livre de Beyrouth en décembre 2007 soit lors de la foire du livre du Caire en janvier 2008.

Nouveau membre

- **Fatma EL BOUDY**, éditions EL AIN (Egypte) désire adhérer

3. Sur les questions liées à l'organisation de l'Alliance (orientations générales)

Accord consensuel des éditeurs membres du réseau arabophone sur l'ensemble des résultats généraux de la consultation.

4. Les propositions

1. **Dénoncer fermement toute forme de censure** : censure explicite et censure implicite (blocage en douane, formalités absurdes, etc.)

2. **Souligner l'importance de la traduction :**

- penser la traduction dans les deux sens ;
- que tous les membres de l'Alliance proposent une sélection de leurs titres les plus adaptés à des traductions

3. L'édition scolaire ne doit pas être coupée de l'ensemble de l'activité d'édition : elle représente un soutien pour les autres secteurs éditoriaux. L'édition scolaire doit être le fait des éditeurs locaux : on édite pas à distance !

4. Demander que les marchés passés par appel d'offre soient coupés en lots pour contribuer à la diversité éditoriale.

5. Soutenir la lecture publique

6. Soutien spécifique à la distribution

7. Soutien à la librairie.

Compte rendu du réseau anglophone

Notre réseau a eu hier une session de travail prometteuse et animée, au cours de laquelle nous avons pris un certain nombre de décisions et identifié plusieurs projets à mettre en place. Nous avons commencé par une longue mais très intéressante présentation de chacune des maisons d'édition présentes, et par un panorama de nos conditions de travail - pays par pays.

Histoire du réseau

- Après Dakar (2003), le réseau anglophone s'est réuni **à Londres en 2005** en marge de la Foire du Livre. Tulika et Women Unlimited d'Inde, Zed Books, Metis de Turquie, Jacana d'Afrique du Sud et The New Press pour les USA étaient présents, en plus de 6 autres éditeurs.

- **Quelques projets de coédition** ont été présenté à Londres ; malheureusement, seule une traduction a été réalisée (*Les Batailles de l'eau* de Larbi BOUGUERRA, publiée en anglais par Zed et son réseau dans la collection Global Issues, avec le soutien de l'Alliance).

Nous décidons donc qu'il est nécessaire de redonner de la vitalité au réseau anglophone. Il semble évident que ce réseau n'est pas assez fort, particulièrement du fait du peu de membres nouveaux depuis les rencontres de Dakar et de Londres.

Projets du réseau

De nouveaux membres pour le réseau ?

Nous voulons élargir le réseau anglophone en encourageant d'autres éditeurs indépendants à se joindre à nous. Nous avons identifié environ 13 éditeurs qui pourraient être approchés.

- Au Royaume Uni, **Verso et One World**.

- Aux US, **Interlink et Haymarket**.

- En Inde, nous voudrions inviter **IPD Alternatives** à se joindre à nous. Vous vous souvenez sans doute de la présentation de Ritu Menon ; IPD Alternatives est la structure de distribution de IPD en Inde. Nous aimerions les inviter à se joindre à nous en tant que membre collectif – en plus de IPD qui est déjà membre en tant que tel.

- Nous approcherons **Suma Books** au Pakistan et **Mkuki Na Nyota** en Tanzanie.

- En Australie nous inviterons **Ocean Press, Magabala Books** et l'**Institute of Aboriginal Development** à nous rejoindre si ils le désirent – montrant ainsi notre volonté de faire en sorte que l'Alliance représente mieux les éditeurs des peuples natifs/indigènes.

- En Nouvelle Zélande, nous approcherons **Huia**, et en Afrique du Sud, **Lapa Books**

- En plus de cela, nous essaierons d'en savoir plus sur une **nouvelle alliance d'éditeurs** qui a été récemment mise sur pied au Royaume Uni. Cette alliance représente à la fois des éditeurs (comme Faber et Profile Books) et des libraires indépendants.

Projets de rencontres

Le réseau anglophone tiendra prochainement deux réunions :

- La première sera informelle, au moment de la **Foire du Livre de Francfort** en Octobre 2007 – il réunira les membres qui seront présents en Allemagne.

- Nous espérons nous réunir à nouveau **en février 2008 juste après la foire du livre de Delhi** pour discuter de nos projets concrets.

- En amont de ces rencontres, nous allons mettre en place **un outil de gestion des courriers électroniques** pour faciliter une meilleure communication entre nous.

- Nous avons aussi l'idée **d'un atelier ou d'une rencontre interculturelle consacrée à l'e-edition** (e-books, numérisation, etc.), avec Paulo Slachevsky (LOM, Chile).

Projets d'édition ou de coédition

- Nous avons identifié plusieurs projets de coéditions réalisables au sein du réseau. Deux de ces coéditions existent depuis la rencontre de Londres de 2005.

- Le premier de ces projets est un livre sur **le Tribunal mondial sur l'Irak**. Plusieurs éditeurs sont intéressés : Tulika, Fernwood, Metis, Interlink, Spinifex et Jacana.

- Le second projet est une série de livre ou un livre **sur des concepts clés**, qui offrirait un point de vue international sur des notions comme Démocratie, Droits de l'homme, Liberté, Révolution. Le propos est de re-instituer des perspectives / points de vue divers et pluriels sur des concepts qui ont été trop souvent utilisés dans le discours néo-libéral dominant.

- Un autre projet concerne un livre intitulé ***Edward Said : en attendant les Barbares*** (Edward Said: Waiting for the Barbarians) ; par ailleurs, un livre sur les fondements politiques et philosophiques du terrorisme.

- Enfin, nous aimerions tester l'idée d'une version anglaise de la collection « Etat des lieux de l'édition », en commençant par un petit livre sur le c**oncept de Bibliodiversité**. Ce n'est pas un concept très connu dans le monde anglo-saxon, et nous pensons qu'il est intéressant de le promouvoir. Nous aimerions avoir des textes d'Inde, de France (peut-être un texte de Françoise Benhamou et / ou de Jean-Yves Mollier), d'Australie (un texte par Susan Hawthorne), d'Afrique du Sud et des USA (par André Schiffrin).

Les orientations principales

Je vais maintenant vous présenter les orientations choisies par le réseau Anglophone, en insistant essentiellement sur celles qui sont différentes des orientations générales choisies par la majorité – en expliquant en quoi et pourquoi elles le sont.

- Premièrement, notre réseau a choisi pour action essentielle de l'alliance, « ***L'Alliance doit avant tout permettre à ses membres de travailler ensemble (projets de traductions, de coédition, etc.) ».*** C'est là en contraste avec le choix de la majorité (qui veut que l'Alliance défende et assure la promotion de la bibliodiversité et de l'édition indépendante). Néanmoins, nous pouvons sans problème nous rallier à l'orientation majoritaire, puisque nous sommes persuadés que c'est par la pratique, en travaillant ensemble, que nous assurerons dans les faits la promotion de la bibliodiversité et de l'édition indépendante.

- Deuxièmement, en terme de développement de l'Alliance, nous pensons qu'il est plus important de développer les réseaux linguistiques de façon à **avoir plusieurs éditeurs pour chaque pays représenté**. Le choix de la majorité était de renforcer la compréhension mutuelle entre les membres de l'Alliance.

- En ce qui concerne le rôle de l'équipe permanente, notre orientation choisie en premier lieu **donnait à l'équipe un rôle d'un secrétariat administratif au service des éditeurs**. Néanmoins, nous avons changé hier notre choix pour nous rallier au choix de la majorité (l'équipe permanente, en plus de son rôle de secrétariat, a un pouvoir d'initiative). Nous pensions en premier lieu que ce choix mettait trop de pression sur l'équipe.

- En ce qui concerne les outils de l'Alliance, nous voulons créer **un espace sur le site web pour que chaque éditeur puisse présenter une sélection de ses titres** – disons 4 environ. Cet espace serait traduit en 3 langues. Nous voulons aussi plus dans la lettre d'information dédié aux projets des réseaux linguistiques.

- Pour le budget de l'Alliance, nous aimerions qu'il permette **la mise en place de bourses pour faciliter les séjours et l'échange d'expérience entre éditeurs**. Nous aimerions associer cette orientation avec celle qui demande **l'accroissement des moyens mis à disposition des projets éditoriaux.**

- Pour finir, en ce qui concerne les coéditions, l'orientation essentielle de notre réseau était **le soutien aux traductions de travaux coédités entre des membres de l'Alliance**. Mais nous choisissons de l'associer avec l'orientation majoritaire, qui veut que les ressources de l'Alliance **soient orientées prioritairement sur les coéditions impliquant trois éditeurs au moins.**

Le coordinateur du réseau

Le nouveau coordinateur du réseau anglophone est FAVREAU, de the New Press, USA, pour les trois prochaines années.

Compte rendu du réseau francophone

Le compte-rendu du réseau francophone a été réalisé entre autres à partir des notes de Julie Mongeau, rapporteuse de la rencontre pour le groupe Nord mais également des notes des bénévoles de l'Alliance, Magali Leberre et Marie Fourmaux, rapporteuses pour les groupes Nord et Sud.

Au vu du nombre d'éditeurs que compte le réseau francophone, il a été partagé en deux groupes de travail pour cette séance : un groupe réunissant les éditeurs du Nord animé par Jean Richard et Laurence Hugues et un groupe réunissant les éditeurs du Sud animé par Serge D. Kouam. Il semblait plus adapté et cohérent pour les réflexions que les éditeurs souhaitaient mener (orientations de l'Alliance, propositions en faveur de la bibliodiversité) de partir de réalités similaires et de contexte économique, social et culturel proche entre les éditeurs. Cependant, à l'issue de la matinée, le groupe Sud et le groupe Nord se sont réunis pour faire la synthèse des travaux de chacun des groupes et pour mettre en commun les orientations de l'Alliance et les propositions en faveur de la bibliodiversité.

1. Bilan des actions depuis la rencontre de Dakar de 2003

a. Coéditions réalisées depuis 2003

- *À quand l'Afrique*, Joseph KI ZERBO, publié par 8 éditeurs francophones en 2003 et traduit et publié par 5 éditeurs lusophones ;
- *Festin de la détresse,* Aminata SOW FALL, collection « Terres d'écritures », texte littéraire publié par 9 éditeurs francophones ;
- *L'Afrique au secours de l'Occident*, version grand format et poche (11 000 exemplaires au total, participation de l'AEI pour le transport) ;
- *L'aide publique au développement ; Par delà le féminisme ;*
- *La Maison monde*, François-Xavier VERSCHAVE publié par 5 éditeurs francophones ;
- *100 propositions du Forum Social Mondial* : en 2005 et 2006, plusieurs coéditions à partir des mêmes textes – en français, en portugais, en espagnol ;
- *L'idiot du village mondial* (collectif) publié par 3 éditeurs (France, Belgique et Brésil) *;*
- *L'Ombre d'Imana :* un texte de Véronique TADJO peu disponible en Afrique, publié en version panafricaine par 8 éditeurs africains ;
- *Une aiguille nue*, Nuruddin FARAH, collection « Terres d'écritures », texte littéraire publié par 8 éditeurs francophones ;

- *Maman*, Béatrice Lalinon Gbado dans la collection « Arts d'Afrique », coédition Sud-Sud publiée par 5 éditeurs africains ;
- Collection « Enjeux Planète » : 11 titres coédités par 12 éditeurs francophones depuis 2002. Depuis Dakar, 2 rencontres Enjeux Planète ont été organisées : à Bruxelles en décembre 2004 (financée par le ministère belge des Affaires étrangères) et à Paris en mars 2006, en marge du Salon du livre.

Les coéditions restent au cœur des actions menées entre les éditeurs, bien qu'elles fassent l'objet de certaines difficultés (organisation du travail, respect des délais, etc.). Toutefois, ce sont les coûts de transport et les coûts de traduction qui semblent être les points les plus problématiques dans les montages de coédition.
Plusieurs autres points sont également soulevés : l'ouverture de certaines coéditions aux autres réseaux linguistiques ; la difficulté de récupérer certaines données au Sud (chiffres de vente, statistiques, etc.) ; l'instauration de règles plus cadrées (de processus de référence) pour organiser les coéditions et pour permettre de rééquilibrer les tâches entre éditeurs ; la centralisation des informations sur la question des transports avec un suivi régulier des informations (création d'un forum avec questions, mutualisation des expériences, interactivité entre les membres, etc.).

b. Outils (catalogues, etc.)

- **Catalogue Afrilivres** (2004) : version papier + mise en ligne Internet (problème d'actualisation du site) ;
- Réalisation d'un **catalogue collectif** pour les membres du réseau francophone en 2005 présentant 27 maisons d'édition et une sélection de 4 titres emblématiques pour chacune d'entre elles. Catalogue traduit en anglais. Existe uniquement en version numérique – téléchargeable sur le site et diffusé sur CDRom.

c. Collection « État des lieux de l'édition » et autres études

- ***Protéger le livre***, de Markus GERLACH en 2003. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance. Publié en portugais par la Ligue des éditeurs brésiliens (LIBRE) avec un lancement lors de la Primavera dos livros en 2006 ;

- ***Éditer dans l'espace francophone***, de Luc PINHAS en 2005 (engagement pris à Dakar, demande du réseau linguistique francophone) – 5 000 exemplaires, dont 4 000 exemplaires distribués par les services culturels des Ambassades de France. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance ;
- Réalisation de l'étude ***Faire un livre avec des logiciels libres ?*** par Thomas WEISS en 2006 – diffusion des conclusions en trois langues, à l'ensemble des membres de l'Alliance ;
- ***Éditeurs indépendants, de l'âge de raison vers l'offensive ?*** de Gilles COLLEU en 2006. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance ;
- ***Des paroles et des actes en faveur de la bibliodiversité***, ouvrage collectif où 23 éditeurs indépendants prennent la parole en 2006. Diffusion gratuite à tous les membres de l'Alliance ;
- **Études sur les langues africaines** : initiée en 2005 à Dakar sous la direction de Jean-Claude NABA (éditions Sankofa & Gurli), des résultats provisoires ont été donnés au Salon de Genève en 2006. Un Salon du livre en langues africaines serait envisagé en 2008.

d. Salons

- **Présence au Salon du livre de Paris depuis la création de l'association ; itinérante jusqu'en 2005** : là, présence de l'Alliance sur 13 m², stand de 9 m² pris en charge pour Afrilivres, et stand de 9 m² pris en charge pour la LIBRE (année du Brésil en France) ;
- **Salon du livre de Paris en 2006** : présence sur 45 m² à l'occasion de l'année des Francophonies, présence de 15 éditeurs francophones de 10 pays différents. Vente centralisée au profit de nos membres ;
- **Salon du livre de Paris en 2007** : présence de l'Alliance sur 9 m² ;
- **Salon du livre de Genève** : présence consécutive en 2004, 2005, 2006 et 2007, en particulier dans le cadre du Salon du livre africain ;
- **Foire du livre de Francfort** : présence « itinérante » de l'Alliance depuis ses débuts ;
- **Foire du livre de Dakar** : grand stand collectif en 2003 (en marge de notre rencontre), stand partagé en 2005 avec l'Association Internationale des Libraires Francophones ;
- **Foire du livre de Guadalajara 2005** : présence itinérante en marge de la rencontre « Les éditeurs indépendants du monde latin et la bibliodiversité » ;
- **Salon du livre de jeunesse de Montreuil** : présence de l'Alliance et d'Afrilivres en 2005.

L'idée des stands collectifs est approuvée bien que certains éditeurs soulèvent la difficulté de visibilité et de représentation pour une maison d'édition sur un stand collectif.

e. Actions de plaidoyer :

- **Décembre 2003 :** Déclaration des éditeurs indépendants et solidaires de Dakar : publiée en 5 langues, diffusée largement sous format papier et numérique ;
- **Décembre 2005** : Déclaration de Guadalajara, publiée en espagnol et en français ;
- **2006 : Appel adressé aux lecteurs**, signés par 30 librairies indépendantes et l'Alliance : sensibiliser à l'importance de la librairie et du prix unique du livre en France. Environ 2 000 exemplaires diffusés ;
- **Mars 2007** : Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle française – reprise de certaines propositions dans le Monde ;
- **Mai 2007** : Appel pour une édition francophone solidaire : 23 auteurs, 30 éditeurs et professionnels du livre signataires ; 3 000 exemplaires en cours de diffusion.

f. Soutien direct

L'association Afrilivres bénéficie depuis sa création du soutien financier régulier de l'Alliance des éditeurs indépendants.

2. Les projets

Parmi les nombreux projets énoncés lors de la rencontre, certains ont été formulés sur la base des questionnaires renvoyés par les éditeurs en amont de la rencontre.

a. Coéditions, projets éditoriaux, rééditions :

i. Coéditions panafricaines à la suite de *L'Ombre d'Imana* : *De l'autre côté du regard* de Ken Bugul et *Sozaboy* de Ken Saro Wiwa ;
ii. Serge D. Kouam propose 2 coéditions (droits et thèses universitaires) ;
iii. Béatrice L. Gabdo propose des maquettes en attente de publication pour différentes collections jeunesse ;

iv. Réédition de *Histoire de l'Afrique noire* de Joseph Ki Zerbo : son 1er livre publié chez Hatier est absent d'Afrique : *L'Histoire générale de l'Afrique*, coédité par Edicef, Présence africaine et l'Unesco dont un des tomes *Histoire de l'Afrique noire* a été publié chez Hatier mais pas coédité. Projet de coédition qui intéresse plusieurs éditeurs ;

v. *À quand l'Afrique* : réédition nécessaire car le tirage est épuisé et la demande est forte

b. Outils :

- Le site Internet de l'Alliance : les éditeurs demandent entre autres à ce qu'un espace réservé à la documentation (centre de ressources) soit créé ;
- La réalisation de catalogues thématiques à l'occasion des salons ;
- La newsletter *Bibliodiversité* : poursuite de la lettre d'information souhaitée par tous les éditeurs.

c. Collection « État des lieux de l'édition »

- Le prochain dossier de la collection prolongera le travail amorcé durant les Assisses, en reprenant les propositions en faveur de la bibliodiversité ;
- Par ailleurs, le sujet d'un prochain titre de la collection a été unanimement plébiscité. Il s'agit de faire un livre destiné au grand public afin de l'informer et le mobiliser sur la difficulté que traverse le milieu de l'édition indépendante (ainsi que celui de la librairie) actuellement. Le but est de sensibiliser la société et les citoyens face aux conséquences de leurs choix en tant que « lecteurs-consommateurs ». Le défi semble à portée de main en cette époque où la notion de produits équitables perce les consciences. Afin de mieux définir le contenu du livre, un comité constitué d'Anne Lima, Bernard Stéphan, Jutta Hepke, Pierre Bertrand et Serge Dontchueng Kouam s'est rencontré le 3 juillet au matin à Paris ;
- Un dossier sur les liens entre la librairie indépendante et l'édition indépendante pourrait également être intéressant.

La question de la diffusion des dossiers est mise en avant : la diffusion actuelle des dossiers est limitée, notamment due au fait que l'Alliance ne soit pas un éditeur à proprement parler. Il est donc suggéré d'instiguer, un peu à la façon de la collection « Enjeux Planète », un système de codiffusion. En somme, il s'agirait qu'un éditeur par pays prenne en charge la distribution et la diffusion des ouvrages.

d. Salons

- La FILDAK à Dakar en décembre 2007 ;
- Le Salon de Québec en avril 2008 ? Il est demandé que l'Alliance contacte les organisateurs du Salon du livre de Québec 2008 pour voir s'il est possible d'y faire inviter des éditeurs (même si les dates sont pratiquement les mêmes que pour celui de Genève) ;
- Bruxelles 2008 (cf. Pierre Bertrand) ;
- Montreuil et Genève 2008 ;
- Salon du livre africain de l'Unesco : possibilité d'y participer ?
- Salon du livre en langues africaines en 2008 (à définir)

Concernant les salons, les éditeurs ont apprécié leur expérience à Paris en 2006 où l'Alliance avait un stand collectif et, plusieurs souhaiteraient que l'Alliance poursuive en ce sens. Cependant, la cherté du salon reste un gros frein — et on évoque d'autres salons en région, qui pourraient s'avérer des alternatives intéressantes (Saint-Malo, Angoulême…). On relève également la difficulté logistique concernant l'acheminement des livres (on en revient aux coûts de transport…).
Il est par ailleurs suggéré en terme de « stratégie » pour les autres salons et pour améliorer la communication des éditeurs auprès du public, d'avoir plutôt recours à des catalogues collectifs qui pourraient par la suite être distribués par chaque éditeur sur les différents salons (de son pays, voire à l'international). Sur la question des catalogues, plusieurs éditeurs estiment que des catalogues thématiques inter-réseaux linguistiques s'avéreraient plus porteurs.
Il est également proposé de créer des rencontres en marge des salons internationaux où plusieurs des éditeurs sont présents, pour spécifiquement discuter et échanger sur des projets, des auteurs, des catalogues, etc. Le but est de développer entre autres les échanges avec les autres réseaux linguistiques.

e. Soutien direct

- Le maintien du soutien de l'Alliance à Afrilivres pour l'année 2007 est demandé avec un renforcement entre autres au niveau de la diffusion et de la distribution.

f. Autres projets

- Centre de recherches / centre de documentation et d'études :

Le réseau identifie plusieurs sujets sur lesquels les éditeurs demandent à la permanence de l'Alliance d'effectuer une collecte d'informations qui serait ensuite mise à disposition des membres sur une page spécifique du site de l'Alliance. Certains éditeurs suggèrent la création d'un forum où il serait possible de discuter et d'échanger sur ces sujets.

Ainsi, pour les éditeurs, l'Alliance doit de plus en plus jouer ce rôle de pôle d'études, de centre de ressources (capitalisation des expériences, etc.). Parmi les sujets identifiés :

- une étude par pays sur les coûts de transport, les frais de dédouanement et les procédures liées ;
- une étude sur les taxes sur les livres, une action devant être menée pour lever ce verrou ;
- un état des lieux des différentes possibilités de fonds d'aide à la traduction existantes ;
- une étude sur le don du livre, une pratique qui gêne l'émergence de l'édition locale et déresponsabilise les lecteurs. Il faut moraliser une pratique qu'on ne peut pas empêcher : le don oui, mais à certaines conditions afin de réduire la « pollution » économique, commerciale et intellectuelle = une action pourrait être menée pour le Salon du livre de Genève en mai 2008, conjointement à une table ronde sur la question ;
- une étude sur les livres scolaires dans les pays du Sud et sur les pratiques des appels d'offre (cf. Marie Agathe Fauquembergue, Marie Michèle Razafintsalama, etc. pour témoignages) ;
- les impacts de la concentration dans une région y ou x ;
- la différence de « performance » pour un livre publié par un seul éditeur détenant les droits mondiaux et du même livre publié en plusieurs éditions locales.

- Développement d'outils communs informatiques ? (cf. étude de Thomas Weiss sur les logiciels libres) ;
- La création d'un prix littéraire Ben Khader ;
- L'idée de faire des actions dans la rue a été avancée, quelque chose qui frapperait l'opinion publique et aurait le pouvoir de faire beaucoup et rapidement pour conscientiser et mobiliser la société et ses citoyens. Ces manifestations, festives de préférence, pourraient se faire en marge d'événements où un bon nombre d'éditeurs sont présents. Exemples d'actions : « s'attacher » aux grilles des bibliothèques publiques, piqueter devant les grandes surfaces (Virgin et autres de ce monde), distribuer des livres gratuitement ET dédicacés par les auteurs (plutôt qu'ils accumulent la poussière) — conséquence de leur inutilité suite au contexte actuel, etc.

3. Les orientations

Il est important de noter que plusieurs préoccupations énoncées au cours des discussions viennent renforcer et valider les orientations telles que synthétisées par l'équipe de l'Alliance au vu des réponses au questionnaire que les éditeurs ont reçus. Parmi les orientations soulevées et approuvées par le réseau francophone :

- défendre et promouvoir la bibliodiversité ;
- travailler ensemble ;
- renforcer la cohésion humaine ;

- mieux représenter les pays et les langues ;
- les coordinateurs devraient rencontrer le bureau plus souvent ;
- pas d'autres représentants des métiers du livre au sein du bureau ;
- l'Alliance n'est pas qu'un secrétariat, elle devrait continuer à être une force d'impulsion et de dynamisme ;
- une rencontre des coordinateurs une fois par an ;
- la réalisation de catalogues et de collections dans les réseaux ;
- le site de l'AEI devrait permettre une présentation exhaustive des catalogues ;
- la réalisation de catalogues thématiques : catalogues transversaux entre réseaux linguistiques sur des thématiques précises par exemple ;
- plus de ressources attribuées pour les projets des éditeurs ;
- la mise en place de bourses pour des opérations de formations et d'échanges entre maisons d'édition (échange de savoirs, etc.) ;
- renforcer la notion d'indépendance et la défendre ;
- augmenter les aides à la traduction ;
- augmenter les aides aux coéditeurs ;
- poursuivre la notion de solidarité ;
- développer les échanges entre professionnels ;
- renforcer les actions de plaidoyers et de lobbying.

4. Les propositions transversales en faveur de la bibliodiversité

- Retenir l'accès au livre comme élément d'appréciation de l'Indice de développement humain et de la démocratie au niveau des institutions internationales ;
- Sensibiliser les décideurs sur l'urgence d'adhérer et d'appliquer les instruments internationaux, régionaux et nationaux en faveur du livre ; les tracasseries et taxes douanières et le non respect par certains pays du protocole de Nairobi et de l'accord de Florence ;
- Lutter contre la dégradation de la liberté d'expression, menacée notamment par la concentration de toute sorte et l'appauvrissement des réseaux indépendants, en instaurant des lois pour limiter la concentration ;
- Soutien au livre en général : reconnaissance de la spécificité de l'édition en tant qu'outil de citoyenneté, d'éducation et de culture ;

- Développer la formation des professionnels aussi bien dans l'édition que dans la diffusion et librairie pour renforcer les capacités de production et le professionnalisme des maisons d'édition des pays en voie de développement (volet formation) ;

- Privilégier les coéditions Sud - Sud / et Nord - Sud pilotées par l'Alliance et mettre en place des mesures qui favoriseraient les cessions de droit ;
- Les coéditions multilingues doivent permettrent de dépasser les clivages (livres publiés en français, anglais, portugais, etc.). Favoriser l'interconnexion des différents réseaux linguistiques entre eux pour une meilleure coordination des actions en appliquant des tarifs spéciaux pour l'expédition des livres ;
- Résoudre le problème de coûts élevés de transport ;
- Mettre en place la politique nationale du livre qui définira toutes les législations en faveur du développement de la production locale et la protection du patrimoine culturel national ;
- Élaborer les instruments pour le développement de politiques nationales par rapport au livre ;
- Développer des campagnes d'alphabétisation, redynamiser l'enseignement en langues nationales et l'étendre au cursus universitaire ;
- Maîtriser l'arrivée des dons de livres afin de rehausser la qualité de la lecture dans les centres de lecture ;
- Favoriser la circulation du livre à l'intérieur du pays en aidant à la création de librairies indépendantes en province ;
- Instaurer le prix unique partout où il n'est pas en vigueur ;
- Envisager la création d'un site Internet qui diffuserait l'information professionnelle, les catalogues et les coéditions en cours ;
- La création d'un environnement (fiscal, douanier) favorable à l'industrie locale du livre en réduisant les importations massives de manuels scolaires, en créant des lignes de crédit pour les acteurs du livre ;
- La promotion et le soutien aux éditeurs indépendants, par exemple à travers la mise en place d'un label ;
- Développer et structurer le réseau des bibliothèques et systématiser les achats de livres locaux pour les bibliothèques scolaires et autres (communales, de la jeunesse, etc.) ;
- Revoir la chaîne du livre et la pratique de distribution des offices de façon à ce qu'éditeurs et libraires financent moins la distribution ;
- Lutter contre l'analphabétisme et la censure, pour le droit à l'instruction et la connaissance ;
- Un regroupement local et micro-régional d'éditeurs pour la négociation, l'achat et l'importation du papier ;

- Dans le cadre de commandes publiques importantes, exiger des pays émetteurs et des grands groupes mondiaux de s'allier un éditeur local (droit de participation ou d'alliance, sous forme de cession de droits, de coédition, etc.) ;
- Promouvoir l'édition dans les langues minoritaires : permettre la diffusion des chefs d'œuvre de la littérature mondiale dans les langues locales ;
- Mener une réflexion sur les marchés internationaux du livre et sur la faisabilité de collaborations régionales et locales (en lien avec la question de la décentralisation culturelle et du maintien des spécificités culturelles et sociales) ;
- Explorer et œuvrer pour la mise en place de structures alternatives de diffusion et de distribution.

5. Désignation des nouveaux coordinateurs pour le réseau francophone

Serge DONTCHUENG KOUAM (Presses universitaires d'Afrique au Cameroun) a été reconduit à l'unanimité aux fonctions de coordinateur du réseau francophone pour la période 2007-2009. Il est également décidé que l'Alliance des éditeurs indépendants, par l'intermédiaire de Laurence HUGUES, joue le rôle de coordinateur au Nord, afin de faciliter le dialogue entre coéditeurs et avec les partenaires (notamment institutionnels).

Compte rendu du réseau lusophone

Participants : Jacques Dos Santos (Chá de Caxinde), Araken Gomez Ribeiro (Contra Capa, LIBRE), Ivana Jinkings (Boitempo editorial), Lidio Peretti (editora Vozes), Abdulai Sila (Ku Si Mon editora), José Tavares (Campo das Letras), Cristina Warth (Pallas) et Michel Sauquel (Alliance des éditeurs indépendants).

Bilan des actions entreprises par le réseau depuis 2003

1. Publication de la collection "Questões Mundiais" ("Enjeux Planète") : *As batalhas da água* (*Les batailles de l'eau*, par Vozes, Campo das Letras, Chá de Caxinde, Ku Si Mon editora et Moçambique editora, en 2004) ; *A violência da cidade* (*La violence des villes*, par Vozes, Campo das Letras, Chá de Caxinde, Ku Si Mon editora, en 2006) ; *100 propostas para o Fórum Social Mundial* (*100 propositions du Forum Social Mondial*, par Vozes, en 2006).
2. Réalisation du catalogue numérique (sur CD et sur le site de l'Alliance) des maisons d'édition du réseau de langue portugaise en français, espagnol, anglais et portugais, lancé à l'occasion du Salon du livre de Paris de 2005.
3. Traduction en portugais du livre *Protéger le livre* (*Proteger o livro*), publié par la LIBRE, en 2006.
4. Publication de l'ouvrage *Para quando Africa ?*, de Joseph Ki-Zerbo (A quand l'Afrique ?), par Pallas, Campo das Letras, Chá de Caxinde e Ku si mon, en 2006).
5. En cours de réalisation par la LIBRE, la traduction de l'ouvrage *Editeurs indépendants : de l'âge de raison vers l'offensive ?*
6. Rencontre du réseau en 2003 à Dakar (Angola, Brésil, Guinée Bissao, Mozambique) ; à Rio de Janeiro en septembre 2004 et en septembre 2005 à l'occasion de la Primavera dos Livros do Rio de Janeiro (avec un stand de présentation des livres des éditeurs du réseau) ; participation de la LIBRE au Salon du livre de Paris 2005 dans le cadre de l'Année du Brésil en France et à l'invitation de l'Alliance des éditeurs indépendants ; participation de Campo das Letras, Vozes, Pallas et Chá de Caxinde à la Rencontre des éditeurs indépendants du monde latin de Guadalajara de novembre 2005, organisée par l'Union latine et l'Alliance ;

participation de la LIBRE et d'Afrilivres sur le stand collectif de l'Alliance lors du Salon du livre de Paris 2006, dans le cadre de l'accord de coopération entre la Région Île de France et la Municipalité de São Paulo.

Bilan des difficultés rencontrées par le réseau :

1. Les publications ont été réalisées par Campo das Letras et Pallas (pour son affinité avec les thèmes africains) pour le Ki-zerbo, et Vozes pour tous les titres de la collection "Questões Mundiais" (10 titres), avec un résultat de ventes décevant.
2. Difficulté de partager et d'utiliser les mêmes traductions, face à la nécessité d'adapter les traductions en fonction des différences de la langue portugaise dans chacun des pays.

Solutions proposées :

1. Diversifier les éditeurs participants aux coéditions et propositions d'achat par les éditeurs participants à la coédition d'exemplaires du livre sur le Forum Social Mondial, imprimé par Vozes.
2. S'efforcer de partager les traductions, en y ajoutant une note expliquant la démarche des oeuvres produites sous forme de coéditions, ainsi que les avantages de l'édition solidaire. Le réseau pense que l'Alliance devrait renforcer le concept de ce type d'édition, en finançant par exemple une campagne dans les médias ou en proposant un logo commun à toutes les coéditions. Cette campagne permettrait également de renforcer l'intérêt pour ce concept parrmi les éditeurs participants.

Les projets du réseau pour la période 2007-2008

1. Publication du livre *Histórias do mar sem fim* (recueil de contes d'auteurs angolais, brésiliens, portugais et guinéens, et si possible mozambicains et cap verdiens). Le livre sera réalisé par Campo das Letras et imprimé par Pallas.
2. Etude, par Vozes, Campo das Letras, Chá de Caxinde et Ku si mon, de la coédition du livre *A diplomacia não-governamental* (La diplomatie non gouvernementale).
3. Coédition du livre O *desafio e o fardo do tempo histórico*, de István Mészáros, par Boitempo, Campo das Letras et Chá de Caxinde.

4. Projet de distribution des livres brésiliens au Portugal, par Campo das Letras.
5. Elargissement du réseau en invitant les maisons d'édition portugaises Bizâncio, Afrontamento et Relógio d'Água à le rejoindre. Des invitations seront également lancées en direction d'éditeurs mozambicains et cap verdiens.
6. Proposition d'achats conjoint de droits d'auteur.
7. Organisation d'une rencontre du réseau en 2008, en Angola ou au Portugal.

Propositions générales du réseau lusophone faites à l'Alliance

1. Le site de l'Alliance doit permettre de présenter le catalogue des maisons d'édition dans la langue du réseau, afin de promouvoir l'édition solidaire et les projets communs.
2. Promouvoir la traduction et la publication des auteurs de langue portugaise par les autres éditeurs membres de l'Alliance.
3. Créer un fonds d'aide à la traduction, en recherchant des partenariats avec des Fondations (comme la Fondation angolaise Eduardo Santos e Brilhante, entre autres), avec l'aval de l'Alliance.
4. Que l'Alliance se positionne sur le rôle des pouvoirs publics dans la protection de l'édition indépendante et du livre comme bien culturel. A savoir, entre autres : réguler l'entrée prédatrice des grands groupes étrangers dans les pays du réseau ; limiter les achats gouvernementaux faits aux grands groupes éditoriaux, en augmentant les achats faits aux indépendants ; promouvoir l'achat d'oeuvres d'auteurs régionaux ou locaux ; appuyer la participation des éditeurs indépendants dans les foires nationales et internationales ; mettre en place des politiques publiques de formation des lecteurs et de présence minimale dans les écoles ; sensibiliser les bibliothèques à l'achat d'auteurs nationaux.
5. Positionnement clair de l'Alliance pour le livre comme un bien public et culturel, patrimoine de l'humanité, non soumis à l'OMC.
6. Information permanente sur les actions, les avancées et les reculs du réseau.

Présentation par pays des propositions en faveur de la bibliodiversité

1. Brésil **:** Promouvoir la production éditoriale brésilienne à l'étranger, avec l'appui du gouvernement pour différentes actions, comme par exemple la réalisation d'un catalogue bilingue pour la diffusion des éditeurs indépendants dans les Salons internationaux ; l'accroissement des achats publics pour les bibliothèques ; l'organisation d'un événement annuel pour la diffusion des auteurs brésiliens à l'étranger.
2. Guinée Bissao :
   - Mettre fin aux taxes pesant sur l'importation des livres, papier et autres intrants ou matériels nécessaires à la production des ouvrages.
   - Garantir une présence à l'école pour une durée minimale de 6 années, comme le prévoit la Constitution.
3. Angola : Exiger la transparence dans le processus des achats gouvernementaux concernant le livre scolaire.

Compte rendu du réseau hispanophone

Le réseau hispanophone de l'Alliance des éditeurs indépendants s'est réuni le 2 juillet dans le cadre des Assises internationales de l'édition indépendante, qui se sont tenues du 1er au 4 juillet 2007.

Ont participé à cette réunion 18 éditeurs de 15 maisons d'édition, trois d'entre eux représentant aussi des collectifs qui réunissent au total 77 maisons d'édition.

Dix maisons d'édition présentes étaient déjà membres de l'Alliance :

- **Plural Editores**, Bolivie : José Antonio QUIROGA ;
- **Editorial Laboratorio Educativo**, Venezuela : Asdrúbal SÁNCHEZ ;
- **Ediciones Era**, Mexique : Marcelo URIBE ;
- **Editorial Txalaparta**, Pays Basque-Espagne : Jose Mari ESPARZA et Iñaki EGAÑA ;
- **Lom Editorial**, Chili : Silvia AGUILERA et Paulo SLACHEVSKY ;
- **Ediciones Trilce**, Uruguay : Anna DANIELI et Pablo HARARI ;
- **Editorial Colibrí**, Mexique : Sandro COHEN ;
- **Libros de la Araucaria**, Argentine : Héctor DINSMANN ;
- **Libros del Zorzal**, Argentine : Octavio KULESZ
- **la marca editora**, Argentine : Guido INDIJ (qui représentait aussi Los Editores independientes de Argentina por la diversidad bibliográfica – **EDINAR** – association également membre de l'Alliance).

Trois maisons d'édition avaient déjà fait part de leur intérêt d'adhérer à l'Alliance et ont renouvelé cet intérêt pendant les Assises :

- **Editorial El Conejo**, Equateur : Abdón UBIDIA ;
- **Ediciones Peisa**, Pérou : Germán CORONADO ;

- **Juan Carlos Sáez editor**, Chili : Juan Carlos SÁEZ (qui représentait aussi l'association des Editores de Chile – **EDIN** - association également membre de l'Alliance).

Deux maisons d'édition étudieront leur adhésion à l'Alliance :

- **Ediciones El milagro**, Mexique : Pablo MOYA (qui représentait aussi l'Alianza de editoriales mexicanas independientes – **AEMI** - association également membre de l'Alliance) ;
- **Ediciones Estruendomudo**, Pérou : Álvaro LASSO.

Editorial Popular, Espagne (Ricardo Herrero-Velarde), membre de l'Alliance, n'a pas pu participer à cette réunion.

Pour résumer : lors de cette réunion, 14 maisons d'édition et trois collectifs de 9 pays différents étaient membres de l'Alliance et de son réseau hispanophone.

A également participé activement à la réunion Alexandre Tiphagne, du secrétariat de l'Alliance, assisté d'Amande Reboul, bénévole de l'Alliance.

A. Bilan des actions entreprises par le réseau depuis 2003

Il y a eu consensus pour considérer la réunion précédente du réseau, à Guadalajara en novembre 2005, comme un moment d'impulsion, qui a permis une progression tant quantitative que qualitative du réseau hispanophone. Jusqu'à cette réunion, sept maisons d'édition composaient le réseau, et aucune activité commune n'avait réellement pu être conduite.

Au cours de cette période 2003-2007, à noter la participation d'éditeurs du réseau à de nombreuses activités relatives à la **bibliodiversité** : participation active dans les Coalitions pour la diversité culturelle (au Chili, en Uruguay) ; rôle dans la rédaction de lois sur le livre (au Mexique, au Chili) ; actions de plaidoyer (au Chili, au Mexique, en Uruguay) ; présence dans des organismes

publics en charge de la culture et du livre (au Chili, au Mexique) ; participation et rôle dans l'organisation de rencontres d'éditeurs indépendants (Caracas 2006, Gijon 2007, Bogota 2007) ; rôle dans l'organisation de collectifs d'éditeurs indépendants (au Chili, au Mexique, en Argentine).

Des **coéditions** ont aussi été réalisées entre des membres du réseau. D'une part, les livres proposés par l'Alliance (trois titres déjà publiés par deux maisons d'édition : Popular, Laboratorio educativo ; et un autre en cours de publication par trois éditeurs : Lom, Araucaria, Plural). D'autre part, des coéditions (une quarantaine de titres dont 13 livres de poche) ont été réalisées, hors du cadre de l'Alliance, par des membres du réseau.

Des expériences de **codistribution** basées sur le troc de livres et concernant le Chili, le Mexique, l'Espagne ont par ailleurs été menées.

Enfin, à l'initiative de membres du réseau, l'Alliance a effectué une étude portant sur l'utilisation d'un logiciel libre pour l'édition.

B. Les projets et les propositions pour la période 2007-2008

Partant du consensus existant dans le réseau et dans l'assemblée de l'Alliance, selon lequel les actions essentielles de l'Alliance doivent dorénavant se focaliser prioritairement sur la défense et la promotion de l'édition indépendante et de la bibliodiversité, le réseau hispanophone souhaite présenter quelques propositions de travail correspondant à cet objectif :

1. Elaborer une **campagne de longue haleine au niveau de l'ensemble de l'Alliance, dont l'objectif principal serait d'obtenir des compensations qui contribueraient à équilibrer l'échange inégal du livre** entre des pays du centre et de la périphérie (Etats-Unis et Royaume Uni/Afrique et Asie ; France/Afrique et Pays arabophones ; Espagne/Amérique latine, etc.). Cette campagne requiert :

a) l'étude des échanges commerciaux (exportations/importations, fabrication dans des pays de la périphérie par des entreprises multinationales, etc.) ;

b) l'analyse des législations nationales, des accords commerciaux et des traités internationaux (encouragements et obstacles aux compensations) ;

c) l'étude de mesures de compensation possibles (achats pour les bibliothèques, réciprocité dans les coûts de transport, aide à la promotion et à la distribution, etc.), et l'élaboration d'une stratégie pour la campagne (alliés, délais, moyens à investir, etc.).

Bien que la proposition s'adresse à toute l'Alliance, le réseau hispanophone en prend l'initiative. Marcelo Uribe développera ce projet, avant le 31 août 2007.

2. Réaliser une **base de données sur la bibliodiversité**, avec pour objectif que les membres de l'Alliance puissent disposer d'une information leur permettant de renforcer leurs activités. Le réseau propose au secrétariat – en appui avec les membres du réseau – de créer un espace sur le site Internet de l'Alliance, qui regrouperait des documents ou des liens essentiels pour cette thématique, et qui pourrait être alimenté et actualisé de manière permanente. Par exemple : Convention de l'UNESCO, Déclarations d'éditeurs indépendants, documents du CERLALC et de l'UNESCO, textes ou lois des gouvernements et des organismes internationaux, etc. Il a également été proposé d'étudier la possibilité de réaliser une publication sur la bibliodiversité dans la collection "Etats des lieux de l'édition", en tenant compte du fait qu'il existe beaucoup de travaux sur la diversité culturelle, mais peu sur la diversité et l'industrie du livre en tant que telles, et encore moins de travaux de réflexion et de synthèse réalisés sur le sujet.

Le secrétariat de l'Alliance pourrait coordonner ce projet.

3. Créer un groupe transversal qui se consacre à approfondir le sujet des nouvelles technologies relatives à l'édition et aux évolutions possibles du droit d'auteur. Le développement de nouvelles technologies – et la rapidité de ce développement – est responsable de grands changements dans l'industrie du livre, si profonds qu'ils exigeront des changements radicaux dans la manière d'élaborer, de diffuser et de vendre les œuvres . Ces changements auront aussi des conséquences directes dans la conception même du droit d'auteur. Bien que la proposition s'adresse à toute l'Alliance, le réseau hispanophone en prend l'initiative. Paulo Slachevsky développera ce projet, avant le 31 août 2007.

4. Il a été décidé que tous **les sites Internet des membres du réseau aient des liens réciproques** avec celui de l'Alliance et ceux des autres membres du réseau (par exemple un lien sur la page du site de l'Alliance dédiée au réseau hispanophone).

A mettre en place immédiatement.

5. Pour les futures tâches de promotion en faveur de la bibliodiversité et de l'action de l'Alliance, il a été proposé que l'on fasse appel à des "**ambassadeurs de la bibliodiversité**". Le critère serait que les "ambassadeurs" (membres de l'Alliance) visitent des pays d'un continent différent du leur (de préférence Sud-Sud), à charge aux éditeurs membres des pays visités de payer les frais de séjour et surtout d'élaborer l'agenda permettant la plus vaste diffusion possible des thèmes portés par l'Alliance (auprès de la presse, des pouvoirs publics, du secteur éditorial, etc.). Il La recherche de l'appui des institutions et des organismes internationaux pour développer cette activité ne doit pas être écartée.

Le secrétariat de l'Alliance pourrait étudier ce projet.

C. Coéditions

En partant de la riche expérience des coéditions et, en particulier, de la nécessité de prendre en compte les différences entre nos maisons d'édition et nos pays, nous avons présenté et discuté de plusieurs ouvrages et dessiné la création d'une collection :

1. Il a été proposé de créer la "**Bibliothèque de l'émancipation**", qui réunirait des œuvres relatives aux 200 années du processus d'indépendance latino-américain. Les commémorations du bicentenaire varient selon les pays, et se dérouleront sur plusieurs années. Les thèmes relatifs à l'histoire de l'indépendance sont communs au destin des pays latino-américains, ce qui permet d'envisager avec intérêt un même ouvrage pour plusieurs pays (coéditions possibles). Même dans le cas d'œuvres purement locales (sans possibilité de coédition), le fait d'intégrer une "Bibliothèque" leur donne un caractère plus vaste et renforce le projet commun. Ce serait une tâche de longue haleine, avec une grande flexibilité et une grande liberté d'action, mais un projet partageant quelques éléments communs (nom, conception

graphique, logo, etc.) qui permettraient de l'identifier comme un projet commun. José Antonio Quiroga développera ce projet, avant le 31 août 2007.

2. Plusieurs ouvrages ont été présentés et étudiés :
- ***La démocratie en miettes*** de Pierre Calame. Lom, Peisa, Laboratorio educativo et Libros de la Araucaria ont fait part de leur intérêt et se sont réunis avec Thomas Mouriès, chargé d'effectuer une coédition latino-americaine.
- ***Dictionnaire critique sur la mondialisation*** de GERM. Libros del Zorzal, Libros de la Araucaria et Editorial Txalaparta ont fait part de leur intérêt et se mettront en contact avec le responsable de l'édition de ce dictionnaire, François de Bernard.
- ***La géopolitique des drogues***, d'Alain Labrousse. Libros del Zorzal, Libros de la Araucaria, Laboratorio educativo, Editorial Colibrí et Plural editores ont fait part de leur intérêt et se mettront directement en contact avec l'auteur. Pablo Harari transmettra les coordonnées de l'auteur (déjà effectué).

3. Il a été proposé que pour faciliter l'échange sur d'éventuels titres à coéditer, on définisse des **champs thématiques**, pour que les membres du réseau s'inscrivent et connaître ainsi l'intérêt de chacun.

Silvia Aguilera développera la proposition, avant le 31 août 2007.

D. Autres sujets développés

1. L'apparition de jeunes éditeurs dans de nombreux pays latino-américains a été soulignée : il est apparu comme intéressant de réfléchir à un rapprochement et à un échange d'expériences entre les éditeurs.

2. La situation créée au Chili suite au manque de transparence dans **l'adjudication des numéros d'ISBN** a été écoutée avec attention. Cela a permis de vérifier la disparité des critères en vigueur dans les différents pays : gratuité/paiement, gestion publique/privée, sans/avec but lucratif. L'ISBN étant une obligation (exigence pour les achats publics, etc.), il est nécessaire de rassembler le maximum d'information à ce sujet, pour que l'Alliance agisse sur l'Agence centrale

d'ISBN pour obtenir l'accès gratuit et libre.

Juan Carlos Sáez rassemblera l'information et développera une proposition avant le 31 août 2007.

3. La proposition que l'Alliance travaille sur un projet "**de paquet de logiciels libres pour l'édition**" et promeuve la migration des éditeurs indépendants vers ce type de logiciels a été renouvelée.

4. Il est suggéré au secrétariat qu'il s'informe sur les possibilités que l'Alliance obtienne le statut **d'observateur à l'UNESCO**.

E. Election du coordinateur

Pablo Harari a été réélu comme coordinateur du réseau, assisté dans sa tâche par Octavio Kulesz.

Synthèse des rencontres par réseau linguistique
par Michel Sauquet

1. L'Alliance semble être pour vous **une force collective de plaidoyer :**

- Menée à la fois par une équipe permanente qui représente le collectif…
- …mais aussi directement par le biais d'un ensemble d'éditeurs qui dans leurs pays, leurs réseaux ont des actions de lobbying et les mutualisent.
- Qui défend l'indépendance : il ne s'agit pas uniquement de préserver l'indépendance de ceux qui sont déjà établis, mais aussi d'accompagner l'émergence de nouveaux éditeurs.
- Qui promeut la diversité culturelle
- Qui met en avant une nouvelle éthique de l'acte de publier (édition solidaire)
- Qui s'adresse à la fois aux pouvoirs publics et aux lecteurs

2. L'Alliance est aussi pour vous **un lieu de rencontres :**

- Qui prend en compte le côté humain, le besoin des réseaux linguistiques de se rencontrer assez souvent, le besoin de rencontres ponctuelles entre éditeurs ;
- Qui permet votre présence aux salons nationaux et internationaux du livre ;
- Qui utilise les bons côtés des outils numériques : il y a un enjeu sur le site Internet

3. L'Alliance, c'est **un cadre d'actions :**

- Pour le développement des coéditions : à partir de projets de l'Alliance mais surtout à partir d'initiative des membres ;
- Pour le développement des actions de co-distribution et de co-acquisition de droits d'auteur et de co-diffusion ;
- Lié aux plaidoyers : « travailler ensemble est une façon de promouvoir la bibliodiversité »

4. L'Alliance est **un lieu de recherche et de diffusion d'information :**

- Sur la diversité culturelle elle-même (base de données demandées par les éditeurs hispanophones)
- Sur les NTIC (proposition d'un réseau interlinguistique sur l'e.book)
- Sur les droits d'auteur
- Sur la traduction (demande générale)
- Sur la collecte d'informations à propos des moyens d'aide à l'édition, sur la logique du don et sur la question du transport des livres (réseau francophone).

5. L'Alliance peut être **un moteur du dialogue culturel :**

-
- Elle doit renforcer la connexion entre les réseaux
- Elle peut mener un travail inter-réseaux à partir d'opérations de traduction inter-réseaux
- Elle peut mettre en place des catalogues thématiques interlinguistiques
- Elle doit favoriser les échanges d'informations entre les réseaux

Selon moi, à partir de ce que j'ai entendu de vous, la deuxième phase de l'Alliance devrait donner plus de place à la connexion entre les réseaux linguistiques. C'est un énorme travail qui nécessite une mobilisation générale (et pas seulement de l'équipe), qui nécessite aussi des moyens.

Comptes rendus des ateliers thématiques

Enjeux Planète, bilan et perspectives au 2 juillet 2007[24]

Texte de présentation de l'atelier : La collection Enjeux Planète, une collection mondiale pour une autre mondialisation, a été lancée en 2002 par douze éditeurs francophones. Une des particularités de cette coédition a été la mise en place d'un système de péréquation, qui permet aux éditeurs d'Afrique subsaharienne et du Maghreb de ne supporter que des coûts très inférieurs à ceux pris en charge par les éditeurs du Nord. Ainsi, les mêmes livres sont vendus 15 euros en France, mais 8 euros au Maroc et 5 euros au Cameroun. La collection Enjeux Planète constitue une expérience pionnière de commerce équitable dans le domaine du livre, un accord commercial collectif, juste et solidaire, symbolisé par la mention "Le Livre équitable" apposé sur ses couvertures. Après cinq années d'existence et onze titres publiés, des déclinaisons de cette collection en portugais et en arabe, cet atelier permettra certes de dresser un bilan, mais surtout d'évoquer l'avenir et les perspectives éditoriales et commerciales de la collection Enjeux Planète.

Participants : Sami Ménif (Cérès), Bernard Stéphan (l'Atelier), Julie Mongeau (Ecosociété), Bichr Bennani (Tarik), Pierre Bertrand (Couleurs livres), Jean Richard (en bas), Aline Jablonka (ECLM), Serge Dontcheng-Kouam (Presses Universitaires d'Afrique), Marie-Agathe Amoikon-Fauquembergue (Eburnie), Hamidou Konaté (Jamana), Auguste Moussirou-Mouyama (Editions du Silence) et Alexandre Tiphagne (Alliance des éditeurs indépendants).

Editeur invité : Dominique Bigourdan (Sang de la terre).

Ordre du jour validé :
1) tour de table et bilan de la collection et de ses 11 premiers titres par chaque éditeur ;
2) prospective : quelles perspectives éditoriales et commerciales pour la collection ? Quelles améliorations apporter à l'économie de la collection et au système de la péréquation ? Quels changements à apporter au mode de fonctionnement et à la responsabilité tournante ? ;
3) synthèse des décisions et calendrier 2007-2008 ;

[24] La discussion s'est poursuivie le mercredi 4 juillet et une partie des décisions a été prise lors de cette discussion.

4) présentation des propositions de coédition ;
5) question des stocks, des réassorts et des factures et règlements (dont frais engagés pour *La tourmente climatique*).

1) Tour de table et bilan

ECLM : La participation à la collection doit se réduire. La maison d'édition n'a plus que 2 personnes à plein-temps, contre 4 il y a encore un an. La participation des ECLM à cette collection représente beaucoup de travail pour peu de diffusion, puisque l'Atelier gère la diffusion en librairie. C'est pourquoi le nombre de prises est passé de 400 exemplaires à 200 pour le dernier titre. Les ECLM souhaitant dorénavant diffuser en librairies toutes leurs productions éditoriales, elles poursuivront les coéditions, mais plus dans le cadre de la collection Enjeux Planète.

Presses Universitaires d'Afrique : Les 11 titres représentent un total de 3 000 exemplaires commandés. 1 500 exemplaires environ ont été vendus. Il faudra aborder la question des invendus et essayer de trouver des solutions ensemble, pour faire des achats croisés pour les titres manquants chez certains et en surplus chez d'autres. Cette collection est de plus en plus difficile à vendre, peut-être parce que les thèmes abordés sont moins porteurs. Les choix éditoriaux sont donc à repenser.

Jamana : Le stock représente aujourd'hui encore un peu moins de la moitié des ouvrages commandés. Certains titres se sont bien vendus, comme *Le mythe du développement* ou *Les mirages de l'aide internationale*. Les prises initiales étaient de 400 exemplaires pour les quatre premiers titres. Elles sont depuis de 200 pour les autres titres.

Eburnie : Le bilan porte sur 9 titres, à l'exclusion de *La Diplomatie non gouvernementale*, que les éditions Eburnie n'ont pas coédité, et du *Mouvement mondial des femmes*, trop récent pour rentrer dans ce bilan. Les prises des éditions Eburnie ont oscillé entre 300 et 500 titres. Le titre qui marche le moins bien est *Les batailles de l'eau*, suivi de *La vie n'est pas une marchandise. Mondialisation financière et terrorisme* et *Les mirages de l'aide internationale* sont les deux titres qui ont le mieux marché. Les éditions Eburnie ont besoin d'un réassort sur 3 ou 4 titres.

Le chiffre d'affaires est en baisse sur les derniers titres. Les éditions Eburnie ont beaucoup diffusé en dehors du circuit classique des libraires (conférences, séminaires, etc.). Depuis que la situation ivoirienne est difficile, le nombre d'événements, de séminaires, etc., est en nette diminution, ce qui se traduit par la baisse des ventes.

Editions du Silence : Un seul titre a été publié (*La Diplomatie non gouvernementale*), c'est donc difficile de faire un bilan. Ce titre marche beaucoup auprès des étudiants.

Cérès : Le bilan est contrasté, à tous points de vue. Il reste encore la moitié des exemplaires en stock. Les titres qui ont le mieux marché sont ceux qui ont été achetés par le ministère de la Culture (*La violence des villes* et *Les batailles de l'eau*). Ce qui a beaucoup changé, c'est le rôle de Cérès dans la coédition, puisque Cérès était aussi l'imprimeur de la collection, jusqu'à la publication de *La violence des villes* (de nombreux défauts avaient été constatés pour cette impression, dont un problème de traitement de couleur de la couverture).
En termes d'image et de visibilité, les journalistes sont attirés par le principe de la coédition équitable, mais il est difficile de faire passer les textes. Il y a de plus visiblement un problème sur les couvertures. Cérès a constaté également beaucoup de problèmes de règlement.
Cérès n'a pas participé aux deux derniers titres, mais est prêt à reprendre ; cela dépendra beaucoup des choix éditoriaux.

L'Atelier : Les éditions de l'Atelier ont transmis aux partenaires de la collection un papier proposant un bilan (en termes de contenus, de l'économie des ouvrages et du travail d'édition) et des perspectives (en termes de thèmes et d'auteurs, de mode de fonctionnement, de format et de calendrier, de l'économie de la collection et du financement).
Les thèmes traités par les livres de la collection, dans leur ensemble, ont assez bien reflété l'état des préoccupations planétaires. De ce point de vue la collection est unique en son genre et répond à sa dénomination : « Enjeux planète ». De plus, le système de péréquation est une innovation majeure et exemplaire en matière de coédition et de partenariat entre plusieurs éditeurs francophones.

En revanche, le traitement des différents sujets et le contenu même des livres a été très inégal. Le point de départ de la collection, à savoir les traductions des livres de Zed Books, nous ont conduit parfois à éditer des livres très touffus, répétitifs et peu accessibles à un public large.
Les éditions de l'Atelier ont vendu en moyenne 1 200 exemplaires (les prises initiales étaient de 2 500 exemplaires ; elles sont aujourd'hui autour de 1 500), alors qu'un livre comme *L'Afrique au secours de l'Occident* s'est vendu à hauteur de 8 000 exemplaires. Trois titres font exception (*Les batailles de l'eau* ; *Mondialisation financière et terrorisme* ; *Le mythe du développement*) : soit huit livres déficitaires sur onze. Certains titres ont donc recueilli un intérêt ponctuel, mais cela n'a pas suffit à créer un sentiment de collection. L'image de cette collection est plombée vis-à-vis des libraires français.
Il faut donc changer de collection, car c'est le travail éditorial qui est en cause. Le travail a été abordé de manière trop collégiale sur le plan éditorial (la collégialité fonctionne bien pour le reste, mais par pour cela). Il faudrait donc un directeur de collection, qui assure une cohérence éditoriale, propose des thèmes et des auteurs, bien évidemment en étroite collaboration avec les éditeurs. Il faut aussi apporter un changement aux couvertures.

Tarik : Dans l'ensemble, c'est une collection très positive pour Tarik. La presse l'apprécie énormément au Maroc. Tous les titres sont pratiquement épuisés, sauf *Graines suspectes*, L*a vie n'est pas une marchandise* et *La violence des villes*. Les prises initiales étaient de 1 200 exemplaires ; elles sont désormais autour de 500-600 exemplaires. Le fonctionnement, la collégialité et l'originalité de la collection sont indiscutables et forcent l'admiration. Il ne s'agit pas non plus de nier les difficultés. La collection est à la croisée des chemins. Tarik souhaiterait suivre la proposition de l'Atelier et les recommandations et les améliorations proposées, mais dans le cadre de la collection, qui est aujourd'hui très connue.

Couleur Livres : La collection ne bénéficie pas d'une grande visibilité en Belgique. La deuxième question est celle du coût qui paraît très élevé pour un éditeur du Nord. Sans remettre en question le système de péréquation, il faut trouver un moyen de baisser le prix pour le Nord, car le système actuel entraîne un effet pervers (plus les prises augmentent et plus le coût augmente, et donc la prise de risque également). La conception globale de la collection est intéressante.

Pour aborder certaines thématiques et des sujets mondiaux, Couleur livres aurait une proposition à faire aux coéditeurs, sous forme de collection également : « Sud gagnant ». Cette collection de sensibilisation et de conscientisation aux questions de développement partirait d'une expérience réussie d'une ONG ou de la société civile au Sud, et présenterait un dossier pédagogique. Parmi les thèmes retenus, il y aurait un titre sur l'enfance (enfants soldats, travail forcé, etc.), un titre sur l'information et les nouvelles technologies, etc. L'idée est de toucher tous les publics, surtout les 17-24 ans. Il y a déjà un directeur de collection. Le titre est encore un titre de travail.

En bas : Les éditions en bas sont parties très fort sur cette collection, avec des prises de 1 500 exemplaires. Il y a des résultats décevants dans l'ensemble de cette collection puisque les stocks tournent autour de 1 000 pour chacun des titres. Pour les quatre premiers titres, de très grosses opérations de promotion ont été lancées. Dans l'ensemble, la couverture presse a été très faible. La presse ONG a toujours rendu compte des livres. Ce sont souvent des articles sur le concept et la collection et pas sur les ouvrages, exception faite pour *La violence des villes*.
L'enthousiasme pour le concept, pour l'idée reste intact, mais les éditions en bas se trouvent à la croisée des chemins, et doivent assainir la situation. Un plan de relance a été proposé, mais les dettes sont très importantes. Il est impossible de dire pour l'heure si la maison se maintiendra. Un livre a fait les frais de tous ces problèmes : *La tourmente climatique* de Gupta. Les frais engagés à ce jour s'élèvent à 3 200 euros de traduction et les frais d'achat de droits d'auteur qui s'élèvent à 800 euros. Une demande pourra être adressée à Zed Books pour annuler ces droits et être remboursés.
Les ouvrages de cette collection ont une pugnacité, une force, fonctionnent. Le Ki-Zerbo, par exemple, suscite la discussion. Mais il faudrait être beaucoup plus partie-prenante. Un des constats inquiétant est que le public (les militants, les altermondialistes), susceptible de lire ces ouvrages, ne les lit pas. La proposition de Couleur livres d'une collection partant du concret est intéressante, car ce sont ces éléments concrets d'expériences développées dans le Sud qui sont intéressantes à valoriser. La collection a été au départ subventionnée par la Fondation et il n'y avait pas de péréquation sur les transports (pour les 4 premiers titres). Quand le groupe a décidé de tout péréquationner (après la rencontre de Dakar en décembre 2003), la part du Nord a pris l'ascenseur.

Ecosociété : En reprenant les différentes notes et les CR des réunions Enjeux Planète, on peut lister un certain nombre de problème récurrents au fil des années : imprécision des délais d'impression ; coût des transports ; faible promotion ; fin des subventions, etc.
Le bilan :

- du processus de production : Ecosociété a été responsable de 7 titres sur 11, ce qui représente un investissement énorme en terme de temps, de démarches[25]. Les rouages aujourd'hui devraient être huilés, mais le onzième titre, *Le mouvement mondial des femmes*, a été difficile à sortir, et le processus très lent, face à la faible réactivité des partenaires (pour la relecture du manuscrit, pour collecter le nombre de prises, les ISBN, valider le choix de le couverture,etc.). Outre le problème d'avance financière, et comme il avait été envisagé de recourir à plusieurs points d'impression, Ecosociété a donc procédé uniquement à l'impression concernant ses prises.
- des ventes : la moitié des prises n'a pas été vendue. Les meilleures ventes concernent *Le commerce de la faim*, *Le mythe du développement* et *Les batailles de l'eau*. *Le mouvement mondial des femmes* semble être bien parti. Il est difficile d'intéresser la presse à chacun des titres. Sur *La diplomatie non gouvernementale*, le public qui aurait pu être intéressé ne l'a pas été car il savait déjà ce qui était écrit.

Alliance des éditeurs indépendants : Puisque l'Alliance a souvent joué le rôle d'interface entre l'éditeur leader et l'ensemble des coéditeurs, on peut confirmer que ce sentiment qu'Ecosociété a ressenti pour ce dernier titre a été vécu par chaque éditeur leader responsable de la production d'un titre de la collection. Ce « sentiment de solitude » a également été vécu par l'Atelier, les ECLM, et, à une moindre mesure puisque le processus n'est pas arrivé à terme, par les éditions en bas. Depuis 2003, l'Alliance a essayé de coordonner, de soutenir et d'animer cette collection, sans apporter de financements directs, comme le fit la Fondation pour la période de lancement. Pour l'Alliance, cette collection a été très importante car elle a donné de la visibilité et de la légitimité à son travail et aux coéditions en général. Enjeux Planète a aussi permis de mettre en place un système de péréquation et de développer la coédition solidaire. Il faut rappeler que l'idée et le logo du « livre équitable » ont surgi lors de l'atelier Enjeux Planète de Dakar, en décembre 2003.

[25] Il a été précisé par la suite par l'Alliance que, dans le cadre d'une Convention avec la FPH, Ecosociété a été payé pour tout le travail éditorial et de prépresse nécessaire aux 4 premiers titres.

Les liens créées entre les éditeurs autour de ce projet sont aussi remarquables. Un grand regret cependant, c'est la très faible proposition et transmission de manuscrits, de textes francophones par les éditeurs. Le groupe s'est contenté des traductions et des auteurs francophones de la sphère Fondation et Alliance (Larbi Bouguerra, Yves Pedrazzini, Henri Rouille d'Orfeuil). D'où le problème éditorial, aujourd'hui central.

Tentative de synthèse

L'ensemble des participants a tenu à souligner dans le bilan que la collaboration éditoriale a fonctionné, que ce projet de coédition solidaire était enrichissant et séduisant, mais que la qualité éditoriale n'a pas été, pour de multiples raisons, au rendez-vous.

Malgré quelques bonnes ventes ponctuelles au Nord et de réelles réussites commerciales chez quelques éditeurs africains, le bilan global des ventes de la collection est négatif, entraînant une forte réduction (presque de moitié) du nombre de tirages au fil des titres.

Le défi principal se situe au niveau de processus éditorial, qui n'a pas été suffisamment pertinent et n'a pas su convaincre les libraires (en particulier dans les pays du Nord, où l'esprit de la collection ne s'est pas imposé).

La collégialité, de l'avis de tous, n'a pas permis une recherche efficace d'auteurs connus et n'a pas permis de fabriquer les livres. Il faut donc repenser le processus éditorial dans son ensemble.

Par ailleurs, force est de constater que les différentes rencontres organisées par l'Alliance des éditeurs indépendants autour de ce projet (Paris, mars 2003 ; Dakar, décembre 2003 ; Bruxelles, décembre 2004 ; Paris, mars 2006), les discussions et les décisions prises et reportées dans les comptes rendus ont été insuffisamment mises en place et respectées. Certains constats de dysfonctionnements ou de mauvaises répartition des tâches avaient déjà été faits, et n'ont pas, globalement, été suivis d'effets. Trop de tâches éditoriales ont reposé sur les épaules des éditeurs

du Nord. La responsabilité tournante (système éditeur leader et éditeurs assistants) n'a pas bien fonctionné. De plus, le système de péréquation, économiquement viable en 2002 ne l'est plus en 2007. Il faudra donc le repenser.

2) Prospective et propositions :

Un certain nombre de questions ont été mises en débat, concernant l'avenir de la collection :

- doit-on aller vers une autre collection et donc changer de nom, de propos et de démarche éditoriale ?
- cherche-t-on une nouvelle démarche éditoriale tout en maintenant la collection actuelle ?
- quel est le délai nécessaire de réflexion ?
- fait-on appel à un directeur de collection ?
- doit-on définir une nouvelle liste de thèmes à traiter ?
- doit-on conserver le logo et le processus du « livre équitable », tout en rediscutant du système de péréquation en vigueur ?
- faut-il (re)définir un cahier des charges et le format de la collection: limiter le nombre de pages ; abandonner les traductions (processus longs et coûteux), changer la maquette de la collection ?

A noter que l'éditeur invité à participer à l'atelier, Sang de la Terre, a suggéré au groupe qu'une personne extérieure puisse faire un bilan et apporter des recommandations. Le futur directeur de collection pourrait par exemple procéder à un audit de la collection, et donner des éléments aux éditeurs qui permettront de prendre des décisions importantes : poursuivre la collection et avec quelles améliorations ou changer de nom et de collection. Cette mission pourrait par ailleurs permettre de recruter cette personne[26].

[26] Dominique Bigourdan a transmis par e-mail à l'Alliance des remarques et des conseils, qui pourraient être utiles pour réfléchir à l'avenir de la collection. Une fois ce CR amendé et validé, l'Alliance pourra transmettre cet e-mail à tous les participants.

A noter également, qu'une étudiante belge a choisi comme sujet de mémoire la collection Enjeux Planète[27]. L'Alliance a répondu par écrit à un long questionnaire, qui abordait aussi quelques questions plus générales, sur les coéditions, l'Alliance, les actions de plaidoyer, etc. Cette étudiante souhaiterait également s'entretenir avec un certain nombre de coéditeurs, pour enrichir son mémoire.
Ces regards extérieurs pourraient permettre d'avancer dans la réflexion du groupe. Ils seraient très utiles pour prendre certaines décisions, qui, de l'avis de tous, ne peuvent pas être prises à l'issue de cette première discussion sur l'avenir de la collection. Un temps de réflexion est nécessaire. Cependant, les éditeurs pourraient aussi dessiner un canevas, écrire un projet à partir duquel le directeur de collection apporterait son expérience, ses critiques, ses propositions et ses recommandations.

Décisions :

1) **directeur de collection :** il a été convenu qu'il faudrait faire appel, pour les tâches spécifiques de la recherche d'auteurs francophones connus, à un directeur de collection :
    - Sur la proposition des éditions de l'Atelier, un premier contact sera établi avec Serge Cordelier, ex-directeur de collection à La Découverte, afin de connaître ses disponibilités et son intérêt pour ce projet. Il a dirigé les Etats du monde à la Découverte pendant une quinzaine d'années. Il a des réseaux d'auteurs ; il a une très longue expérience éditoriale ; il a une vision politique internationale.
    - Ce directeur de collection pourrait se voir confier au préalable une petite mission d'audit, un bilan sur le fond et la forme. Les éléments du bilan permettront aux éditeurs de décider de poursuivre la collection, ou de repenser une collection qui se placerait dans la continuité d'Enjeux Planète - le nom ou le label équitable permettrait par exemple de créer un lien entre les deux projets.

[27] Stéphanie Van Neck réalise un mémoire dans le cadre d'un master en édition, après une licence en langues et littératures romanes. Elle était en stage chez Luc Pire quand elle a choisi son sujet de mémoire, qui porte, pour une première partie, sur l'édition indépendante et le phénomène de concentration financière, puis sur le cas concret d'Enjeux Planète, comme exemple de coédition solidaire.

- Ce directeur de collection serait rémunéré sur un pourcentage des ventes, 2 % (même si le pari des ventes avait déjà été fait pour la collection Enjeux Planète). Il travaillerait en étroite collaboration avec les coéditeurs, mais devra disposer d'une marge de créativité et d'invention. Il serait force de propositions de thèmes et d'auteurs connus dans le monde francophone et sensibles à la dimension équitable de la collection. Ses propositions et suggestions seraient discutées et validées par les coéditeurs.

2) **Avenir et nom de la collection :** la majorité des éditeurs sont favorables à la poursuite d'un projet éditorial commun et abordant des questions mondiales, mais dans le cadre d'une autre collection, avec un nom, un ton et un format différents. Mais cette proposition ne faisant pas l'unanimité actuellement dans le groupe (c'est surtout le changement de nom qui pose problème à quelques éditeurs), il a été décidé de repousser cette décision, et d'avancer sur la piste du directeur de collection. L'audit devra permettre de décider de la poursuite ou du changement de nom et de collection.

3) **Calendrier :** La proposition de continuer dans le cadre de la collection, tout en apportant des améliorations dans le mode de fonctionnement et d'envoyer des manuscrits dans les prochains mois n'a pas été retenue. Le groupe souhaite prendre le temps de la réflexion, mais procéder à de véritables changements et ne pas reporter la décision d'agir à la fin de cette année. Des solutions doivent être apportées, discutées et validées dans les mois qui viennent. La première étape est l'envoi d'une note, sur la base de la proposition de l'Atelier et du CR de l'atelier, qui permettra de discuter avec la personne pressentie pour être directeur de collection.

4) **Rencontre décisionnelle :** Il a été proposé qu'une rencontre soit organisée en fin d'année, pour analyser les propositions faites par le directeur de collection, les débattre et prendre les décisions sur les modalités de la poursuite du projet éditorial. Cette rencontre devra également redéfinir le système de péréquation actuel. Elle pourrait se tenir en amont de la FILDAK, début décembre, à Dakar. L'Alliance étudiera, à la demande des éditeurs et après clôture de la comptabilité de l'organisation des Assises, ses possibilités d'appuyer une partie de la venue et de la participation des éditeurs. Il sera aussi demandé à chacun de participer aux frais de cette réunion, et de chercher si possible des financements pour les billets d'avion, auprès de l'OIF par exemple.

5) **Point sur les stocks :** Ce point a été fait le mercredi 4 juillet, et a notamment permis à l'Atelier, aux ECLM, à Eburnie et à Ruisseaux d'Afrique de passer des commandes auprès des éditions en bas. Les modalités seront négociées en bilatéral. Le transport sera à la charge des éditeurs passant commande.

6) **Factures et remboursement des frais de *La tourmente climatique* :** L'Alliance des éditeurs indépendants souhaite, avant de repartir sur un autre projet, que tous les comptes soient apurés entre certains éditeurs et/ou entre l'Alliance et certains éditeurs.
Concernant les dépenses effectuées par les éditions en bas pour *La tourmente climatique :*
   - pour les 800 euros de cession des droits de traduction : les éditions en bas demanderont à Zed Books si elles peuvent rembourser ces droits. Au besoin, l'Alliance pourra aussi appuyer cette demande ou s'engager à prendre en charge une partie de ces frais.
   - Pour les 3 300 euros payés pour la traduction, chacun des coéditeurs qui s'était engagé sur ce titre versera 300 euros aux éditions en bas. Exceptionnellement, il a été décidé de ne pas appliquer la péréquation au remboursement de ces frais.[28]

[28] Les 11 coéditeurs de ce titre : l'Atelier, les ECLM, en bas, Ecosociété, Céres, Tarik, Ruisseaux d'Afrique, Presses Universitaires d'Afrique, Éburnie, Ganndal, Jamana.

7) **Recherche de financement :** il faut agir davantage dans la recherche de financements, qui pourraient permettre de financer une partie des titres (l'Atelier s'engage à porter un projet en ce sens à l'association Georges Hourdin).

8) **Proposition de manuscrit hors collection :** Les ECLM feront parvenir aux éditeurs francophones une présentation du manuscrit d'Ousmane Sy. Les ECLM souhaitent proposer une coédition, hors de la collection Enjeux Planète.

Réunion des collectifs d'éditeurs indépendants

Participants : Araken Gomez Ribeiro (Liga Brasileira de Editoras, LIBRE, association de 100 maisons d'édition), Federico Ibáñez (Grupo Bibliodiversidad, association de 52 maisons d'édition espagnoles), Guido Indij (Editores Independientes de Argentina por la Diversidad Bibliografica, EDINAR, association de 31 maisons d'édition), Anita Molino (Federazione Italiana degli Editori Indipendenti, FIDARE, association de 90 maisons d'édition), Pablo Moya (Alianza de Editoriales Mexicanas Independientes, association de 15 maisons d'édition), Juan Carlos Sáez (Editores de Chile, EDIN, association de 35 maisons d'édition).

Au total, 323 maisons d'édition étaient donc représentées.

Ont également assisté à cette réunion José Tavares (Campo das Letras, Portugal) et Jacques Dos Santos (Chá de Caxinde, Angola).

Tout d'abord, après les présentations, chacun a présenté l'historique de nos collectifs respectifs, en décrivant les expériences, les objectifs, les succès et les échecs. Les principaux points qui sont ressortis de la discussion sont les suivants :

1. Il s'agit d'une démarche associative sans existence juridique. L'activité se base sur le travail personnel et collectif des membres, et cela sans ressources financières ni secrétariat spécifiques. Malgré cela, les collectifs présents parviennent à obtenir des soutiens financiers provenant de différentes sources : par exemple, à Buenos Aires, il existe des fonds pour l'édition que le collectif argentin a su mobiliser ; à Madrid, des ressources de la Municipalité permettent aux éditeurs du Grupo Bibliodiversidad d'être présents au Liber, le Salon du livre le plus important d'Espagne ; de même au Mexique, au Brésil et au Chili.

2. La participation collective aux foires, aux salons et à tout type d'initiatives publiques qui promeuvent l'édition indépendante et le concept de Bibliodiversité : à noter au Brésil la Primavera dos Livros, au Chili les Salons du Livre chilien et la présence collective dans les Foires internationales, au Mexique la présence collective lors de la Foire de Guadalajara, et en Espagne la « rue de la bibliodiversité » à la Foire de El Retiro, à Madrid.
3. Les actions de plaidoyer et d'influence pour la mise en place de législations et de politiques publiques, comme par exemple dans le cas du Chili.

À noter la proposition très intéressante de notre collègue angolais de promouvoir des échanges plus étroits entre éditeurs de différents réseaux linguistiques, afin de publier et de traduire des auteurs inconnus, d'un côté ou de l'autre de nos continents.

Il a été décidé :

1. De mettre en commun les expériences associatives pour enrichir les modes d'organisation et d'action, au niveau de chaque pays comme de chaque réseau, en utilisant les sites Internet des réseaux comme celui de l'Alliance ou le blog du Grupo Bibliodiversidad, ou simplement en invitant à connaître les sites ou blogs de chaque collectif.
2. D'échanger les catalogues des différents réseaux afin de favoriser des projets communs, en particulier les traductions dans les différentes langues latines, par exemple en créant des liens réciproques, sur toutes nos pages Internet, vers les pages des autres collectifs, ou directement vers les pages des éditeurs membres des collectifs.
3. Le Grupo Bibliodiversidad propose son Blogspot comme lieu d'échanges de nouvelles, d'expériences et de projets.
4. Initier un processus de coordination, dont la méthode n'a pas encore été spécifiée, mais qui pourrait notamment permettre de réaliser des Foires, Salons et Rencontres d'éditeurs indépendants, tant au sein de chaque aire linguistique qu'entre différentes aires linguistiques, et qui s'inscrive en complément des activités des éditeurs indépendants dans chaque pays.

5. En tout cas, outre les éditions communes qui peuvent être entreprises, nous avons parlé de la possibilité que dans chaque pays, les « collectifs frères » facilitent les activités des collectifs des autres pays, en facilitant par exemple la location de stands collectifs dans les différentes foires de chaque pays. Il s'agirait d'utiliser les capacités de chaque collectif national pour permettre à chaque collectif d'être présent dans les foires ou autres événements de chaque pays, afin de fonctionner comme un véritable réseau de réseaux.

Atelier sur les coéditions panafricaines

Liste des participants à l'atelier :

- Agnès ADJAHO, librairie Notre Dame – Bénin
- Marie Agathe AMOIKON-FAUQUEMBERGUE, éditions Eburnie – Côte d'Ivoire (en fin d'atelier)
- Isabelle BOURGUEIL, L'or des fous éditeur – France
- Agnès GYR-UKUNDA – éditions Bakamé – Rwanda
- Dorothée-Gérard HOUESSOU, éditions Le Flamboyant – Bénin
- Yasmin ISSAKA, éditions Graines de pensées – Togo
- Béatrice LALINON GBADO, éditions Ruisseaux d'Afrique – Bénin
- Jean-Claude NABA, éditions Sankofa & Gurli – Burkina Faso
- Marie-Michèle RAZAFINSTALAMA, éditions Prediff – Madagascar
- Rodney SAINT-ELOI, éditions Mémoire d'encrier – Canada
- Virginie SEGUINAUD, éditions Donnyia – Mali

Autres personnes présentes :

- Pierre ASTIER, Agence Pierre Astier & Associés ;
- Julien KILANGA-MUSINDE**,** Chef de la Division langue française et langues partenaires à l'Organisation Internationale de la Francophonie ;
- Bernard MAGNIER, directeur de la collection « Afriques » aux éditions Actes Sud ;
- Hélène KLOERCKNER, bénévole à l'Alliance travaillant sur le projet Ombre d'Imana et ses suites ;
- Marie FOURMAUX, bénévole à l'Alliance travaillant sur le projet Ombre d'Imana et ses suites.

Déroulement de l'atelier

1. Désignation du rapporteur de l'atelier

2. Présentation des participants

3 Témoignages sur les projets passés ou ceux en cours :

- **L'expérience « Terres d'écritures » :**

La collection « terres d'écriture » compte actuellement 2 titres : *Festins de la détresse* d'Aminata Sow Fall et *Une aiguille nue* de Nurrudin Farah. Isabelle Bourgueil raconte la coédition d'*Une aiguille nue.*

Plusieurs difficultés, plusieurs freins ont été soulevés quant à l'organisation et la mise en place de ces coéditions : des difficultés pour l'achat de droit et la traduction du titre *Une aiguille nue* (2e titre de la collection) ; la question de la réception de certains textes en Afrique : *Une aiguille nue* correspond-il réellement aux attentes du lectorat africain ? ; la question du travail éditorial en accord avec tous les autres coéditeurs : la notion de « pression » des uns avec les autres, la notion du temps de travail et de réflexion imposé aux coéditeurs : les éditeurs ont besoin d'un réel temps de réflexion, de lecture, d'informations ; la question des délais parfois non respectés impliquant des problèmes pour la constitution de dossiers d'aides et de subventions par exemple.

La difficulté du travail éditorial à plusieurs est évoquée par l'éditeur leader, ce qui amène à réfléchir sur le rôle de chaque coéditeur et sur une meilleure répartition des tâches et des responsabilités. Il a été fortement demandé « de réellement attendre » les réactions des coéditeurs avant de valider leur participation. En parallèle, il est souligné que parfois, le manque de réactivité des éditeurs ne facilite pas le travail de l'éditeur leader. Certaines frustrations ont été évoquées… notamment de la part des éditeurs au Sud, qui ont également soulevé le manque de concertation et de prise d'initiative qu'il leur incombe : certains ne se sentent pas assez impliqués dans les projets, n'ont pas assez la main mise sur la création… « Il ne faut pas que les coéditions pour les éditeurs au Sud deviennent uniquement de la sous-traitance ! »

Quelques pistes de réflexion ont ainsi été dégagées :

- Faut-il établir un calendrier plus adapté au temps de travail de tous les coéditeurs, autrement dit programmer les coéditions bien plus en amont ?
- Est-il possible de travailler à plusieurs sur un texte ?
- Ne faut-il pas réévaluer, ré imaginer l'identité de l'éditeur leader ? Est-ce un découvreur ? Est-ce le plus compétent linguistiquement (par rapport aux problèmes de la traduction) ?
- Ne faut-il pas systématiser les réunions entre les coéditeurs, organiser des tables rondes autour de la coédition et de la traduction ?
- Un protocole de travail ne serait-il pas nécessaire ?

- **La coédition panafricaine de *L'Ombre d'Imana* ;**

8 éditeurs ont participé à cette première coédition. Le livre a été imprimé en Tunisie, le coût de revient pour les éditeurs a été de 0,9 € par exemplaire.

Là aussi, suite à cette première expérience, des pistes de réflexion pour les coéditions à venir sont évoquées par les éditeurs :

- La provenance du texte est déterminante mais le texte doit être dans tous les cas conforme à l'idée de coédition. Cela en a été le cas pour cette coédition car tous les choix ont été soumis, réfléchis et validés en concertation ;
- La question des corrections sur le texte repose la difficulté de travailler à plusieurs sur un texte : pour *L'Ombre d'Imana*, Jean-Claude Naba déclare que certaines corrections qu'il souhaitait apporter n'ont pas été prises en compte par exemple.

Les résultats de vente de L'Ombre, quelles sont les retombées commerciales de ce type de coédition ? Au Bénin (Béatrice L. Gbado) déclare que *L'Ombre d'Imana* a connu un bon accueil, 1/3 du stock a été vendu, le prix de vente reste attractif pour le public ; au Burkina Faso, Jean-Claude Naba constate la même chose. Il raconte comment il a tenté en plus de faire circuler l'œuvre en province. Malgré ces témoignages, l'Alliance souligne le manque de données chiffrées sur la commercialisation des ouvrages : il n'y a pas assez de visibilité sur les retombées économiques de ces opérations de coédition… et pourtant, ces chiffres sont importants autant vis-à-vis des financeurs que des éditeurs au Nord.

Dans le prolongement de *L'Ombre d'Imana*, peut-on imaginer une collection panafricaine de « restitution des textes » ? Peut-on imaginer suivre l'œuvre entière d'un auteur (coédition Sud-Sud de toute l'œuvre d'un auteur) ou préfère t-on fonctionner aux coups de cœur pour un texte ?
Une fois de plus, il est rappelé que ce type d'opération ne doit pas devenir pour les éditeurs africains une simple manière d'être une succursale des éditeurs du Nord (mise en garde approuvé par tous sur la question de l'indépendance des choix de chacun et sur l'équilibre à trouver entre les projets).

Si une telle collection prend naissance, il est stipulé qu'il faut choisir une ligne directrice (des textes importants pour l'Afrique par exemple), une ligne éditoriale et graphique qui restent à définir.
Il est encore rappelé que :

- Chaque éditeur a la possibilité d'intervenir éditorialement dans le projet ;
- Il ne faut pas que la concurrence des auteurs africains édités au Nord vienne effacer l'existence des auteurs locaux ;
- La littérature africaine ne doit pas s'exiler pour exister et vivre ;
- La restitution, le retour à l'Afrique est une chose mais il est indispensable de penser à l'émergence des auteurs nationaux également. En effet, créer et réaliser un livre en Afrique est également l'occasion de former des illustrateurs, des auteurs, de sensibiliser les institutions, etc.

- Pierre Astier raconte l'expérience de « Jeli » au Mali ;
- Béatrice Lalinon Gbado relate l'expérience des collections « Libellule » et « Serin », collections qui sont nées à l'issue d'ateliers d'illustrateurs organisées par les éditions Ruisseaux d'Afrique.

- **Réflexions sur les projets 2007 :**

Sozaboy de Ken Saro-Wiwa (Actes Sud, 1998) et *De l'autre côté du regard* de Ken Bugul (Serpent à plumes, 2003).
Ces deux projets ne seront finalement pas évoqués durant la réunion mais les échanges sur ces deux coéditions se poursuivront à l'issue de la journée.

Quel doit être le rôle de l'Alliance pour ce type de coédition ? Plusieurs questions sont émises :

- L'Alliance doit-t-elle avoir une mission ou de diffusion ?
- Comment entre autres développer par l'intermédiaire de l'AILF la communication avec les librairies en Afrique ?
- L'Alliance a-t-elle une force de proposition au niveau de la création, par exemple dans les choix d'auteurs intermédiaires / choix d'auteurs divers représentant la bibliodiversité ;
- Un travail de communication auprès des lecteurs, des éditeurs, des institutions, etc. est à développer pour que ces auteur soient autant connus au Nord qu'au Sud = quel est le positionnement de l'AEI sur ce point ?
- L'Alliance doit également permettre une meilleure communication entre les éditeur, que les flux soient plus fréquents = besoin de centralisation, sur le site de l'AEI, des informations sur les projets de coéditions, sur le déroulement des projets, etc. (cf. espace membre déjà existant à réactiver).

Le programme prévisionnel d'actions 2008-2009

Méthode pour définir un programme prévisionnel d'actions

Le programme prévisionnel des actions de l'Alliance pour les deux années à venir peut se bâtir à partir d'une source principale, de deux sources secondaires. Une source principale, constituée de la liste des projets présentés par les réseaux linguistiques. Deux sources secondaires – moins évidentes mais néanmoins importantes – que sont la *Déclaration internationale des éditeurs indépendants* et les orientations générales telles qu'elles furent définies lors des Assises. En effet, nous verrons que la validation collective de ces deux documents lors des Assises nous « oblige » à des actions très concrètes, qu'il nous faudra certainement mener. Pour renforcer encore la « traçabilité » de nos informations, nous avons choisi d'indiquer à chaque fois dans le récapitulatif suivant, à quelle source peut se rattacher l'action envisagée.

Enfin, pour faire de ce programme prévisionnel un programme définitif, nous aurons besoin, en plus **d'un chiffrage approximatif** de ces opérations (voir *Quelques éléments du budget prévisionnel*), **d'une méthode** nous permettant de sélectionner et de prioriser – bref, de transformer des projet en actions concrètes, immobilisant des moyens (voir le document intitulé *A la croisée, ou comment transformer un projet en action ?*).

Programme prévisionnel d'actions de l'Alliance des éditeurs indépendants (2008-2009)

LA GOUVERNANCE DE L'ALLIANCE

Action prévue par les orientations générales

- Les coordinateurs des réseaux linguistiques (…) rencontrent au moins une fois par an, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'association, les membres du Bureau de l'Alliance.

- Les éditeurs francophones souhaitent que les coordinateurs se rencontrent au moins une fois par an, entre eux (spécificité réseau francophone).

LE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX

Action prévue par le réseau lusophone

- Elargissement du réseau en invitant les maisons d'édition portugaises Bizâncio, Afrontamento et Relógio d'Água à le rejoindre. Des invitations seront également lancées en direction d'éditeurs mozambicains et cap verdiens.

Action prévue par le réseau anglophone

- Au Royaume Uni, Verso et One World ; aux US, Interlink et Haymarket ; en Inde, nous voudrions inviter IPD Alternatives à se joindre à nous. Vous vous souvenez sans doute de la présentation de Ritu Menon ; IPD Alternatives est la structure de distribution de IPD en Inde. Nous aimerions les inviter à se joindre à nous en tant que membre collectif – en plus de IPD qui est déjà membre en tant que tel ; nous approcherons Suma Books au Pakistan et Mkuki Na Nyota en Tanzanie ; en Australie nous inviterons Ocean Press, Magabala Books et l'Institute of Aboriginal Development à nous rejoindre si ils le désirent – montrant ainsi notre volonté de faire en sorte que l'Alliance représente mieux les éditeurs des peuples natifs/indigènes ; en Nouvelle Zélande, nous approcherons Huia, et en Afrique du Sud, Lapa Books ; en plus de cela, nous essaierons d'en savoir plus sur une nouvelle alliance d'éditeurs qui a été récemment mise sur pied au Royaume Uni. Cette alliance représente à la fois des éditeurs (comme Faber et Profile Books) et des libraires indépendants.

Action prévue par le réseau arabophone

- Fatma EL BOUDY, éditions EL AIN (Egypte) désire adhérer

Action prévue par les orientations générales

- Renforcer, pour chaque réseau linguistique, les liens avec les libraires et les collectifs de libraires.

LES PROJETS EDITORIAUX : TRADUCTIONS ET COEDITIONS

Action prévue par le réseau francophone

- Les coéditions : coéditions panafricaines à la suite de *L'Ombre d'Imana* : *De l'autre côté du regard* de Ken Bugul et *Sozaboy* de Ken Saro Wiwa ; Serge D. Kouam propose 2 coéditions

(droits et thèses universitaires) ; Béatrice L. Gabdo propose des maquettes en attente de publication pour différentes collections jeunesse ; Réédition de *Histoire de l'Afrique noire* de Joseph Ki Zerbo : son 1er livre publié chez Hatier est absent d'Afrique : *L'Histoire générale de l'Afrique*, coédité par Edicef, Présence africaine et l'Unesco dont un des tomes *Histoire de l'Afrique noire* a été publié chez Hatier mais pas coédité. Projet de coédition qui intéresse plusieurs éditeurs ; *À quand l'Afrique* : réédition nécessaire car le tirage est épuisé et la demande est forte.

- Création d'un fonds d'aide à la traduction : faire un état des lieux des différentes possibilités d'aide à la traduction auprès des institutions et autres ; développer les échanges avec les autres réseaux linguistiques pour partager, écouter, « échanger » des auteurs (en marge de Francfort, pendant les RDV de l'AEI, lors des salons, etc.).

Action prévue par le réseau lusophone

- Publication du livre *Histórias do mar sem fim* (recueil de contes d'auteurs angolais, brésiliens, portugais et guinéens, et si possible mozambicains et cap verdiens). Le livre sera réalisé par Campo das Letras et imprimé par Pallas. Etude, par Vozes, Campo das Letras, Chá de Caxinde et Ku si mon, de la coédition du livre *A diplomacia não-governamental* (La diplomatie non gouvernementale). Coédition du livre O *desafio e o fardo do tempo histórico*, de István Mészáros, par Boitempo, Campo das Letras et Chá de Caxinde. Proposition d'achats conjoint de droits d'auteur.

Action prévue par le réseau anglophone

- Coédition du livre sur le Tribunal mondial sur l'Irak. Plusieurs éditeurs sont intéressés : Tulika, Fernwood, Metis, Interlink, Spinifex et Jacana. Le second projet est une série de livre ou un livre sur des concepts clés, qui offrirait un point de vue international sur des notions comme Démocratie, Droits de l'homme, Liberté, Révolution. Le propos est de re-instituer des perspectives / points de vue divers et pluriels sur des concepts qui ont été trop souvent utilisés dans le discours néo-libéral dominant. Un autre projet concerne un livre intitulé *Edward Said : en attendant les Barbares* (Edward Said: Waiting for the Barbarians) ; par ailleurs, un livre sur les fondements politiques et philosophiques du terrorisme.

Action prévue par le réseau arabophone

- Coédition du livre de Joël de ROSNAY, *L'Homme qui s'adapte* (titre en français ? *L'Homme symbiotique* ?) ; coédition du livre de Edgar MORIN, *Les 7 savoirs nécessaires à l'éducation du futur* ; coédition du livre de Alberto MANGUEL, *La Bibliothèque, la nuit ;* coédition d'un petit livre hors commerce, « étendard » du réseau arabophone : texte sur la situation de l'édition dans le monde arabe, spécificité du travail de l'édition en langue arabe, présentation de la démarche globale de l'Alliance et de la Déclaration qui sera issue des Assises de Paris.

Action prévue par le réseau hispanophone

- Mise en place d'une "Biblioteca de la emancipación", qui réunirait des oeuvres relatives aux 200 années de processus d'indépendance latinoamericaine (cela peut se faire sous la forme de coéditions ou d'éditions locales). Par ailleurs, plusieurs titres existants sont présentés, pouvant donner lieu à des éditions ou des coéditions : *La democratie en miettes* de Pierre Calame (Lom, Peisa, Laboratorio educativo, Libros de la Araucaria) ; Le *Dictionnaire critique sur la mondialisation* de GERM (Libros del Zorzal, Libros de la Araucaria, Editorial Txalaparta) ; *La geopolitique des drogues* de Alain Labrousse (Libros del Zorzal, Libros de la Araucaria, Laboratorio educativo, Editorial El colibrí, Plural editores). Les membres du réseau hispanophones proposent par ailleurs que, pour faciliter l'échange de titres en coédition, que soient defines des "aires thématiques" où les éditeurs s'inscriront – cela permettra de mieux connaître les centres d'intérêt de chacun.

Action prévue par les orientations générales

- Augmenter les aides à la traduction pour les ouvrages coédités par les membres du réseau.

LES OUTILS COLLECTIFS

Action prévue par le réseau francophone

- Pour le site Internet de l'Alliance : un espace réservé à la documentation (centre de ressources) ; la mise en ligne des titres qui ne sont pas soutenus sur le site de l'AEI. Réalisation de catalogues thématiques, etc. à l'occasion des salons. La newsletter *Bibliodiversité* : poursuite souhaitée par tous les éditeurs : inclure dans la diffusion les nouveaux membres et des éditeurs qui ne sont pas membres.

Action prévue par le réseau hispanophone

- Tous les sites des membres du réseau doivent présenter des liens avec le site de l'Alliance et les sites des autres membres du réseau – cela pourrait aussi prndre la forme d'un lien sur la page de l'Alliance présentant le réseau.

Action prévue par les orientations générales

- Mettre en place systématiquement des catalogues collectifs dans chaque réseau linguistique

- Le site Internet doit présenter une sélection des ouvrages publiés par les membres, qu'ils soient réalisés avec l'aide de l'Alliance ou non

- Privilégier la mise en place de catalogues collectifs liés à une manifestation particulière : catalogue collectif du réseau hispanophone pour la Foire du livre de Francfort, par exemple.

- Il s'agit, pour le site Internet, de créer un espace pour que chaque éditeur puisse présenter une sélection de ses titres – 4 par exemple. Cet espace serait traduit en 3 langues. Par ailleurs, la lettre d'information doit faire plus de place aux projets des réseaux linguistiques – ce qui n'est pas assez le cas aujourd'hui (spécificité réseau anglophone).
- Les éditeurs lusophones insistent sur la nécessité de pouvoir présenter leur catalogue en ligne en portugais ; il s'agirait aussi de favoriser par le site la promotion des auteurs de langue portugaise auprès des autres éditeurs membres de l'Alliance (spécificité réseau lusophone).

- Le site de l'Alliance devrait permettre une présentation exhaustive des catalogues des membres ; de plus, il s'agirait de réaliser des catalogues thématiques, qui pourraient très bien être interlinguistiques (spécificité réseau francophone).

LA COLLECTION ETAT DES LIEUX DE L'EDITION

Action prévue par le réseau francophone

- Le prochain dossier de la collection prolongera le travail amorcé durant les Assisses, en reprenant les propositions en faveur de la bibliodiversité ; par ailleurs, le sujet d'un prochain titre de la collection a été unanimement plébiscité. Il s'agit de faire un livre destiné au grand public afin de l'informer et le mobiliser sur la difficulté que traverse le milieu de l'édition indépendante (ainsi que celui de la librairie) actuellement. Le but est de sensibiliser la société et les citoyens face aux conséquences de leurs choix en tant que « lecteurs-consommateurs ».

- Au sujet de la collection « État des lieux », la très grande qualité et l'importance des dossiers couverts est soulignée ; on déplore en revanche la circulation/diffusion limitée actuelle due au fait que l'Alliance ne soit pas un éditeur à proprement parler. Il est donc suggéré d'instituer, un peu à la façon de la collection « Enjeux Planète », un système de codiffusion. En somme, il s'agirait qu'un éditeur par pays prenne en charge la distribution et la diffusion des ouvrages.

Action prévue par le réseau anglophone

- Mise en place d'une version anglaise de la collection « Etat des lieux de l'édition », en commençant par un petit livre sur le concept de Bibliodiversité. Ce n'est pas un concept très connu dans le monde anglo-saxon, il est intéressant de le promouvoir. Nous aimerions avoir des textes d'Inde, de France (peut-être un texte de Françoise Benhamou et / ou de Jean-Yves Mollier), d'Australie (un texte par Susan Hawthorne), d'Afrique du Sud et des USA (par André Schiffrin).

Action prévue par le réseau hispanophone

- Nous proposons d'étudier la possibilité de réaliser une publication dans la collection Etat des lieux centrée sur la bibliodiversité prenant en compte le fait qu'il existe déjà beaucoup de chose sur le thème de la diversité culturelle, mais bien peu spécifiquement sur la diversité et l'industrie du livre.

RENCONTRES DU RESEAU, PRESENCE AUX SALONS ET FOIRES DU LIVRE

Action prévue par le réseau francophone

- La FILDAK à Dakar en décembre 2007 : prochaine rencontre du réseau ? Québec 2008 ? Il est demandé que l'Alliance contacte les organisateurs du Salon du livre de Québec 2008 pour voir s'il est possible d'y faire inviter des éditeurs (même si les dates sont pratiquement les mêmes que pour celui de Genève) ; Bruxelles 2008 (cf. Pierre Bertrand) ; Montreuil et Genève : Bakamé et Ruisseaux d'Afrique souhaiteraient être présents ; Salon du livre africain de l'Unesco : possibilité d'y participer ? Salon du livre en langues africaines en 2008.

- Sur la question des salons, tous ont apprécié leur expérience à Paris en 2006 où l'Alliance avait un stand collectif et plusieurs souhaiteraient que l'Alliance poursuive en ce sens. Cependant, la cherté du salon reste un gros frein — et on évoque d'autres salons en région qui pourraient s'avérer des alternatives intéressantes (Saint-Malo, Angoulême…). On relève également la difficulté logistique concernant l'acheminement des livres (on en revient aux coûts de transport…).

- En terme de « stratégie » pour les autres salons et pour améliorer la communication des éditeurs auprès du public, on parle d'avoir plutôt recours à des catalogues collectifs qui pourraient par la suite être distribués par chaque éditeur présent sur les différents salons (de son pays ou, tant mieux si à l'international !). Sur la question des catalogues, plusieurs éditeurs estiment que des catalogues thématiques inter-réseaux linguistiques s'avéreraient plus porteurs. La question n'a pas été tranchée.

- Il est suggéré, qu'en marge des salons internationaux où plusieurs de nous seraient présents, de créer des rencontres pour spécifiquement discuter et échanger sur nos auteurs et catalogues respectifs dans le but de développer des projets.

Action prévue par le réseau lusophone

- Organisation d'une rencontre du réseau en 2008, en Angola ou au Portugal.

Action prévue par le réseau anglophone

- Nous espérons nous réunir à nouveau en février 2008 juste après la foire du livre de Delhi pour discuter de nos projets concrets.

Action prévue par le réseau arabophone

- Une rencontre annuelle au moins du réseau, soit lors de la Foire du livre de Beyrouth en décembre 2007 soit lors de la foire du livre du Caire en janvier 2008.

Action prévue par les orientations générales

- Favoriser plus les rencontres et les participations aux salons et foires du livre

- Organiser systématiquement des rencontres internationales par réseaux linguistiques une fois par an, si possible en marge ou en amont d'un salon du livre.

- Favoriser la présence des éditeurs indépendants à des rencontres ou des débats entre professionnels du livre et de la lecture (par exemple à l'occasion de Salons du livre).

INFORMATION, DOCUMENTATION, ECHANGE D'EXPERIENCE

Action prévue par le réseau francophone

- Mise en place d'un Centre de recherches / centre de documentation et d'études : pour les éditeurs, l'Alliance doit de plus en plus jouer ce rôle de pôle d'études, de centre de ressources (capitalisation des expériences, etc.) : sur les taxes sur les livre : une action doit être menée pour lever ce verrou ; sur le don du livre : pratique qui gêne l'émergence de l'édition locale et déresponsabilise les lecteurs. Il faut moraliser une pratique qu'on ne peut pas empêcher : le don oui, mais à certaines conditions afin de réduire la « pollution » économique, commerciale et intellectuelle = une action pourrait être menée pour le Salon du livre de Genève en mai 2008, conjointement à une table ronde sur la question ? sur le manuel scolaire et les pratiques des appels d'offre (voir Marie Agathe Fauquembergue, Marie Michèle Razafintsalama, Gilles Colleu pour témoignages de leurs expériences).

Action prévue par le réseau hispanophone

- Il s'agirait de réaliser une base de données sur la bibliodiversité, pour que les membres de l'Alliance puissent disposer d'infrmations permettant de renforcer leurs activités. Nous proposons au secrétariat – avec l'appui des membres du réseau – de créer un espace sur le site Internet présentant les documents, ou les liens les plus importants sur ce sujet tout en permettant d'alimenter ces données en permanence. Par exemple : Convention de l'UNESCO, déclarations des éditeurs indépendants, documents du Cerlalc, décisions gouvernementales, etc.

Action prévue par les orientations générales

- Mettre en place des bourses pour faciliter les séjours et les échanges d'expérience et de pratiques entre éditeurs.

PLAIDOYER

Action prévue par le réseau hispanophone

- Il faut élaborer une campagne au niveau de toute l'Alliance avec comme objectif central de définir des régulations qui contribueront à équilibrer les échanges inégaux du livre entre les pays du centre et de la périphérie. Cette campagne nécessite : a) l'étude des échanges commerciaux ; b) de réunir les informations sur les législations nationales, sur les accords commerciaux ; c) une étude sur les posibles modalités de régulation (achat par les bibliothèques, aides à la promotion et à la distribution, etc.).

Action prévue par les orientations générales

- Renforcer la présence de l'Alliance auprès des institutions internationales pour les sensibiliser aux enjeux de l'édition indépendante (UNESCO, Union Latine, OIF, etc.). Développer les interpellations et les appels adressés aux pouvoirs publics (État, Région, Municipalité, etc.).

- Le réseau lusophone insiste sur le rôle que peut jouer l'Alliance vis-à-vis des pouvoirs publics pour les encourager à mieux protéger l'édition indépendante et le livre vu comme bien culturel. Il s'agirait en particulier de plaider en faveur d'une régulation de l'action prédatrice des grands groupes étrangers dans les pays du réseau lusophone ; de dénoncer les achats gouvernementaux auprès des grands groupes éditoriaux et d'encourager les politiques d'achat tournées vers les éditeurs indépendants ; de promouvoir auprès des pouvoirs publics l'importance de l'achat d'oeuvres d'auteurs régionaux ou locaux ; d'intervenir en faveur de la participation des éditeurs indépendants dans les foires nationales et internationales ; d'encourager la mise en place de politiques publiques de formation des lecteurs ; de sensibiliser les bibliothèques à l'achat d'auteurs nationaux (spécificité réseau lusophone).

Action prévue par la Déclaration

- Par nature, le texte de la Déclaration peut donner lieu à des « déclinaisons » sous la forme d'opération de plaidoyer. Des textes présentant des constats, mettant en avant des propositions, et comportant – ou non – une liste de signataires pourraient être produits sur les thèmes de la Déclaration suivant : les différentes formes de censure et l'amoindrissement de la liberté d'expression ; la nécessité de la mise en place de fonds d'aide à la traduction ; sur la nécessité de produire et de gérer localement l'édition scolaire ; sur la révision de l'accord de Florence et sur le respect du protocole de Nairobi ; sur le don de livre… A partir des textes produits pourraient s'organiser des campagnes de diffusion.

AUTRES PROJETS

Action prévue par le réseau francophone

- La création d'un prix littéraire Ben Khader ; l'idée de faire des actions dans la rue a été avancée, quelque chose qui frapperait l'opinion publique et aurait le pouvoir de faire beaucoup et rapidement pour conscientiser et mobiliser la société et ses citoyens. Ces manifestations, festives de préférence, pourraient se faire en marge d'événements où un bon nombre d'éditeurs sont présents. Exemples d'actions : « s'attacher » aux grilles des bibliothèques publiques, piqueter devant les grandes surfaces (Virgin et autres de ce monde), distribuer des livres gratuitement ET dédicacés par les auteurs (plutôt qu'ils accumulent la poussière) — conséquence de leur inutilité suite au contexte actuel, etc.

Action prévue par le réseau hispanophone

- Il est proposé de créer un groupe transversal qui travaillerait à approfondir le thème des nouvelles technologies mises en relation avec l'édition et les changements possibles dans le domaine des droits d'auteur.

- Pour les futures opérations de promotion de la bibliodiversité et des actions de l'Alliance, il serait bon d'avoir recours à des "ambassadeurs de la bibliodiversité". Les ambassadeurs – membres de l'Alliance – se rendraient dans un pays d'un autre continent que le leur (dans une logique de préférence sud-sud). A charge pour les membres locaux de l'Alliance d'organiser son agenda pour permettre un maximum de diffusion des préoccupations de l'Alliance.

Action prévue par le réseau lusphone

- Projet de distribution des livres brésiliens au Portugal, par Campo das Letras.

Action prévue par le réseau anglophone

- Nous avons l'idée de mettre en place un atelier ou une rencontre interculturelle consacrée à l'e-edition (e-books, numérisation, etc.), avec Paulo Slachevsky (LOM, Chile).

A la croisée, ou comment transformer un projet en action ?

Pour passer d'un projet à une action concrète – nécessitant la mobilisation de moyens, il s'agit de sélectionner et de définir le niveau de priorité. Pour éviter l'arbitraire, **il s'agit de suivre un minimum de méthode**. Elle est très simple : elle doit nous permettre de vérifier si le projet correspond aux attentes de nos membres, et avec quelle « intensité ». Les Assises nous ont outillé ; il est possible aujourd'hui de nous appuyer sur les trois documents que nous avons utilisés déjà pour dresser la liste des actions prévisionnelles de l'Alliance – Déclaration, orientations majoritaires et attentes des réseaux linguistiques.

La Déclaration internationale des éditeurs indépendants

Véritable texte politique de l'Alliance, notre Déclaration est un texte long, assez complet dans le panorama et les recommandations qu'il préconise. Il évoque successivement les thèmes suivants (en dehors des constats du préambule) :

- Dénonciation et lutte contre les différentes formes de censure
- La liberté d'expression en danger
- Les traductions, condition du dialogue interculturel, en danger ; appel au renforcement des soutiens à la traduction
- Les coéditions comme un des instruments du dialogue interculturel
- Souveraineté des états en matière de politiques culturelles
- Révision de l'accord de Florence et respect du protocole de Nairobi
- Mise en place des conditions pour une édition scolaire locale
- Un environnement fiscal favorable à l'industrie du livre
- Communauté de destin avec les libraires indépendants
- La dérégulation inquiétante de la distribution
- Les bibliothèques publiques maillon à part entière de la chaîne du livre
- Lois équilibrées en matière de droits d'auteur
- L'accès aux nouvelles technologies

- Volonté de résistance et d'action collective
- Légitimité de l'Alliance
- Appel aux regroupements d'éditeurs à tous les niveaux.

Pour devenir une action de l'Alliance, un projet devrait se trouver au croisement d'un maximum de thèmes listés ici. Par exemple, une opération de traduction couplée à un processus de coédition à partir d'un livre traitant d'un thème censuré dans certains pays sera au croisement de : TRADUCTION, COEDITION, LIBERTE D'EXPRESSION, CENSURE. Ce n'est qu'un exemple, certes un peu idéal, mais qui permet de bien illustrer notre propos. Plus les croisements avec des thèmes de la Déclaration seront nombreux, plus le projet pourra être sélectionné et/ou priorisé.

Les orientations majoritaires de l'Alliance

Telles qu'elles ont été définies par la majorité et confirmées lors des Assises, elles doivent être prises en compte pour évaluer le degré de pertinence d'une action demandant le soutien de l'Alliance. Ainsi, une rencontre internationale se tiendra de préférence en marge d'une foire ou d'un salon du livre ; les coéditions devront compter au moins 3 membres de l'Alliance pour ouvrir droit à un soutien, etc. Là encore, plus un projet sera en résonance avec un grand nombre d'orientation, plus il sera susceptible de devenir une action.

Les attentes des réseaux linguistiques

Les attentes - définies collectivement - des réseaux linguistiques doivent bien entendu être étudiées en priorité – elles passent par exemple avant tout projet proposé par l'équipe permanente ou par un tiers. Plus une attente est transversale à plusieurs réseaux, plus elle est prioritaire. Il semble essentiel de rajouter un critère concernant **le potentiel de croisement entre réseau** d'un projet. Il s'agit non pas de constater seulement que la demande provient de plusieurs réseaux (information présente dans la rubrique Attente des réseaux), mais de préciser si, à nos yeux, le projet dispose d'un potentiel de croisement entre réseau, et si oui, en quoi. Par ailleurs, il serait souhaitable que l'emprunte écologique de chaque projet soit prise en compte lors de leur étude**.** Cette méthode de travail a été adoptée par le Bureau du 18 septembre 2007.

Un exemple

Documents sources	Projet 1	Projet 2	Projet 3
DECLARATION	Correspond aux thèmes X, Y et Z : au croisement de 3 thèmes	Correspond aux thèmes X et Y : au croisement de 2 thèmes	Correspond au thème X
ORIENTATIONS GENERALES	Correspond aux orientations X et Y : au croisement de 2 orientations	Peu de correspondance	Correspond à l'orientation X
ATTENTES DES RESEAUX	Pas de demande de la part des réseaux (initiative équipe)	Correspond aux attentes des réseau X, Y et Z.	Correspond à la demande du réseau X
CROISEMENT ENTRE RESEAUX	Croisement potentiel x et y (même si pas de demande)	Croisement x, y et z.	Pas de croisement identitifable
A LA CROISEE	**Au croisement de 5 préoccupations de l'Alliance, sans demande des éditeurs.**	**Au croisement de 5 préoccupations de l'Alliance, avec une forte demande des éditeurs.**	**Au croisement de 3 préoccupations de l'Alliance.**

Etudier un projet à la lumière de ces 3 documents et montrer à chaque fois en quoi il se positionne à la croisée de plusieurs thèmes / orientations / attentes, ne doit pas conduire à une pratique trop procédurière, empêchant les innovations et les intuitions. Tout au plus s'agit-il d'un guide, d'une pratique saine, qui nous permet de sélectionner un projet, de le prioriser, de lui attribuer des moyens pour le mettre en action. Cette méthode nous aidera aussi à montrer autant que possible les liens existants entre les actions soutenues et l'ensemble des décisions prises par les éditeurs lors des Assises – elle serait, en ce sens, un élément du *reporting*.

Enfin, les résultats pourront être pondérés par l'importance des moyens que la mise en oeuvre du projet nécessiterait. Le chiffrage de chacun des projets est une donnée essentielle pour prioriser : ceux qui entrent dans les « marges de manœuvre financières » de l'Alliance sont plus faciles à transformer en action. Mais ce paramètre ne doit pas pour autant primer sur les autres ; si un projet est à la croisée de très nombreuses préoccupations de l'Alliance, mais très coûteux, il pourrait donner lieu à des recherches de financement spécifiques.

Par ailleurs, il est essentiel aussi de pouvoir débattre de la sélection et de la priorisation avec les éditeurs eux-mêmes – à travers les coordinateurs par exemple, même si l'équipe permanente de l'Alliance conserve tout de même un certain rôle de « garant » des décisions des Assises.

Quelques éléments du budget prévisionnel 2008-2009

Le budget 2008-2009 de l'Alliance des éditeurs indépendants est considéré à la date de son élaboration comme « hautement prévisionnel ». Il s'agit donc d'une prévision des dépenses qui seront liées, dans les deux années à venir, aux actions menées et aux frais de gestion du réseau.

Il a été construit à partir des attendus de la *Déclaration internationale des éditeurs indépendants*, des orientations générales et du programme prévisionnel d'action issus des Assises internationales de l'édition indépendante. Le budget prévisionnel répertorie ainsi toutes les actions ayant fait l'objet d'une validation collective. Il nous apparaissait important de donner à tous les membres de l'Alliance quelques indications sur les coûts que devraient engendrer nos actions. Ces informations – tout aussi imparfaites soient-elles – donnent donc une idée assez précise de ce que pourrait être dans le meilleur des cas l'Alliance au cours des deux prochaines années, ce qu'il s'agirait de réaliser pour parvenir à répondre au plus près aux demandes qui ont été formulées lors des Assises.

Nature des frais et éléments de budget

Les frais de la structure associative (temps de travail et charges induites, fournitures, etc.) ne dépassent pas 20 % du total des budgets obtenus, une fois déduits les salaires et charges spécifiquement dédiées aux actions. L'association se situe en ce qui concerne ces frais dans les fourchettes qui se pratiquent habituellement dans les ONG du Nord. Nous ne sommes pas ici plus remarquables que d'autres.

Les frais liés aux actions de terrain – celles qui vous intéressent en premier lieu – représentent donc environ 80 % du budget prévisionnel total. Nous détaillons ci-dessous quelques unes d'entre elles, sans toutes les citer bien entendu ; nous insisterons particulièrement sur les actions innovantes, qui sont directement issues des Assises.

- 10 000 euros sur 2 ans seraient dédiés à une ou deux rencontres des coordinateurs des réseaux linguistiques avec les membres du Bureau de l'Alliance – comme demandé dans les orientations générales.

- Le site Internet – qui nécessite d'être redéployé pour la nouvelle période – ainsi que la lettre d'information *Bibliodiversité*, se verraient dotés de 10 000 euros pour deux ans.

- Vous avez souhaité la création d'un centre de ressources et de documentation *on line*, à la fois sur des informations pratiques et professionnelles, à la fois sur la bibliodiversité – 4 000 euros seraient dédiés à ce développement.

- Nous avons bien entendu les demandes concernant la nécessité de conduire une réflexion sur un prix de l'édition indépendante ; mais les modalités de ce prix restent à déterminer. Ainsi, une petite étude préalable serait menée pour en définir les contours (2 000 euros).

- Pour favoriser l'activité des réseaux linguistiques, nous souhaitons mobiliser environ 15 à 20 000 euros par an pour chacun d'entre eux (6 réseaux au total). Cette somme représenterait une participation aux frais de rencontre, aux projets de coéditions, aux actions de plaidoyer, aux outils collectifs. Une partie de ces budgets devra être consacrée à un fonds d'aide à la traduction. Malgré le réel effort financier que cela représenterait pour l'Alliance, il est bien évident que ces sommes ne pourront couvrir toutes les activités de certains réseaux. Il est donc essentiel que d'autre financements – ne passant pas par l'association – viennent renforcer les capacités d'action des réseaux linguistiques.

- Nous aimerions disposer de 10 000 euros sur deux ans pour mettre en place les Ambassadeurs de la bibliodiversité (voir compte rendu du réseau hispanophone) et de 10 000 euros supplémentaires pour favoriser les séjours professionnels des éditeurs membres chez leurs collègues d'autres pays.

- Une rencontre thématique et interlinguistique sur l'édition numérique et les logiciels libres pourrait être organisée – 10 000 euros seraient réservés à cet effet.

- Un soutien direct de 1 000 euros par an serait apporté aux collectifs d'éditeurs indépendants membres de l'Alliance. Si vous avez souhaité que l'Alliance reste essentiellement un mouvement de maisons d'édition individuelles, vous n'en acceptez pas moins l'importance de soutenir le regroupement des éditeurs indépendants à tous les niveaux (voir le dernier paragraphe de la Déclaration).

- Enfin, nous espérons pouvoir reconduire des opérations de stand collectifs, telles que nous en avons menées au salon du livre de Paris et de Montreuil. Ces stands sont une occasion de renforcer la solidarité et la mutualisation entre membres de l'Alliance, tout en faisant acte de commerce. 12 000 euros seraient affectés à ces opérations.

Dans le budget prévisionnel 2008-2009, les actions programmées représenteraient une somme totale de 245 000 euros – sur deux ans donc. Nous avons commencé à entamer les négociations avec nos partenaires principaux pour pouvoir transformer ces prévisions en réalités. Bien entendu, nous restons tout à fait pragmatiques à ce propos ; si nous travaillons autant que possible à réunir ces financements, **le programme d'action sera réajusté selon les moyens disponibles.** Par ailleurs, les actions non réalisées mais estimées essentielles sans pour autant être urgentes, pourraient être basculées sur la période budgétaire suivante. Quoi qu'il en soit, avec ce bref exposé de la « réalité des chiffres », il est évident que toute aide sur la collecte des fonds sera la bienvenue !

Annuaire des participants

Sinidu ABEBE (Éthiopie)

Sinidu Publishing House
PO Box 21728 – code 1000
Addis Abeba
ETHIOPIE
Tél. : + 00 251 09 11 40 71 42
E-mail : sendab37@yahoo.com

Pendant 10 ans, Sinidu Abebe a collaboré en tant que journaliste à de nombreux périodiques. Ne pouvant plus poursuivre son métier dans de bonnes conditions, elle se lance alors dans l'édition, convaincue qu'il est de son devoir d'informer le public. Le premier texte qu'elle publie, un ouvrage traitant des quartiers chauds d'Addis Abeba, rencontre un véritable succès. L'ouvrage de Tedbabe Tilahun se vend en trois ans à 18 000 exemplaires. Son second titre traite du monde de la justice éthiopienne – sa corruption, ses perversions. Elle a aussi publié une anthologie de poèmes et de nouvelles.

Nouri ABID (Tunisie)

Éditions Med Ali
Rue Med Chaabouni / Imm. Zarkaa
3027 Sfax
TUNISIE
Tél. : + 00 216 74 407 440
Fax : + 00 216 74 407 441
E-mail : caeu@gnet.tn

Créées en 1983, parmi les premières maisons d'édition privées en Tunisie, les éditions Med Ali (Mohamed Ali Hammi) se sont attachées à faire connaître de nouveaux auteurs dans le domaine de la critique littéraire, de l'histoire, de la philosophie, de la civilisation et du parascolaire. La maison d'édition a pratiqué la coédition avec des institutions universitaires et d'autres éditeurs du monde arabe. Elle participe à l'amélioration du métier du livre à travers les organisations représentatives : l'Union des éditeurs tunisiens et l'Union des éditeurs arabes.

Agnès ADJAHO (Bénin)

Librairie Notre-Dame (Cotonou) et Présidente de l'Association Internationale des Libraires Francophones (AILF)
AILF S/c BIEF
115, boulevard Saint-Germain
75006 PARIS
FRANCE
Tél. : + 33 (0)1 44 41 13 24
E-mail : contact@librairesfrancophones.org
Site : www.librairesfrancophones.org

L'association Internationale des Libraires Francophones (AILF) a été créée en 2002 au Salon du livre de Paris. Elle est née d'une demande des libraires, répartis aux quatre coins de la planète, souvent isolés, souhaitant constituer un réseau de professionnels et par là même, faciliter la circulation et la diffusion des livres dans l'espace francophone. Elle se donne pour missions d'assurer une plus grande diffusion de la langue française et de toutes les cultures où elle s'exprime, notamment à travers des opérations de promotion de la littérature francophone (comme la Caravane du livre en Afrique de l'Ouest), de préserver un maillage de librairies en accompagnant la professionnalisation de ses membres, et de développer des mécanismes de partage et de solidarité verticaux et horizontaux entre libraires du Nord et du Sud, comme entre libraires du Sud, et entre libraires du Nord, par le développement d'échanges interculturels et d'outils coopératifs et mutualisés comme le site Internet de l'AILF. Aujourd'hui plus de 100 libraires, répartis sur des zones francophones du Nord et du Sud, adhèrent à l'association. Association de loi 1901, l'AILF fonctionne autour d'un conseil d'administration et d'un siège social basé à Paris.

Joaquim ADJOVI (Bénin)

Président d'Afrilivres, collectif d'éditeurs indépendants regroupant 55 maisons d'édition d'Afrique francophone au sud du Sahara

01 BP 367 Recette principale
Cotonou
BENIN
Tél. : + 00 229 90 94 66 28 / + 00 229 97 59 46 00 / + 00 229 21 33 43 01
Fax : + 00 229 21 33 73 66
Email : star_editions@yahoo.fr
Site : www.afrilivres.com

L'association des éditeurs francophones d'Afrique au sud du Sahara, Afrilivres, dont le siège se trouve à Cotonou, est une association à but non lucratif, créée en 2002 et régie par la loi 1901, qui se donne pour vocation de créer pour les éditeurs africains d'expression française au sud du Sahara, un espace de promotion du livre africain et d'échanges sur la vision du développement culturel dans les pays africains.

Afrilivres s'emploie à offrir aux créateurs africains, plus de débouchés pour rendre visibles leurs œuvres. La réalisation de ces objectifs est rendue possible grâce à la présence de l'association aux diverses manifestations du livre telles que les salons, les caravanes ou encore les festivals du livre, etc. Certains outils indispensables sont utilisés par l'association dont un site web www.afrilivres.com pour la promotion des livres, des partenaires pour la diffusion au Nord et une centrale de distribution domiciliée au siège de l'association à Cotonou pour la commercialisation des livres. À la fin de l'année 2006, Afrilivres regroupait une quarantaine d'éditeurs membres.

Silvia AGUILERA (Chili)

Lom editorial
Maturana 9
Santiago
CHILI
Tél. : 00 56 2 688 52 73
Fax : 00 56 2 696 63 88
E-mail : silvia@lom.cl
Site: www.lom.cl

Lom Ediciones, maison d'édition fondée en 1990, commence son travail avec le sauvetage de la mémoire et de l'histoire sociale, politique, littéraire et culturelle du Chili des dernières décennies du XXe siècle ; Lom se veut un espace pour la création, la réflexion et la critique. Lom édite de la poésie, des récits, du théâtre, des ouvrages de sciences humaines, d'éducation et de photographie, d'auteurs reconnus mais aussi nouveaux. Lom dispose d'un catalogue actualisé de 850 titres, et publie chaque année 80 nouveaux titres, d'auteurs chiliens, latino américains et autres. Lom est membre du réseau d'éditeurs indépendants, avec les éditions Era, Trilce et Txalaparta, et de l'association des Éditeurs du Chili.

Bahman AMINI (Iran-France)

Éditions Khavaran
14 Cour de Vincennes
75012 Paris
France
Tél. : + 33 (0)1 43 43 76 96
E-mail : khavaranbooks@gmail.com

Maison d'édition et librairie basées à Paris, Kharavan est un des hauts lieu de création et de diffusion du livre en farsi. Aujourd'hui, le dynamisme des maisons d'édition de la diaspora permet la survivance d'œuvres littéraires qui ne pourraient pas être publiées en Iran.

Marie-Agathe AMOIKON FAUQUEMBERGUE (Côte d'Ivoire)

Éditions Éburnie
1 BP 1984
Abidjan 01
CÔTE D'IVOIRE
Tél. : + 00 225 20 21 57 58
Fax : + 00 225 20 21 45 46
E-mail : amoikon.ma@aviso.ci

SARL au capital social de 10 000 000 F CFA, les Éditions Éburnie ont été créées en décembre 2001 par Marie-Agathe Amoikon Fauquembergue. La maison d'édition a pour but d'insuffler une nouvelle image au monde de l'édition en publiant des ouvrages de qualité, en favorisant l'émergence de nouveaux auteurs et en développant de nouvelles collections ainsi que de nouveaux genres non encore implantés en Afrique (romans policiers...). Les éditions Éburnie ont débuté véritablement nos activités en février 2002. À ce jour, existent deux collections enfantines de 5 titres chacune en coédition avec Ganndal (Guinée), Cérès (Tunisie) et Ruisseaux d'Afrique (Bénin). La distribution est assurée par un réseau de librairies dans les pays suivants : Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Mali, Sénégal, Cameroun, Niger, Guinée, Burkina-Faso.

Pascal ASSATHIANY (Québec – Canada)

Éditions du Boréal
4447, rue Saint-Denis
H2J 2L2 Montréal
QUÉBEC
CANADA
Tél.: + (514) 287 7401 (poste 326)
Fax.: + (514) 287 7664

Les Éditions du Boréal, fondées en 1963, occupent aujourd'hui une place de tout premier plan sur la scène québécoise, tant pour le prestige des auteurs publiés que pour son dynamisme commercial. Le catalogue de la maison compte plus de 1 400 titres de littérature générale et propose des ouvrages qui appartiennent à plusieurs genres : roman, nouvelles, théâtre, poésie, essais, documents, études, ouvrages historiques et romans de littérature jeunesse.

Pierre ASTIER (France)

Agence Pierre Astier & Associés - Literary and Film Agency
4, rue Frédéric-Schneider, hall 10
75018 Paris
FRANCE
Tél. : + 33 (0) 1 53 28 14 52
E-mail : pierre@pierreastier.com
Site : www.pierreastier.com

Fondateur et gérant de l'Agence Pierre Astier & Associés, Literary and Film Agency, Pierre Astier représente des auteurs et des éditeurs français. Après avoir travaillé pendant dix ans dans le monde de l'art (Galerie Karl Flinker-Paris, Centre Georges Pompidou-Paris, Palazzo Grassi-Venise), il fonde en 1988 la revue littéraire *Le Serpent à Plumes*. En 1993, il crée avec Claude Tarrène la maison d'édition du même nom, spécialisée dans la littérature contemporaine internationale ; elle comprend au départ deux collections : « Fiction française » (Gisèle Pineau, Emmanuel Dongala, Eric Faye, Amin Zaoui, Dany Laferrière, Abdourahman A. Waberi, etc.) et « Fiction étrangère » (Timothy Findley, Margaret Atwood, Nuruddin Farah, Joao Ubaldo Ribeiro, John Cheever, etc.). Un an plus tard, il crée avec Tania Capron la collection de poche « Motifs » à laquelle viendront s'ajouter les collections « Essais et Documents », « Musiques », « Serpent noir » et « Désordres ». En septembre 2004, Pierre Astier et Alexandre Civico, agent-associé dans l'agence littéraire Lora Fountain & Associates, créent l'agence littéraire et artistique Astier & Civico, qui devient l'Agence Pierre Astier & Associés, Literary and Film Agency en 2006.

Françoise BENHAMOU (France)

Économiste
Centre d'économie de la Sorbonne
106/112 bd de l'Hôpital
75647 Paris Cedex 13
FRANCE
Fax : 00 33 1 44 07 83 36
Téléphone : 00 33 1 44 07 81 32
E-mail : francoise.benhamou@univ-paris1.fr

Spécialisée dans l'économie de la culture et des médias et la propriété intellectuelle, Françoise Benhamou est actuellement professeur à l'Université de Rouen, membre du Groupe d'analyse stratégique des industries culturelles et de communication, auprès du Ministre de la Culture, parmi de nombreuses autres fonctions. Elle a publié dernièrement *Les dérèglements de l'exception culturelle. Perspectives européennes*, Paris, Le Seuil, 2006, et *Droit d'auteur et copyright*, avec J. Farchy, Paris, La Découverte (« Repères ») 2007.

Bichr BENNANI (Maroc)

Tarik éditions
321, boulevard Brahim Roudani
20100 Casablanca
MAROC
Tél. : + (212) 22 25 90 07 / + (212) 22 25 23 57
Fax : + (212) 22 23 25 50
E-mail : tarik.edition@wanadoo.net.ma
Site : www.tarikeditions.com

Les éditions Tarik, basées à Casablanca (Maroc) sont dirigées par Bichr Bennani et Marie-Louise Belarbi, par ailleurs tous les deux, membres fondateurs de l'Apell (Association pour la Promotion de l'Edition du Livre et de la Lecture). Depuis sa création, en 2000, cette maison d'édition indépendante est engagée dans les débats qui animent le monde contemporain. Elle s'est donnée comme objectif d'explorer les thèmes de l'histoire et de l'actualité, de la société et de la mémoire.

Pierre BERTRAND (Belgique)

Éditions Couleur livres
Rue Lebeau, 4
6000 Charleroi
BELGIQUETél. : +32 (0)71 32 63 22
Fax : +32 (0)71 32 63 22
E-mail : couleurlivres@skynet.be
Site : http://www.couleurlivres.be

Les éditions Couleur livres en Belgique, anciennement Éditions Vie ouvrière, comptent 200 titres actualisés au catalogue, avec une production de 25 titres par an. Fidèle à l'esprit qui a guidé 50 ans de publications rigoureuses, critiques et accessibles, Couleur livres se révèle, avec ses partenaires, comme l'un des pôles importants de l'édition progressiste et associative en Belgique et en francophonie. Couleur livres est une édition sans but lucratif, engagée, indépendante, pluraliste et proche des associations et organisations. Une édition qui allie impertinence et découverte, mais aussi originalité, lisibilité et rigueur.

Éditeur généraliste, Couleur livres publie d'abord des essais et analyses sur les questions et débats de société, tant sur le plan régional que national et international. Elle est aussi active en éducation et en formation aux sciences humaines (pédagogie, histoire, économie, sociologie, psychologie, philosophie…). Enfin, elle anime depuis 2006 une revue et une collection de récits de vie et s'engage dans la publication de collections de livres équitables pour une autre mondialisation.

Dominique BIGOURDAN (France)

Éditions Sang de la Terre
BP 50
78330 Fontenay Le Fleury
FRANCE
Tél. : +33(0)1 30 45 36 55
E-mail : dbigourdan@wanadoo.fr
Site : http://www.sang-de-la-terre.com

Éditeur de l'écologie, où l'union de la terre et de l'homme est le slogan. Diffuser des savoirs et savoir-faire qui encouragent une vie personnelle, familiale et sociale équilibrée, en harmonie avec la planète Terre et tous ses habitants, et plus largement avec l'ensemble de la biosphère.

Joseph BOU-AKL (Liban)

Éditions Dar Al Farabi
Boulevard Jabal El Arab
BP 3181/11
Beyrouth
LIBAN
Tél. : + 00 961 1 30 14 61
Fax : + 00 961 1 30 77 75
E-mail : farabi@inco.com.lb

La Société libanaise des imprimés-SAL (Dar El Farabi) au capital de 18 000 000 livres libanaises (120 000 dollars US) a été fondée au début des années 1950. Elle publie des livres de tous genres à caractère moderne dans les domaines philosophiques, littéraires, sociologiques, historiques, économiques, politiques, etc., en langue arabe. Une partie de nos publications est constituée par des ouvrages qui appartiennent à des écrivains célèbres de différents pays arabes écrits en langue arabe. Une autre partie des ouvrages est traduite de différentes langues européennes, notamment du français. Les éditions Dar Al Farabi ont passé plusieurs contrats avec des centres de recherches, universités et unions d'écrivains de différents pays arabes, pour la publication et la diffusion de leurs ouvrages. Partenaire de la Fondation Charles Léopold Mayer depuis 1998, une vingtaine de leurs ouvrages ont été traduits et publiés par nos soins en langue arabe.

Isabelle BOURGUEIL (France)

L'Or des fous éditeur
Quartier des Guards
La Gineste
26110 Nyons
FRANCE
Tél. : + 00 33 (0)4 75 26 69 56
E-mail : ordesfous@wanadoo.fr
Site : www.ordesfous.org

L'or des fous
ÉDITEUR

L'or des fous met toute sa passion de vouloir-vivre en œuvre, dans un parfait dédain de réussir ou d'échouer, afin de propager la conscience de ce qui, dans le monde doit être changé, pour que « la liberté et le bonheur, qui s'énoncent au singulier, se conjuguent au pluriel ». Avec quelque deux à quatre titres par an, nous souhaitons envers et contre tout entendre résonner la vie en nous et dans nos mille intérieurs. Nous publions des textes de littérature et des essais de sciences humaines et sociales. Nous puisons les ingrédients du bonheur dans l'incommensurable fonds de textes épuisés ou oubliés et bien d'autres, inédits anciens ou contemporains. L'Or des fous éditeur est une association à but non lucratif.

Mathieu CALAME (France)

Fondation Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75 011 Paris – France
Tel. 00 33 1 43 14 75 75

La fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme est une fondation indépendante de droit suisse. Elle a été créée en 1982 par l'exécutrice testamentaire de Charles Léopold Mayer, Madeleine Calame, à partir du patrimoine légué par celui-ci. L'autorité de surveillance est le Canton de Vaud. Son but statutaire est très large : financer, par l'action de dons ou de prêts des recherches et actions qui concourent, de manière significative et innovante, aux progrès des hommes par la science et le développement social. Ses priorités actuelles, définies par ses orientations 2004-2010 sont l'appui à l'émergence d'une communauté mondiale, rendue indispensable par la mondialisation ; la contribution à trois grandes mutations que l'humanité devra conduire au cours du 21ème siècle : la révolution de la gouvernance pour gérer les interdépendances d'ampleur nouvelle entre les êtres humains, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère ; la recherche d'une éthique universelle de la responsabilité ; la contribution d'une société durable. La Fondation est le tout premier partenaire – historiquement et financièrement – de l'Alliance des éditeurs indépendants.

Indira CHANDRASEKHAR (India)

Tulika Books
35A/1 (third floor),
Shahpur Jat
New Delhi
INDE
Tél. :+ 91 11 26 49 79 99
E-mail : tulika@ndf.vsnl.net.in

Tulika est un éditeur indépendant basé à New Delhi, en Inde. Nous sommes spécialisés dans les livres de sciences humaines et sociales. Actif depuis plus de 10 ans, nous avons publié plus de 70 titres, en réussissant à publier les travaux de professeurs reconnus dans leurs disciplines : histoire, économie, sociologie, littérature, sciences politiques.

Tulika est un des membres du **Groupe des éditeurs indépendants** (Independent Publishers' Group - IPG), un collectif de 10 maisons d'édition basées à Delhi, formé en mars 2005. Avec 8 de nos partenaires, nous avons aussi créé Les Alternatives de distribution pour les éditeurs indépendants (Independent Publishers' Distribution Alternatives - IPD Alternatives), qui s'occupe de la distribution des titres publiés par près de 20 maisons d'édition indépendantes.

Russell CLARKE (Afrique du Sud)

Jacana Media
10 Orange Street - PO Box 2004 Sunnyside
Houghton
Auckland Park 2041
2092 Gauteng
AFRIQUE DU SUD
Tél. : + 27 011 628 3200
Fax : + 27 011 482 7280

Jacana Media est un éditeur sud-africain qui publie depuis 1991. La maison est spécialisée dans la « bonne vulgarisation » d'informations habituellement complexes ou techniques. Nous sommes reconnus pour la qualité de nos livres dans le domaine de l'environnement, de l'éco-tourisme, mais aussi en littérature, et pour nos ouvrages pédagogiques destinés au secteur scolaire (primaire et secondaire). En 2002, Jacana Media a mis en place une politique éditoriale ouverte, aujourd'hui très appréciée, couvrant un large spectre de genres et de sujets. Nous sommes particulièrement attentifs à promouvoir les auteurs d'Afrique du Sud et d'Afrique en général. Aujourd'hui, Jacana Media publie principalement dans trois domaines : Vie (sciences politiques, biographies et autobiographies, histoire, santé et ouvrages pédagogiques), Terre (environnement, histoire naturelle, cartes et éco-guides) et Fiction (romans, nouvelles, poésie, anthologies et collections dédiées aux auteurs africains).

Sandro COHEN (Mexique)

Editorial Colibrí
Sabino 63-102
Colonia Santa Maria la Ribera
06400 Mexico, D.F.
MEXIQUE
Tél. : + 52 55 55 47 14 66
Fax : + 52 55 55 47 92 15
E-mail : info@edicolibri.com
Site : www.edicolibri.com

Editorial Colibri met avant tout l'accent sur la qualité de ses publications : cette maison d'édition offre le meilleur en terme de poésie, de fiction, d'essai, de témoignage et de chronique. En prenant des risques, elle contribue ainsi au renouvellement de la littérature en langue espagnole. Elle croit profondément à la relève indispensable des voix et des formes : nous lirons demain les œuvres publiées aujourd'hui, bien que le succès commercial soit de plus en plus compromis par les structures existantes qui ne considèrent pas la littérature comme un art, mais plutôt comme un simple produit soumis au schéma achat - vente.

Gilles COLLEU (France)

Éditions Vents d'ailleurs
11, route de Sainte-Anne
13640 La Roque d'Anthéron
FRANCE
Tél. : + 00 33 (0)4 42 50 59 92
Fax : + 00 33 (0)4 42 50 58 03
E-mail : gcolleu@ventsdailleurs
Site : http://www.ventsdailleurs.com

Vents d'ailleurs est un éditeur indépendant qui publie de la littérature, des livres jeunesse (fiction et documentaire) et des livres d'art. Créé à Fort-de-France, actuellement installé dans le Sud de la France, sa production tente d'établir des passerelles entre le lectorat du Nord et les modes d'expressions artistiques et littéraires du Sud. Sa politique éditoriale bouscule les idées reçues de la vision de l'autre au travers du prisme des cultures dominantes et contredit les imaginaires familiers. Elle se construit sur la méfiance de l'approche évidente de la racialité. Ouvrage après ouvrage, Jutta Hepke et Gilles Colleu combattent les représentations méprisantes et simplistes, ils s'appuient sur la conviction qu'une nouvelle écriture de l'histoire des peuples est une nécessité absolue. Reconnu pour la qualité de sa production éditoriale et sa ligne graphique originale, Vents d'ailleurs établit aussi des partenariats avec des éditeurs du Sud. Vents d'ailleurs est membre de l'Alliance des éditeurs indépendants et de l'association Éditeurs sans frontières. Vents d'ailleurs est distribué en Haïti par Communication Plus et au Canada par Dimedia.

Arielle CORBANI (France)

Éditions de l'Atelier
51-55, rue Hoche
94200 Ivry sur Seine
FRANCE
Tél. : + 33 (0)1 45 15 20 20
E-mail : bernard-stephan@wanadoo.fr
Site : www.editionsatelier.com

La mondialisation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'individualisation bouleversent radicalement les façons de vivre, de travailler, de penser et de croire. Afin de contribuer à humaniser cette mutation, en favorisant la refondation du lien social et en permettant aux personnes des milieux populaires de devenir auteurs de leur vie, les éditions de l'Atelier publient des livres dans trois domaines : le christianisme, les cultures et les religions, les sciences humaines et sociales. Poursuivant la tradition des éditions ouvrières, maison d'édition créée par la Jeunesse ouvrière chrétienne en 1929, les éditions de l'Atelier veulent promouvoir des ouvrages qui croisent les différents savoirs, ceux découlant de l'expérience comme ceux issus du travail théorique, afin que le livre soit un outil d'émancipation des personnes et d'enrichissement du lien social pour le plus grand nombre.

Germán CORONADO (Pérou)

Ediciones Peisa
Av. Dos de Mayo 1285, San Isidro
Lima 27
PÉROU
Tél. : + 00 221 5988 / + 00 221 5992
E-mail : Gcoronado@peisa.com.pe /
info@peisa.com.pe
Site : www.peisa.com.pe

Les éditions Peisa publient et distribuent des livres depuis 1968. Peisa dispose d'un important catalogue d'œuvres littéraires et scientifiques. La maison d'édition porte un intérêt tout particulier aux auteurs péruviens et aux œuvres abordant les problématiques nationales. Elle publie aussi des livres pour enfants et adolescents, ainsi que des livres illustrés de grand format. En tant que distributeur, Peisa est la représentante exclusive au Pérou des maisons d'édition espagnoles Blume acanto et Elfos.

Anna DANIELI (Uruguay)

Ediciones Trilce
Durazno 1888
11200 Montevideo
URUGUAY
Tél. / Fax : + (5982) 412 77 22 / + (5982) 412 76 62
E-mail: trilce@trilce.com.uy
Site : www.trilce.com.uy

Fondée en 1985, la maison d'édition compte aujourd'hui près de 600 titres et publie entre 30 et 40 titres par an. Bien que la production était centrée à l'origine sur la fiction – toujours bien présente aujourd'hui – les essais ont progressivement occupé une place de plus en plus importante dans le catalogue de Trilce. Ils font tout particulièrement état de la réflexion sur l'identité ou les identités nationales, rendent compte des débats qui tentent d'apporter des solutions aux défis du monde d'aujourd'hui – que ce soit dans le domaine de la culture, de la philosophie, des sciences politiques, ou de l'histoire.

Avec la conviction que l'édition indépendante est indispensable à la préservation de la diversité culturelle, la maison d'édition est membre depuis 1998 de « Editores Independientes », qui regroupe les éditions Lom à Santiago du Chili, les éditions Era à Mexico et les éditions Txalaparta en Espagne – Pays basque. Par ailleurs, Trilce est membre de l'Alliance des éditeurs indépendants depuis sa création.

Hector DINSMANN (Argentine)

Libros de la Araucaria
Chacabuco 1421
C1140AAE Buenos Aires
ARGENTINE
Tél. : + 54 11 43058058
Fax : + 54 11 43058058
E-mail : dinsmann@librosaraucaria.com
Site : www.librosaraucaria.com

Libros de la Araucaria est une maison d'édition indépendante fondée en 2004. Les principales lignes éditoriales sont l'anthropologie, les sciences humaines et sociales, la philosophie, la littérature et le débat sur les religions.

Serge DONTCHUENG KOUAM (Cameroun)

Coordinateur du réseau francophone
Presses Universitaires d'Afrique
AES-PUA
22, place Elig-Essono
BP 8106 Yaoundé
CAMEROUN
Tél. : + 237 222 00 30
Fax : + 237 222 23 25
E-mail : aes@iccnet.cm /
dontchuengkouam@yahoo.fr

L'Africaine d'édition et de services (AES-SA) est une société anonyme fondée en 1995 aux capitaux entièrement camerounais. Son ambition est d'être en Afrique l'un des meilleurs cadres d'expression écrite de toute bonne initiative créatrice. Ses labels de publication sont Presses Universitaires d'Afrique pour la littérature non scolaire et Éditions AES pour les publications scolaires et parascolaires. En neuf années d'existence, l'Africaine d'édition et de services compte près de 200 publications réparties dans 11 collections. Chacune des collections est animée et co-dirigée par plusieurs praticiens et professeurs d'universités camerounaises et non africaines, jouissant d'une notoriété scientifique reconnue dans leurs disciplines respectives. L'AES milite pour un monde culturellement diversifié et édite en tenant compte des réalités locales.

Jacques DOS SANTOS (Angola)

Edições Chá de Caxinde
Caixa Postal 5958
Luanda
ANGOLA
Tél. : + 244 222 336 020
Fax : + 244 222 334 400
E-mail : chacaxinde@ebonet.net

La maison d'édition et la librairie Cha de Caxinde ont été fondées en 1999 par un petit groupe de personnes appartenant à l'association culturelle Cha de Caxinde, implantée depuis une décennie à Luanda et agissant dans le domaine culturel. L'objectif social de cette maison d'édition est l'édition, la production et la distribution de livres et de revues, pour diffuser les auteurs angolais en Angola et à l'étranger, mais aussi pour éditer les auteurs étrangers en Angola, à des prix accessibles pour le lectorat local. Son catalogue comporte une centaine de titres, de littérature jeunesse et adulte et de sciences humaines et sociales.

Iñaki EGAÑA (Pays Basque – Espagne)

Editorial Txalaparta
Navaz-Bides karrika
1-2 Ezkerra
31300 Tafalla – Navarra
PAYS BASQUE
Espagne

Tél. : + 34 948 70 39 34
Fax : + 34 948 70 40 72
E-mail : txalaparta@txalaparta.com
Site : www.txalaparta.com

Depuis 1987, Txalaparta est le nom d'un éditeur basque libre et indépendant. Txalaparta est soumis à la souveraineté culturelle et instructive de notre pays, Euskal Herria (le pays Basque). Nous essayons également d'être la voix de quelque création littéraire qui améliore les relations entre les peuples de la planète, qui aide à transformer la réalité, qui garde notre mémoire historique, qui ouvre des chemins vers la diversité, aux utopies...

Nous éditons normalement entre 30 à 40 livres par année en basque et en espagnol : essais de littérature de basque et du monde, politiques et historiques, critique sociale, classiques de gauche, encyclopédies historiques. Notre particularité vient de notre large base de lecteurs qui soutiennent le projet de Txalaparta en s'inscrivant à l'une de nos collections. Sous le nom de « editores independientes », nous travaillons et éditons avec d'autres éditeurs hispanophones (Era au Mexique, LOM au Chili, Trilce en Uruguay) afin de garantir notre liberté et notre diversité éditoriale contre les monopoles et la pensée unique.

Phocas ÉKOUÉDJIN (Bénin)

Association Afrilivres
C/ 2186 Kindonou
04 BP 1154 Cotonou
BENIN
Tél. : + 00 229 21 38 59 21,
E-mail : aflivsieg@otitelecom.bj
Site : www.afrilivres.com

L'association des éditeurs francophones d'Afrique au sud du Sahara, Afrilivres, dont le siège se trouve à Cotonou, est une association à but non lucratif, créée en 2002 et régie par la loi 1901, qui se donne pour vocation de créer pour les éditeurs africains d'expression française au sud du Sahara, un espace de promotion du livre africain et d'échanges sur la vision du développement culturel dans les pays africains.

Afrilivres s'emploie à offrir aux créateurs africains, plus de débouchés pour rendre visibles leurs œuvres. La réalisation de ces objectifs est rendue possible grâce à la présence de l'association aux diverses manifestations du livre telles que les salons, les caravanes ou encore les festivals du livre, etc. Certains outils indispensables sont utilisés par l'association dont un site web www.afrilivres.com pour la promotion des livres, des partenaires pour la diffusion au Nord et une centrale de distribution domiciliée au siège de l'association à Cotonou pour la commercialisation des livres. À la fin de l'année 2006, Afrilivres regroupait une quarantaine d'éditeurs membres.

Fatma EL BOUDY (Égypte)

Elain Publishing
Adresse
Tél. :
Fax : + 20 24 58 09 55
E-mail : fatmaelboudy@elainpublishing.com
Site : www.elainpublishing.com

Joumana EL ZEIN KHOURY (Pays Bas)

Prince Claus Fund
Hoge Nieuwstraat 30
2514 EL Den Haag
T: +31 (0)70 4274303
F: +31 (0)70 4274277
info@princeclausfund.nl
www.princeclausfund.org

La Prince Claus Fund soutient depuis longtemps et sur plusieurs niveaux le domaine du livre et de la publication dans les pays d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie et des Carraïbes. Ainsi, sont aidés aussi bien des publications individuelles que des magazines, des foires du livre, des festivals de littérature, de poésie, des rencontres d'écrivains ou de directeurs de foires du livres, des projets d'archivage. La PCF a également un programme qui s'intitule le Prince Claus Fund Library, où nous publions des ouvrages portant sur des sujets innovants, essentiellement sur la relation entre la culture et le développement. L'objectif de la Fondation est d'accroître la conscience culturelle et de stimuler l'interaction entre culture et développement. La Fondation Prince Claus encourage et soutient les qualités artistiques et intellectuelles en stimulant les débats et en encourageant les processus de création et les productions artistiques. Pour la Fondation Prince Claus, la culture est un besoin humain fondamental.

Jose Mari ESPARZA (Pays Basque – Espagne)

Editorial Txalaparta
Navaz-Bides karrika
1-2 Ezkerra
31300 Tafalla – Navarra
PAYS BASQUE
Espagne
Tél. : + 34 948 70 39 34
Fax : + 34 948 70 40 72
E-mail : txalaparta@txalaparta.com
Site : www.txalaparta.com

Depuis 1987, Txalaparta est le nom d'un éditeur basque libre et indépendant. Txalaparta est soumis à la souveraineté culturelle et instructive de notre pays, Euskal Herria (le pays Basque). Nous essayons également d'être la voix de quelque création littéraire qui améliore les relations entre les peuples de la planète, qui aide à transformer la réalité, qui garde notre mémoire historique, qui ouvre des chemins vers la diversité, aux utopies...

Nous éditons normalement entre 30 à 40 livres par année en basque et en espagnol : essais de littérature de basque et du monde, politiques et historiques, critique sociale, classiques de gauche, encyclopédies historiques. Notre particularité vient de notre large base de lecteurs qui soutiennent le projet de Txalaparta en s'inscrivant à l'une de nos collections. Sous le nom de « editores independientes », nous travaillons et éditons avec d'autres éditeurs hispanophones (Era au Mexique, LOM au Chili, Trilce en Uruguay) afin de garantir notre liberté et notre diversité éditoriale contre les monopoles et la pensée unique.

Marc FAVREAU (Etats-Unis d'Amérique)

The New Press
38 Greene St., 4th Floor
New York NY 10013
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE
Tél. : + 00 1 212 629 46 36
Fax : + 00 1 212 643 99 44
E-mail : mfavreau@thenewpress.com
Site : www.thenewpress.com

Établie en 1990 comme une alternative importante aux grands groupes d'édition commerciaux, The New Press est une maison d'édition à but non lucratif dont l'activité éditoriale se fait dans un souci d'intérêt public. La maison d'édition s'attache à publier des travaux de qualité mais dont la valeur commerciale n'est pas suffisante pour les éditeurs commerciaux. Comme le système de radiodiffusion public et la radio nationale à leurs origines, The New Press a pour objectif de fournir des idées et des points de vue sous-représentés dans les médias de masse.

Araken GOMEZ RIBEIRO (Brésil)

Éditions Contra Capa et Liga Brasileira de Editoras (LIBRE), collectif d'éditeurs indépendants regroupant 100 maisons d'édition
Rua de Santana, 198 Loja – Centro
Rio de Janeiro - RJ 20 230-261
BRÉSIL
Tél. : + 55 21 25 08 95 17
Fax : + 55 21 34 35 51 28
E-mail : araken@contracapa.com.br
Site : www.contracapa.com.br / www.libre.org.br/primavera

Fondée en 1992, la maison d'édition **Contra Capa** est née dans une petite librairie de Copacabana à Rio de Janeiro. Les activités éditoriales ont commencé en 1996. L'éditeur détient aujourd'hui environ 180 titres publiés, dans les secteurs de la littérature, de l'art, de la photographie, de la psychanalyse, de l'anthropologie, du cinéma et de la sociologie, outre les périodiques reconnus aux niveaux national et international comme *Mana : estudos em antropologia social* (*Mana : études en anthropologie sociale*), *Agora : estudos em teoria psicanalitica* (*Agora : études en théorie psychanalytique*) et *Alea : estudos neolatinos* (*Alea : études neo-latines*).

Créée en 2002, la **LIBRE** (Ligue Brésilienne des Éditeurs) est composée d'une centaine de petits éditeurs, qui représentent environ 8 000 titres au total. La LIBRE est née de l'organisation d'une foire indépendante du livre, qui se déroule annuellement à Rio et São Paulo et à laquelle participent tous les éditeurs affiliés : le Printemps des livres www.libre.org.br/primavera. La LIBRE participe par ailleurs, au Brésil et dans les salons internationaux, aux débats sur la diversité éditoriale, la question du marché, la concentration des éditeurs en grands groupes et l'internationalisation du secteur du livre.

Müge GURSOY SOKMEN (Turquie)

Éditions Metis
Ipek Sok .9
Istanbul
TURQUIE
Tél. : + 00 90 212 245 4696
Fax : + 00 90 212 245 4696
E-mail : metis@turk.net
Site : www.metiskitap.com

La maison d'édition Metis a été fondée en 1982 pour entrer en contact avec les lecteurs qui sont prêts à interroger le monde dans lequel ils vivent. Elle a édité plus de 600 livres en histoire, société et philosophie ; *Le monde dans le quel nous vivons* (la politique contemporaine du monde) ; *Noir et blanc* (la politique turque contemporaine) ; *Les Études des femmes* ; *Livres Verts* ; *Socialisme : Théorie et histoire* ; *Psychiatrie et psycho-analyse* ; *Littérature turque et étrangère* (fiction, crime, science-fiction et fantasy) et depuis 1987 le trimestriel *DEFTER* sur la littérature, l'histoire, la politique et la philosophie. Metis publie en langue anglaise et en langue turque.

Agnès GYR-UKUNDA (Rwanda - Suisse)

Éditions Bakame
Remera - B.P. 4281
Kigali
RWANDA
Tél. : + 250 58635
E-mail : bak@rwanda1.com
Site : www.bakame.rw

Créées en 1995, les éditions Bakame sont une maison d'édition autonome à but non lucratif, spécialisée dans la production d'une littérature de qualité destinée aux enfants et à la jeunesse rwandaise. Les livres sont écrits en kinyarwanda et sont vendus à un prix accessible. De 1996 à 2006, 27 titres ont été publiés avec un tirage de plus de 450 000 exemplaires. En 2005, les éditions Bakame ont reçu le Prix Bologna Ragazzi Nouveaux Horizons pour le livre *Ubucuti bw'imbeba n'inzovu*. Les éditions Bakame ont pour buts de créer et promouvoir une littérature de qualité basée sur la culture rwandaise, de faire revivre la littérature orale traditionnelle par l'écriture, de faire de la promotion de la lecture en organisant des animations de lecture et des séminaires de formation destinés au corps enseignant, de former des auteurs et illustrateurs de livres de jeunesse et soutenir leur travail en publiant leurs œuvres et de nouer et maintenir des contacts avec des organisations ayant les mêmes buts.

Sofiane HADJADJ (Algérie)

Éditions Barzakh
09, lot petite Provence
16035 Alger
ALGÉRIE
Tél. : + 213.21.691914
Fax : + 213.21.692906
E-mail : editions.barzakh@gmail.com
Site : www.barzakh-dz.com

Fondées en avril 2000 à Alger par Selma Hellal et Sofiane Hadjadj, les éditions Barzakh se sont consacrées au départ à la seule littérature. Notre credo : donner à entendre la voix de jeunes auteurs, arabophones ou francophones. Au fil des années, le succès et les difficultés aidant nous avons élargi notre catalogue à des essais historiques, des études et biographies littéraires, et aux beaux livres. En parallèle, nous avons développé des partenariats avec quelques maisons d'édition françaises, dont les éditions de l'Aube, du Bec en l'Air, et Actes Sud. Ainsi, le roman d'Arezki Mellal, *Maintenant, ils peuvent venir* (Barzakh, 2000) a été repris par les éditions Actes Sud en 2002, de même que *Cinq fragments du désert* de Rachid Boudjedra (Barzakh, 2001), par les éditions de l'Aube en 2002, et a par ailleurs été traduit en italien et en espagnol. Aujourd'hui nous avons près de 70 titres à notre catalogue.

Pablo HARARI (Uruguay)

Ediciones Trilce
Durazno 1888
11200 Montevideo
URUGUAY
Tél./Fax : + 5982 412 7722 / + 5982 412 7662
E-mail : trilce@trilce.com.uy
Site : www.trilce.com.uy

Fondée en 1985, la maison d'édition compte aujourd'hui près de 600 titres et publie entre 30 et 40 titres par an. Bien que la production était centrée à l'origine sur la fiction – toujours bien présente aujourd'hui – les essais ont progressivement occupé une place de plus en plus importante dans le catalogue de Trilce. Ils font tout particulièrement état de la réflexion sur l'identité ou les identités nationales, rendent compte des débats qui tentent d'apporter des solutions aux défis du monde d'aujourd'hui – que ce soit dans le domaine de la culture, de la philosophie, des sciences politiques, ou de l'histoire.

Avec la conviction que l'édition indépendante est indispensable à la préservation de la diversité culturelle, la maison d'édition est membre depuis 1998 de « Editores Independientes », qui regroupe les éditions Lom à Santiago du Chili, les éditions Era à Mexico et les éditions Txalaparta en Espagne – Pays basque. Par ailleurs, Trilce est membre de l'Alliance des éditeurs indépendants depuis sa création.

Susan HAWTHORNE (Australie)

Spinifex Press
PO Box 212 - VIC 3051
North Melbourne
AUSTRALIE
Tél. : + 61 (0)3 93 29 60 88
E-mail : women@spinifexpress.com.au
Site : www.spinifexpress.com.au

Spinifex est une maison d'édition indépendante qui publie des ouvrages très divers, mais toujours innovants voire polémiques. Spinifex publie de la fiction (littérature, polar et science-fiction), des sciences humaines et sociales (biographies, sciences politiques, santé, voyage, cyberculture, ouvrages sur l'Asie et l'Afrique, sur les peuples premiers, sur le féminisme, sur la mondialisation et le mouvement des femmes). Spinifex compte aujourd'hui 170 titres ; à la fin de l'année 2007, nous aurons 60 titres disponibles en eBook. Nous continuerons à imprimer à petit triage dans les années qui viennent, et étendrons parallèlement la disponibilité de nos titres sous forme de eBook. Nous avons mis en place notre propre site Internet et les premiers eBooks sont disponibles dans 4 formats différents : DX Reader, Mobipocket, Microsoft Reader et PDF.

Jutta HEPKE (France)

Éditions Vents d'ailleurs
11, route de Sainte-Anne
13640 La Roque d'Anthéron
FRANCE
Tél. : + 00 33 (0)4 42 50 59 92
Fax : + 00 33 (0)4 42 50 58 03
E-mail : jhepke@ventsdailleurs
Site : http://www.ventsdailleurs.com

Vents d'ailleurs

Vents d'ailleurs est un éditeur indépendant qui publie de la littérature, des livres jeunesse (fiction et documentaire) et des livres d'art. Créé à Fort-de-France, actuellement installé dans le Sud de la France, sa production tente d'établir des passerelles entre le lectorat du Nord et les modes d'expressions artistiques et littéraires du Sud. Sa politique éditoriale bouscule les idées reçues de la vision de l'autre au travers du prisme des cultures dominantes et contredit les imaginaires familiers. Elle se construit sur la méfiance de l'approche évidente de la racialité. Ouvrage après ouvrage, Jutta Hepke et Gilles Colleu combattent les représentations méprisantes et simplistes, ils s'appuient sur la conviction qu'une nouvelle écriture de l'histoire des peuples est une nécessité absolue. Reconnu pour la qualité de sa production éditoriale et sa ligne graphique originale, Vents d'ailleurs établit aussi des partenariats avec des éditeurs du Sud. Vents d'ailleurs est membre de l'Alliance des éditeurs indépendants et de l'association Éditeurs sans frontières. Vents d'ailleurs est distribué en Haïti par Communication Plus et au Canada par Dimedia.

Dorothée Gérard HOUESSOU (Bénin)

Les éditions du Flamboyant
08 BP 271
Cotonou
BÉNIN
Tél. : + 00 229 21 31 02 20 / + 229 90 91 57 27
Email : leseditionsflamboyant@yahoo.fr

Les éditions du Flamboyant ont vu le jour en juillet 1989. Dans le contexte d'une libération tout azimut décidée par le pouvoir révolutionnaire, des cadres du ministère de l'Éducation ont décidé de créer avec quelques éditeurs français cette maison d'édition. Les éditions du Flamboyant ont permis de publier des romans, des poèmes, même du théâtre et beaucoup d'essais de toutes sortes. Nous assumons la distribution et la diffusion de nos œuvres. Une vingtaine de sociétés éditrices sont créées dans la foulée et ont participé avec les éditions du Flamboyant au marché du livre. En outre, les éditions du Flamboyant ont été les seules à représenter le Bénin dans les sphères de l'édition et ont pris beaucoup d'autres initiatives qui sont par exemple, de regrouper dans une association les éditeurs, association qui a pour vocation la rechercher des moyens nécessaires en vue de faciliter à ses membres leur difficile mission. Les éditions du Flamboyant, dirigée jusqu'en 2006 par Oscar de Souza, sont aujourd'hui pilotée par Dorothée Gérard Houessou. Les éditions du Flamboyant ont retrouvé une dynamique nouvelle et sont promises à un avenir flamboyant.

Federico IBÁÑEZ (Espagne)

Grupo Bibliodiversidad
collectif d'éditeurs indépendants regroupant
52 maisons d'édition

Zurbano, 39
28010 Madrid
ESPAGNE
Tél. : + 91 319 58 57
Fax : + 91.310.24.42
E-mail: castalia@castalia.es
Site : www.castalia.es
Site : www.bibliodiversidad.net

À l'occasion de la Foire du livre de Madrid en 2003, un petit groupe d'éditeurs de Madrid qui se considèrent comme indépendants décident de dire publiquement leur préoccupations et de se réunir dans un collectif : **Bibliodiversidad** était née. Ses membres se sont donnés, à travers elle, quatre objectifs : rechercher la qualité, atteindre une certaine visibilité, lutter pour la viabilité et dépasser l'isolement. Bibliodiversidad, à mi-chemin entre une association classique et un forum permanent – publie la revue du même nom, organise des rencontres professionnelles et des débats, décerne des prix à des librairies ou à des journalistes pour leurs actions en faveur de l'édition indépendante, permet le regroupement de ses membres dans les foires et salons du livre. Par ailleurs, Bibliodiversidad tente de peser sur les législations concernant le livre et la lecture. Elle compte aujourd'hui plus de 120 membres.

Guido INDIJ (Argentine)

la marca editora et Los Editores Independientes de Argentina por la Diversidad Bibliográfica (EDINAR),
collectif d'éditeurs indépendants regroupant 33 maisons d'édition

Pasaje Rivarola 115
1015 Buenos Aires
ARGENTINE
Tél. : + 5411 43 83 62 62
E-mail : lme@lamarcaeditora.com
Site : www.lamarcaeditora.com

Fondée en 1992 par Guido Indij, **les éditions la marca** sont spécialisées dans l'art, la photographie, l'essai et la poésie. Durant ces dernières années, de nombreux ouvrages numérotés et signés, des livres d'artistes aux formats expérimentaux ont été publiés, à côté d'auteurs plus connus comme Michel Foucault, J-F Lyotard, Paul Virilio, J-L Nancy, Sylviane Agacinscki. La principale innovation est d'expérimenter la relation entre le format et le contenu. Ainsi, les projets forment une quête permanente pour toujours aller au-delà du concept du « livre ».

Les éditeurs indépendants d'Argentine pour la diversité bibliographique (EDINAR) est un groupe de travail à but non lucratif. Estimant que leur activité n'est pas convenablement protégée et représentée par les institutions en place, et souhaitant œuvrer par leurs productions à la défense de la bibliodiversité, 30 maisons d'édition se sont regroupées dans un collectif informel, sans personnalité juridique : EDINAR. Les membres, à travers ce groupe de travail, souhaitent trouver des positions communes et peser sur les politiques du livre, travailler à la reconnaissance de leur travail de qualité, permettre une présence collective aux foires et salons du livre.

Yasmin ISSAKA (Togo)

Éditions Graines de pensées
B.P. 7097 - 30, boulevard du 13 Janvier
Lomé
TOGO
Tél. : + 228 222 32 43 / + 228 905 26 49 /
+ 228 932 33 20 Fax : + 228 222 41 20
E-mail : grainesdepensees@yahoo.com

Créées en janvier 2005 par Tchotcho Christiane Ékue, ancienne directrice éditoriale des NEA-Togo, Yasmin Issaka-Coubageat, éditrice free lance, Marie-Agathe Amoikon-Fauquembergue, ancienne directrice éditoriale des éditions CEDA et fondatrice des Éditions Éburnie en Côte d'Ivoire et Koffivi Assem, écrivain, les Éditions Graines de Pensées entendent participer à l'expression culturelle de l'Afrique, contribuer au développement du sens critique et à l'organisation d'une société démocratique et pluraliste par le livre. Elles sont soucieuses d'offrir à la jeunesse africaine des ouvrages accessibles, adaptés à ses réalités et aspirations et d'une qualité éditoriale irréprochable, par le biais de collections en coédition avec des éditeurs du Sud et du Nord. Par ailleurs, elles proposent une gamme étendue d'activités éditoriales : services de packaging, évaluation de manuscrits, révision et toilettage des textes, préparation de copie, prépresse, suivi de la fabrication et du façonnage, conseils en écriture et en édition et promotion des ouvrages d'auteurs de la diaspora.

Aline JABLONKA (France)

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
FRANCE
Tél. : + 33 (0)1 48 06 48 86
Fax : + 33 (0)1 48 06 48 86
E-mail : aline.jablonka@eclm.fr
Site : www.eclm.fr

Les Éditions Charles Léopold Mayer publient des ouvrages d'analyse, de réflexion et de propositions pour renouveler les pratiques et les modes d'action dans des domaines tels que la gouvernance, l'économie solidaire, la démocratie participative, le dialogue interculturel, la construction de la paix, la science citoyenne. Elles visent toujours à éveiller la conscience critique et le potentiel inventif et citoyen du lecteur.

Ivana JINKINGS (Brésil)

Boitempo Editorial
Rua Euclides de Andrade, 27
Sao Paulo - SP 05030 030
BRÉSIL
Tél. : + 55 11 38 75 72 50
Fax : + 55 11 38 75 72 85
E-mail : ivana@boitempoeditorial.com.br
Site : www.boitempoeditorial.com.br

Boitempo est le nom d'un petit poème de Carlos Drummond de Andrade, qui parle de son enfance. Choisir ce nom pour notre maison d'édition était une façon de rendre hommage à un des plus grands poètes brésiliens. Créée en 1995, Boitempo se distingue par la qualité de ses publications, tant au niveau du choix des textes, que de l'impression et de la finition des ouvrages. Nous cherchons à construire un catalogue cohérent, présentant une ligne éditoriale claire : sciences humaines, littérature (œuvres reconnues et auteurs débutants), essais historiques et contemporains. Notre site Internet www.boitempoeditorial.com.br présente une version actualisée de notre catalogue. Nous publions des ouvrages les plus soignés possible, et nous essayons de travailler dans le respect du lecteur.

Renate KLEIN (Australie)

Spinifex Press
PO Box 212 - VIC 3051
North Melbourne
AUSTRALIE
Tél. : + 61 (0)3 93 29 60 88
E-mail : women@spinifexpress.com.au
Site : www.spinifexpress.com.au

Spinifex est une maison d'édition indépendante qui publie des ouvrages très divers, mais toujours innovants voire polémiques. Spinifex publie de la fiction (littérature, polar et science-fiction), des sciences humaines et sociales (biographies, sciences politiques, santé, voyage, cyberculture, ouvrages sur l'Asie et l'Afrique, sur les peuples premiers, sur le féminisme, sur la mondialisation et le mouvement des femmes). Spinifex compte aujourd'hui 170 titres ; à la fin de l'année 2007, nous aurons 60 titres disponibles en eBook. Nous continuerons à imprimer à petit triage dans les années qui viennent, et étendrons parallèlement la disponibilité de nos titres sous forme de eBook. Nous avons mis en place notre propre site Internet et les premiers eBooks sont disponibles dans 4 formats différents : DX Reader, Mobipocket, Microsoft Reader et PDF.

Hamidou KONATÉ (Mali)

Éditions Jamana
Avenue Cheik Zahed, porte 2694,
Hamdalaye
BP 2043 Bamako
MALI
Tél. : + 00 223 229 62 89
Fax : + 00 223 229 76 39
E-mail : jamana@jamana.org
Site : www.jamana.org

Les éditions Jamana font partie de la Coopérative culturelle multimédia Jamana. Première maison d'édition privée du Mali, les éditions Jamana ont été créées en 1988 pour combler un vide. À cette époque en effet, la seule maison d'édition existante était étatique. Les éditions Jamana accordent la priorité aux publications en langues nationales et à celles destinées aux enfants et aux femmes. Jamana se veut une maison d'édition accessible à tous les écrivains maliens et étrangers. Conscientes qu'il ne peut y avoir de développement durable de notre pays sans la promotion des langues nationales, les éditions Jamana encouragent fortement leur utilisation dans le système éducatif. La littérature pour enfants, secteur d'avenir de l'édition africaine, occupe une place de choix dans la politique éditoriale de Jamana. Notre lutte contre l'analphabétisme se traduit par la promotion de nos cultures et la défense d'une édition économiquement viable. Maison d'édition à vocation panafricaine, les éditions Jamana encouragent toutes les formes de partenariat : coédition, diffusion, adaptation d'ouvrage, vente de droit. La coédition prend une certaine ampleur car nous sommes convaincus que le salut de l'édition africaine passe nécessairement par le développement de rapports de solidarité entre éditeurs africains et d'ailleurs.

Octavio KULESZ (Argentine)

Libros del Zorzal
Tucuman 3350 PB A - 1189
Buenos Aires
ARGENTINE
Tél. : + 54 11 4864 4150
Fax : + 54 11 4864 4150
E-mail : ok@delzorzal.com.ar
Site : www.delzorzal.com.ar

La maison d'édition a été créée en 2000 par Octavio Kulesz, philosophe, et par son frère Lopoldo, mathématicien. Son premier titre publié, *Leyendo a Euclides (En lisant Euclide)*, du grand mathématicien italo-argentin Beppo Levi, a été accueilli avec succès (trois éditions épuisées). Peu à peu Libros del Zorzal a intégré à son catalogue des auteurs de renommée autant nationale qu'internationale comme Silvia Bleichmar, Ivonne Bordelois, Alain Badiou, Pierre Bourdieu et Immanuel Wallerstein. Aujourd'hui, plus de 130 titres ont été publiés, écrits par des auteurs issus de tous les pays d'Amérique latine et d'Espagne. Certains d'entre eux ont été traduits en français, en italien et en portugais.

Béatrice LALINON GBADO (Bénin)

Éditions Ruisseaux d'Afrique
C/2186 Kindonou
04 BP 1154
Cotonou 04
BÉNIN
Tél. : + 00 229 21 38 31 86
Fax : + 00 229 21 38 34 61
E-mail : ruisseau@otitelecom.bj

Ruisseaux d'Afrique est une maison d'éditions béninoise, spécialisée en littérature jeunesse : près de 150 titres dans une vingtaine de collections (cahiers d'activités ; albums illustrés ; romans jeunesse ; documentaires ; beaux livres ; sciences humaines…). Sa production est aussi tournée vers la présentation de l'art africain et de la vie en Afrique. Elle est le podium d'expression pour les auteurs, les artistes, les illustrateurs et les peintres africains. Les éditions Ruisseaux d'Afrique sont impliquées dans plusieurs réseaux panafricains et internationaux de coédition.

Álvaro LASSO (Pérou)

Ediciones Estruendomudo
K-10 Urbanización Reducto, Surquillo
Lima 34
PEROU
Tél. : + (511) 268 42 79 / 99 58 51 11
E-mail : alvarolasso@gmail.com
Site : www.estruendomudo.com

Les éditions Estruendomudo ont été créées en septembre 2003 par de jeunes péruviens souhaitant s'impliquer dans la diffusion de projets culturels en Amérique latine. Depuis le début, nous souhaitons assumer pleinement le véritable défi que représente la mise en place d'une maison d'édition de qualité, dans un espace pourtant exempt de formations à l'édition, de politiques culturelles efficaces, bien peu en faveur d'une véritable culture du livre. Malgré cela, nous avons la certitude que nous vivons un temps propice à la mise en place de réseaux de maisons d'édition fonctionnant sur des règles du jeu claires, un temps propice à l'émergence de solutions souples favorisant le dialogue avec le lecteur latino américain. Nous avons actuellement trois collections : « Cuadernos esenciales », destinée à la publication de fiction, « Hotel-Hotel », une collection de poésie, et « Tránsfugas » – notre collection la plus récente – qui permet de diffuser la littérature d'auteurs appartenant à d'autres langues.

Anne LIMA (France)

Éditions Chandeigne
10, rue Tournefort
75005 Paris
FRANCE
Tél. : +33 (0)1 43 36 34 37
Fax : +33 (0)1 43 36 78 47
E-mail : annelima@wanadoo.fr
Site : www.editions-chandeigne.com

La Librairie portugaise a été fondée en 1986, conjointement avec l'installation à Paris des ateliers typographiques de Michel Chandeigne. En 1992, il s'associe avec Anne Lima pour fonder les éditions Chandeigne, en commençant par un titre phare : *La frontière*, de Pascal Quignard et le premier ouvrage de la maintenant prestigieuse collection « Magellane » : *Histoires tragico-maritimes, trois récits de naufrages portugais au XVIe siècle*. La maison reste fidèle à la vocation artisanale de ses débuts : si l'atelier s'est doté des outils de composition les plus modernes, tout le travail d'édition au sens large est assumé et maîtrisé par Anne Lima et Michel Chandeigne, avec des exigences de qualité typographique qui ont été saluées par la presse et le public. Cinq à huit titres sont ainsi publiés par an dans les différentes collections (« Magellane », « Lusitane », « Péninsules », et « Grands Formats »).

Sami MÉNIF (Tunisie)

Cérès éditions
6, avenue Alain Savary
Belvédère BP 56
1002 Tunis
TUNISIE
Tél. : 00 216 71 280 505
Fax : 00 216 71 287 216
E-mail : info@ceres-editions.com
Site : www.ceres-editions.com

Cérès est l'une des maisons d'édition les plus importantes du Maghreb. Éditant principalement en langue française et en arabe, Cérès distribue ses livres à travers le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Mali, le Bénin, le Liban, la France et bien d'autres pays. Cérès édite en moyenne 45 nouveaux titres par an et possède un catalogue de plus de 700 titres dans des domaines aussi divers que la fiction, l'histoire, la philosophie, la littérature, le parascolaire, les sciences sociales et les guides touristiques. Les publications de Cérès sont devenues des ouvrages de référence, qui abordent des thèmes aussi divers que les mosaïques de Tunisie, Carthage ou les peintres tunisiens.

Ritu MENON (Inde)

Éditions Women Unlimited et Independent Publishers' Group,
collectif d'éditeurs indépendants regroupant 10 maisons d'édition

K 36 Hauz Khas Enclave
New Delhi
INDE
Tél. : + 91 11 26 52 41 29
Fax : + 91 11 26 49 65 97
E-mail : womenunltd@vsnl.net
Site : www.womenunlimited.net

Women Ulimited (WU) est un associé de Kali For Women, première maison d'édition indienne qui publie des livres dans plusieurs domaines, en particulier en sciences humaines et sociales. Le catalogue conjoint de Kali et de WU rassemble le meilleur des titres de Kali édités entre 1984 et 2004. Nous souhaitons développer de nouveaux projets éditoriaux, en continuant à offrir le meilleur de la littérature féministe et des ouvrages engagés, à des prix accessibles. WU a des liens étroits avec les mouvements de femmes en Asie, mais aussi à l'international. Nous participons aux campagnes nationales et régionales de plusieurs associations militantes, ce qui est pour nous tout en fait en adéquation avec notre activité éditoriale.

WU est un des membres du **Groupe des éditeurs indépendants** (Independent Publishers' Group - IPG), un collectif de 10 maisons d'édition basées à Delhi, formé en mars 2005. Avec 8 de nos partenaires, nous avons créé aussi les Alternatives de distribution pour les éditeurs indépendants (Independent Publishers' Distribution Alternatives – IPD Alternatives), qui s'occupent de la distribution des titres publiés par près de 20 maisons d'édition indépendantes.

Anita MOLINO (Italie)

Federazione Italiana degli Editori Indipendenti (FIDARE),
collectif d'éditeurs indépendants regroupant
87 maisons d'édition
Via della Consolata 7
Turin 10122
ITALIE
Tél. : + 00 39 01 15 21 17 90
Fax : + 00 39 01 15 21 17 90
E-mail : info@fidare.it
Site : www.fidare.it

En Italie, la pluralité de nos identités culturelles est souvent sacrifiée. Il est difficile, pour les expressions les plus originales, d'accéder à une certaine visibilité. Généralement, la culture italienne qui est mise en avant et exportée à l'étranger est bien peu représentative de ses origines et de ses traditions, sinon dans ses expressions les plus folkloriques. Même le monde de l'édition semble avoir épousé cette conception globalisante de notre culture, où seuls comptent les lois du marché, les thèmes d'actualité, les auteurs les plus connus. Pourtant, il y a des centaines d'auteurs remarquables et autant d'éditeurs sérieux et engagés qui contribuent à rendre vivantes les différentes cultures qui composent notre pays. C'est pour leur permettre d'acquérir une meilleure visibilité que plusieurs éditeurs provenant de différentes régions d'Italie se sont réunis en 2001 dans **la Fédération italienne des éditeurs indépendants**.

Jean-Yves MOLLIER (France)

Historien, Professeur des Universités
Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines
47, boulevard Vauban
78047 Guyancourt cedex
FRANCE
Tél. : 01 39 25 56 41/40
Fax : 01 39 25 53 00
E-mail: histoire.culturelle@chcec.uvsq.fr

*

Jean-Yves Mollier est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il dirige par ailleurs l'École doctorale COL (Cultures, Organisations, Législations). Il occupe et a occupé de nombreuses fonctions au sein de plusieurs universités et groupes d'étude. Grand spécialiste de l'histoire de l'édition, il a publié et dirigé de très nombreux ouvrages, en particulier *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2002, réédité en 2007, qui est devenu un ouvrage de référence. Jean-Yves Mollier dirige par ailleurs la collection « État des lieux de l'édition », à l'Alliance des éditeurs indépendants.

Julie MONGEAU (Québec – Canada)

Les éditions écosociété
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal
H2L 4Y5 QUÉBEC
CANADA
Tél. : + (514) 521 0913
Fax : + (514) 521 1283
E-mail : jmongeau@ecosociete.org
Site : www.ecosociete.org

Toujours à l'affût des préoccupations écologiques, sociales et politiques ainsi que des alternatives proposées par les mouvements sociaux, les éditions Écosociété contribuent à réinventer les possibles. Depuis plus de 15 ans, la maison produit et diffuse des ouvrages critiques dans le but de poursuivre l'édification d'une écosociété : une société plus humaine et plus respectueuse de la biosphère, une société libre et transparente au sein de laquelle les rapports entre les individus seraient plus égalitaires. Les ouvrages publiés par la maison visent à susciter des débats publics et à y contribuer, dans la perspective d'une participation plus grande des citoyens à la sphère politique. La maison d'édition représente un véritable espace de libre expression au sein duquel se lient militants, penseurs et citoyens pour vivre une formidable expérience de solidarité. Les éditions Écosociété : une source intarissable d'idées pour repenser le monde et le construire autrement.

Auguste MOUSSIROU-MOUYAMA (Gabon)

Les éditions du Silence
292, avenue du Colonel Parant
BP 13822 Libreville
GABON
Tél. : + 00 241 23 97 97
Fax : + 00 241 72 95 48
E-mail : moussiroumouyama@yahoo.fr

Société à responsabilité limitée, créée en 1996 à Libreville pour la conception, l'édition, la diffusion et la distribution des œuvres de l'esprit, les éditions du Silence ont commencé par éditer des revues scientifiques de l'université de Libreville avant de se lancer dans la publication d'essais, de récits de vie, de mémoires et de textes de la culture traditionnelle. En 2007, elles s'ouvrent à la fiction et confirment leur enracinement en milieu scolaire et universitaire et, plus généralement, dans le monde des idées pour un meilleur partage de notre espace commun : la Terre.

Pablo MOYA (Mexique)

Editorial El Milagro et Alianza de Editoriales Mexicanas Independientes (AEMI),
collectif d'éditeurs indépendants regroupant 15 maisons d'édition
Milán 18 - Colonia Juárez
06600 México, D.F.
MEXIQUE
Tél./ Fax : + 55 55 66 94 23
E-mail : pablo@edicioneselmilagro.com.mx

Les éditions El Milagro sont spécialisées dans le théâtre et le cinéma ; la maison a été créée en 1992. En 15 années, nous avons publié les meilleurs dramaturges du Mexique contemporain et contribué à documenter le cinéma mexicain produit dans les années 1990. Soucieux de bâtir des ponts avec les autres cultures, nous avons traduit de nombreux auteurs dont les œuvres ont enrichi la scène théâtrale de notre pays et en Amérique latine.

L'Alliance des éditeurs mexicains indépendants (AEMI) réunit 15 maisons d'édition, fondamentalement littéraires, qui existent au moins depuis 5 années (certaines publient depuis plus de 25 ans). Ces éditeurs publient principalement de nouveaux auteurs qui écrivent en espagnol, mais présentent aussi des ouvrages traduits, que ce soit en fiction, en poésie, en théâtre, ou sous forme d'essai. Au Mexique, les conditions sont pourtant bien peu favorables à l'industrie culturelle ne visant pas avant tout les profits.

Nabil et Aïda MROUEH (Liban)

Éditions Al-Intishar / Centre de publication arabe
Immeuble Souk Raouché
Pont Salim, Salam
Bourj Abou Haydar - BP 113-5752
Beyrouth
LIBAN
Tél. : + 96 11 65 91 48
Fax : + 96 11 659150
E-mail : healthy_living@hotmail.com
Site : www.alintishar.alkashkoul.com

Jean-Claude NABA (Burkina Faso)

Sankofa & Gurli éditions
01 BP 3811
01 Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél. : + 226 50 36 43 44
E-mail : sankogur@yahoo.fr

Sankofa & Gurli éditions est une maison d'édition burkinabé créée en 1995. À sa création, elle s'est fixée comme objectifs de promouvoir la littérature en agissant aux plans divers et complémentaires que sont l'écriture (soutien et suivi des auteurs), la lecture (communication suivie avec le public), la production et la diffusion ; de promouvoir et revaloriser les langues africaines, plus spécialement celles parlées au Burkina Faso et les langues transnationales, à travers une politique éditoriale qui évite de marginaliser l'édition en langues africaines (esthétique de la forme et des contenus, thèmes, circulation des publications…) ; de produire de la littérature de qualité à des coûts correspondant au pouvoir d'achat local ; d'œuvrer à faire naître chez les enfants et les jeunes le goût de la lecture et de l'écriture, et ancrer en eux, le plus tôt possible, les habitudes de production et de consommation de l'écrit ; de façon générale, de contribuer à la promotion, au développement et au renforcement de la culture, surtout littéraire, dans un contexte d'analphabétisme généralisé.

Abdeljalil NADEM (Maroc)

Éditions Toubkal
Immeuble IGA - Place de la gare, Belvédère,
20000 Casablanca
MAROC
Tél. : + 21222672736
Fax : + 21222404038
E-mail : toubkal@iam.net.ma

Les éditions Toubkal ont été créées en 1985 à l'initiative d'intellectuels et d'universitaires marocains. Elles sont heureuses d'avoir publié les œuvres des auteurs marocains, arabes, européens, latino-américains et asiatiques et mis à la disposition du lecteur plus de 330 ouvrages répartis dans différentes collections : historique, philosophique, sociale, économique, littéraire, linguistique, affirmant par là leur dynamisme créateur, leur esprit d'ouverture et de dialogue et leur disponibilité à contribuer à la promotion de la recherche scientifique et de la culture et à s'intégrer aux courants culturels porteurs de traditions et d'avenir.

Francis PARNY (France)

Vice-président
de la Région Île-de-France en charge de la Culture
HOTEL DE REGION
33, rue Barbet de Jouy
75007 PARIS
www.iledefrance.fr

Depuis 2006, la Région a souhaité amplifier son action pour soutenir le livre et la lecture. Elle apporte son aide aux actions collectives et interprofessionnelles au sein de la chaîne du livre avec pour ambition de soutenir la création littéraire, encourager la diversité éditoriale, et favoriser la rencontre du plus grand nombre avec les œuvres. Outre ses aides aux médiathèques, la politique régionale du livre accompagne les différents acteurs du livre en lien avec les interventions de l'Etat et des autres collectivités territoriales.

Lido PERETTI (Brésil)

Editora Vozes
Rua Frei Luis, 100
CEP : 25.689-900
Petropolis/RJ
BRÉSIL
Tél. / Fax : + 55 24 22 33 90 00 / + 55 51 32 26 39 11
E-mail : editorial@vozes.com.br / lidio.vozes05@uol.com.br
Site : www.vozes.com.br

Maison d'édition fondée il y a 104 ans par une congrégation religieuse catholique (les franciscains), afin de publier des livres de catéchisme et des livres scolaires. Aujourd'hui, les publications (2 000 titres au catalogue, environ 15 nouveautés mensuelles) se divisent en deux grands secteurs : le religieux (40 % du chiffre d'affaires) et le culturel (60 % du chiffre d'affaires). Le domaine culturel couvre les sciences sociales et humaines. Vozes dispose en outre de 26 points de vente au Brésil et un au Portugal. Vozes est une maison d'édition indépendante, sans participation externe au capital.

José Antonio QUIROGA (Bolivie)

Plural Editores
Calle Rosendo Gutierrez
595 esq. Ecuador
Casilia 5097
La Paz
BOLIVIE
Tél. : + 591 2 21 1018
Fax : + 591 2 241 15 28
E-mail : plural@acelerate.com

Plural Editores est la maison d'édition la plus active de Bolivie, avec une production annuelle de 90 titres, répartis en 34 collections. Fondée en 1987 sous forme de Centre d'Information pour le Développement (CID), elle a commencé à partir de 1992 à publier des livres de sciences sociales et de sciences humaines sous le nom de Plural. À partir de 1999, elle s'est affirmée comme maison d'édition indépendante. Plural Editores a publié jusqu'à présent plus de 500 titres, beaucoup d'entre eux en coédition avec des institutions académiques, des centres de recherche, des organismes multilatéraux, des ONG et des collectivités artistiques. De plus, elle a ouvert deux librairies, une à Cochabamba et l'autre à La Paz. Depuis 2000, Plural co-organise le Prix National de Poésie Yolanda Bedregal et le Prix National de Conte Franz Tamayo depuis 2006.

Claude RABENORO (Madagascar)

Éditions Tsipika
5, rue Laroche Amparibe
101 Antananarivo
MADAGASCAR
Tél. : 00 261 20 22 623 15
Fax : 00 261 20 22 245 95
E-mail : tsipikae@malagasy.com

Tsipika

Tsipika SARL a été créé en 1990 ; la maison d'édition a commencé de publier des livres en malgache (ouvrages historiques et mini-livres pour enfants). Pour pallier les problèmes de financement, elle a eu recours au partenariat de coédition avec des institutions et des organismes locaux ainsi qu'avec des éditeurs français impliqués dans des thèmes sur Madagascar. Disposant d'un petit vivier d'auteurs dont certains renommés, ses activités restent limitées par un environnement économique difficile et l'absence de véritable politique du livre. La librairie est venue comme une suite logique pour donner une vitrine à nos publications ainsi qu'à celles de nos confrères et pour venir en soutien à l'activité d'édition avec la diffusion/distribution qui constitue le dernier volet pour asseoir au mieux une mission culturelle, éducative et informative. La librairie spécialisée dans les livres sur Madagascar et les livres en malgache a une nouvelle vitrine depuis février 2005 et a commencé à reprendre l'importation de livres. L'inflation, continue à ce jour, conjuguée des crédits à des taux prohibitifs et un pouvoir d'achat en constante érosion demeure un gros handicap pour le secteur national de l'édition et de la librairie, menacé dans sa survie. Trois librairies ont disparue en 2006 sur la petite dizaine existante.

Marie Michèle RAZAFINTSALAMA (Madagascar)

Presse Édition & Diffusion
Lot II N 19 Amapasanisadoda
B.P 3190 - 101 Antananarivo
MADAGASCAR
Tél. : + (261 20) 22 566 58
Fax : + (261 20) 22 566 59
E-mail : prediff@simicro.mg
Site : www.prediff.mg

La SARL Société Presse Édition & Diffusion (PREDIFF) a été créée en mars 1995. Ses activités principales sont la vente de périodiques étrangers par abonnement, la gestion de communication internationale, la librairie, la carterie et depuis novembre 2004, l'édition de livres pour la jeunesse. Les Éditions Jeunes Malgaches on publié jusqu'à présent plusieurs contes et livres bilingues pour la jeunesse : en février 2005, *Maria Vakansy any Alaotra,* texte en malgache ; en novembre 2006, *Maria Nahita ranomasina voalohany*, texte en malgache ; *Marthe Rasoa raconte*, deux contes malgaches écrits en français ; en janvier 2007, *Les Mésaventures de Milaloza*, un conte malgache en français/malgache.

Jean RICHARD (Suisse)

Éditions en bas
12, rue du Tunnel
1005 Lausanne
SUISSE
Tél. : + 41 21 323 39 18
Fax : + 41 21 312 32 40
E-mail : enbas@bluewin.ch
Site : http://www.enbas.ch

EN BAS

Les Éditions en bas ont publié leurs premiers livres en 1976, se sont constituées en association en 1979 puis en coopérative en 1991. En 28 ans, plus de 300 titres sont ainsi parus. La maison d'édition est fondée sur deux piliers : une base militante de personnes qui ont adhéré à la politique éditoriale et le réseau de librairies du pays. La production et la traduction des livres sont en partie assurées par des aides d'institutions/fondations étatiques et privées, ainsi que par des partenariats (coéditions) avec diverses organisations non-gourvenementales et mouvements sociaux. Les livres publiés aux éditions en bas sont des témoins de la face cachée de la Suisse, et particulièrement de ce qui s'y vit « en bas », dans les milieux populaires. Ce sont aussi, dans certains cas, des instruments de réappropriation des droits ; ils peuvent précéder des luttes sociales, les accompagner ou en faire l'histoire. Essais et dossiers historiques, sociologiques et politiques, témoignages, récits de vie, textes littéraires, traductions – les livres des éditions en bas explorent le champ du social à partir des marges de l'histoire, de la politique et de la société ; ils font émerger des voix singulières, des destinées enfouies dans l'ombre et des thématiques délaissées.

Mauro ROSSI (France)

UNESCO
Division des expressions culturelles et des industries créatives
m.rosi@unesco.org
1, rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel. : +33 (0)1 45 68 10 00
Fax : +33 (0)1 45 67 16 90

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Mauro Rosi est, au sein de l'Organisation des Nations Unies pour les sciences et la culture, spécialiste du programme des expressions culturelles et des industries créatives. A ce titre, il a une connaissance toute particulière de la Convention pour protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Il gère le programme des traductions, le programme de la lecture et la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur.

Juan Carlos SÁEZ (Chili)

Editores de Chile (EDIN),
collectif d'éditeurs indépendants regroupant
35 maisons d'édition
Concha y Toro 23,
Santiago
CHILI
Tél. : + 56 2 672 22 36
Fax : + 56 2 673 09 15
E-mail : gabrielacorral@hotmail.com
Site : www.edichile.blogspot.com

L'association réunit aujourd'hui la majeure partie des éditeurs indépendants et universitaires du Chili, représentant ainsi une part importante des livres publiés localement, en particulier ceux qui traitent de politique, d'analyse sociale, de recherche universitaire, de poésie et de fiction. L'association a été créée à la fin des années 1990. Elle s'est donnée plusieurs objectifs : participer au développement du seteur éditorial chilien et latino-américain ; développer les collaborations et les échanges, promouvoir et renforcer la diversité culturelle dans une perspective humaniste, démocratique, plurielle et latino-américaine, dans le respect de la bibliodiversité ; favoriser le rôle du livre et de la lecture, véritables moyens de développement de l'être humain et du citoyen. Bien entendu, elle fait valoir par ailleurs les intérêts de ses membres, mais elle vise plus généralement à promouvoir les activités des maisons d'édition indépendantes, autonomes et universitaires. Elle est impliquée dans la définition et la mise en place de politiques pour le livre et la lecture. Elle soutient la création, le développement des librairies, des foires du livre et des ateliers littéraires. Enfin, elle promeut et protége les droits d'auteur et les droits éditoriaux, particulièrement face à la reprographie et au piratage, à travers des législations équilibrées en la matière.

Rodney SAINT-ÉLOI (Haïti – Canada)

Éditions Mémoire d'encrier
554, Bourgeoys
Montréal,
H3K 2M4 QUÉBEC
CANADA
Tél. : + (514) 989 1491
Fax : + (514) 938 9217
E-mail : info@memoiredencrier.com
Site : www.memoiredencrier.com

Fondée en mars 2003 à Montréal par l'écrivain Rodney Saint-Éloi, Mémoire d'encrier est une entreprise d'édition. Elle publie des œuvres de fiction : roman, récit, nouvelle ; de la poésie, des essais, des témoignages. Mémoire d'encrier propose un catalogue diversifié qui crée des ponts entre les cultures et les imaginaires du Nord et du Sud. Se donnant comme mandat la promotion des auteurs et des œuvres des espaces francophones, Mémoire d'encrier travaille à partir d'un corpus de textes d'auteurs caribéens, québécois, franco-ontariens, antillais, maghrébins, africains, belges, français, etc. L'essentiel est de ménager des passerelles qui aident à reconsidérer la question de l'Autre dans nos sociétés modernes.

Asdrúbal SÁNCHEZ (Venezuela)

Editorial Laboratorio Educativo
Edif. Pichincha, oficina 63
Caracas
VENEZUELA
Tél. : + 58 2 952 6150/6530
Fax : + 58 2 952 6530
E-mail : labeducativo@cantv.net

Editorial
Laboratorio
Educativo

La maison d'édition Laboratorio Educativo (Laboratoire Éducatif) fut fondée en 1973 en tant qu'association à but non lucratif. En 1979, elle fut transformée en Association Coopérative Mixte. Le fonds éditorial de la maison d'édition comprend les collections suivantes : « Cuadernos de educacion » (« Cahiers d'éducation »), « Biblioteca de trabajo » (« Bibliothèque de travail »), « Cuadernos de pedagogía » (« Cahiers de pédagogie »), « Biblioteca de educación de adultos » (« Bibliothèque d'éducation des adultes »), « Proa » (« Proue »), « Que es, que sé » (« Qu'est-ce que c'est, qu'est-ce que je sais ? »), « Perinola » (livres de texte). De plus, les éditions Laboratorio Educativo distribuent au Venezuela plusieurs maisons d'édition espagnoles.

Lucien SCOTTI (France)

Bibliothèque Nationale de France

Directeur des affaires européennes et internationales
Site François-Mitterrand
Quai François-Mauriac - 75706 Paris Cedex 13 – Métro ligne 14, station Bibliothèque François-Mitterrand – www.bnf.fr

La Bibliothèque nationale de France se déploie sur 7 sites géographiques distincts ayant chacun leurs spécificités, leurs collections, leurs missions. Cinq de ces sites accueillent le public. Les deux autres sont consacrés à la conservation des collections. Le site François-Mitterrand est une prouesse architecturale et présente un fonds important : entre autre, 10 000 000 de volumes, dont 200 000 livres rares et 700 000 volumes en accès libre. Par ailleurs, 100 000 ouvrages sont d'ores et déjà numérisée. La visite du site permettra aux participants de mieux connaître cet ensemble étonnant. Visite en groupes linguistiques : français et anglais.

André SCHIFFRIN (Etats-Unis d'Amérique)

The New Press
38 Greene St., 4th Floor
New York NY 10013
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE
Tél. : + 00 1 212 629 46 36
Fax : + 00 1 212 643 99 44
E-mail : mfavreau@thenewpress.com
Site : www.thenewpress.com

André Schiffrin a été pendant trente ans à la tête d'une des plus prestigieuses maisons d'édition américaines, Pantheon Books et a permis la publication de Foucault, Sartre, Chomsky, Medvedev, etc. Depuis 1991, il dirige The New Press, une maison d'édition indépendante. Établie en 1990 comme une alternative importante aux grands groupes d'édition commerciaux, The New Press est une maison d'édition à but non lucratif dont l'activité éditoriale se fait dans un souci d'intérêt public. La maison d'édition s'attache à publier des travaux de qualité mais dont la valeur commerciale n'est pas suffisante pour les éditeurs commerciaux. Comme le système de radiodiffusion public et la radio nationale à leurs origines, The New Press a pour objectifs de fournir des idées et des points de vue sous représentés dans les medias de masse. Par ailleurs auteur de renommée internationale, André Schiffrin analyse les menaces qui pèsent sur le monde éditorial et dénonce dans ses ouvrages les phénomènes de globalisation qui touchent le monde de l'édition et des médias. Il a publié entre autre *L'édition sans éditeurs* et *Le contrôle de la parole* parus en France aux éditions de La Fabrique.

Virginie SÉGUINAUD (Mali)

Éditions Donniya
Cité du Niger
BP 1273 Bamako
MALI
Tél. : (223) 221 46 46 / 221 45 99
Fax : (223) 221 90 31
E-mail : imprimcolor@cefib.com
Site : www.imprimcolor.cefib.com

Les éditions Donniya ont vu le jour en mai 1996. Leur naissance s'est déroulée dans le contexte d'une vision intégrée du livre : en 1994, l'imprimerie Imprim Color a débuté ses activités. Elle fut la première imprimerie à Bamako maîtrisant l'impression couleur de qualité avec studio de conception et photogravure PAO intégrés. Aujourd'hui Donniya édite en grande majorité des livres scolaires ; elle tente de participer à l'élaboration d'un meilleur système d'éducation au Mali. Par ailleurs Donniya s'est spécialisée dans trois domaines : l'édition jeunesse, comprenant l'édition parascolaire et les livres illustrés (contes) ; l'édition dans le domaine culturel avec la revue *Tapama*, patrimonial et artistique ; et enfin mais surtout l'édition dans le domaine des langues nationales, avec les dictionnaires français-bambara et bambara-français, et les cours pratiques de bambara.

Abdulai SILA (Guinée Bissau)

Ku Si Mon Editora
Caixa Postal 268
Bissau GUINÉE-BISSAU
Tél. : + 001 301 490 6547
Fax : + 001 301 490 4713
E-mail : kusimon@bissau.net
Site : www.guine-bissau.net/kusimon/

La maison d'édition « Ku Si Mon Editora » est une institution privée, qui a été créée à Bissau en 1994, suite à la libéralisation politique et à l'instauration du multipartisme. Ses principaux domaines d'intervention sont la littérature (romans, contes, essais), la tradition orale (recueils de contes, des proverbes, des devinettes) et l'ethnolinguistique (dictionnaires analogiques). De dimensions artisanales, elle fonctionne à travers le travail bénévole de ses membres, qui réalisent toutes les phases de l´édition préalables au flashage et à l'impression. Les dépenses d'infrastructure (local, électricité, matériaux de microédition) sont également supportées par ses membres, et les recettes sont utilisées pour éditer des nouveaux titres. Les ventes sont réduites, tenant compte du taux d'analphabétisme très élevé de la Guinée-Bissau, et les éditions font recours à des financements ponctuels pour l'impression de quelques textes.

Paulo SLACHEVSKY (Chili)

Lom Editorial
Maturana 9
Santiago
CHILI
Tél. : 00 56 2 688 52 73
Fax : 00 56 2 696 63 88
E-mail : silvia@lom.cl
Site : http://www.lom.cl

Lom Editorial, maison d'édition fondée en 1990, commence son travail avec le sauvetage de la mémoire et de l'histoire sociale, politique, littéraire et culturelle du Chili des dernières décennies du XXe siècle ; Lom se veut un espace pour la création, la réflexion et la critique. Lom édite de la poésie, des récits, du théâtre, des ouvrages de sciences humaines, d'éducation et de photographie, d'auteurs reconnus mais aussi nouveaux. Lom dispose d'un catalogue actualisé de 850 titres, et publie chaque année 80 nouveaux titres, d'auteurs chiliens, latino américains et autres. Lom est membre du réseau d'éditeurs indépendants, avec les éditions Era, Trilce et Txalaparta, et de l'association des éditeurs du Chili.

Bernard STÉPHAN (France)

Les éditions de l'Atelier
51-55, rue Hoche
94200 Ivry sur Seine
FRANCE
Tél. : + 33 (0)1 45 15 20 20
E-mail : bernard-stephan@wanadoo.fr
Site : www.editionsatelier.com

La mondialisation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'individualisation bouleversent radicalement les façons de vivre, de travailler, de penser et de croire. Afin de contribuer à humaniser cette mutation, en favorisant la refondation du lien social et en permettant aux personnes des milieux populaires de devenir auteurs de leur vie, les éditions de l'Atelier publient des livres dans trois domaines : le christianisme, les cultures et les religions, les sciences humaines et sociales. Poursuivant la tradition des éditions ouvrières, maison d'édition créée par la Jeunesse ouvrière chrétienne en 1929, les éditions de l'Atelier veulent promouvoir des ouvrages qui croisent les différents savoirs, ceux découlant de l'expérience comme ceux issus du travail théorique, afin que le livre soit un outil d'émancipation des personnes et d'enrichissement du lien social pour le plus grand nombre.

José TAVARES (Portugal)

Campo das Letras
S.A.Edifício Mota-Galiza
Rua Júlio Dinis, 247 - 6º E1
4050-324 Porto
PORTUGAL
Tél. : + 226 080 877
Fax : + 226 080 880
E-mail : campo.letras@mail.telepac.pt /
herminia.coelho@campo-letras.pt
Site : www.campo-letras.pt

Maison d'édition généraliste fondée en 1994, Campo das Letras publie de la fiction, de la poésie, des ouvrages de sciences sociales, d'économie, de sciences, d'histoire, de sport et des livres d'actualités politiques et sociales. Campo das Letras publie également des livres jeunesse pour enfants et adolescents. Son catalogue comprend près de 1 000 titres, d'auteurs portugais (352) et étrangers (180) et 64 collections. 22 prix ont été obtenus par des auteurs publiés par Campo das Letras.

Susannah TREFGARNE (Royaume-Uni)

Zed Books
7, Cynthia Street
Londres N1 9JF
ROYAUME-UNI
Tél. : 00 44 207 837 0384
Fax : 00 44 207 833 3960
E-mail: editorial@zedbooks.net
Site : www.zedbooks.co.uk/

Zed Books a été fondée en 1977, elle est basée à Londres. Nous éditons environ 77 livres par an, principalement sur les enjeux internationaux et les questions du tiers monde. Nos livres sont largement diffusés dans les universités du monde entier. Gérée de manière coopérative par ses directeurs salariés et sans actionnaires, l'objectif de Zed est la publication et la distribution effective, au Nord et au Sud, de livres qui comptent. Nos critères de publication ne reposent pas uniquement sur la qualité intellectuelle et la capacité de nos livres de s'adresser à un large public, mais aussi sur leur contenu politique, social et éthique. Notre catalogue contient des ouvrages sur le développement, sur l'environnement, sur la politique et l'économie, mais aussi des études culturelles, des recherches sur l'Asie, l'Europe de l'Est, l'Afrique et l'Amérique latine. Nous avons publié des auteurs aussi connus que Nawal el Sadaawi, Vandana Shiva, Samir Amin, Maria Mies, Wolfgang Sachs, Immanuel Wallerstein, Ashis Nandy et bien d'autres. Environ la moitié de nos auteurs sont issus de pays du Sud.

Abdón UBIDIA (Équateur)

Editorial El Conejo
6 de Diciembre N26-97 y la Niña
Edificio Brother, Piso 3
Ap. 17-03-4629
Quito
ÉQUATEUR
Tél. : + 222-7948 / 222-7949
Fax : + 250-1066
E-mail : elconejo@andinet.net
Site : www.editorialelconejo.com

El Conejo est une maison d'édition à but non lucratif, qui se consacre à la publication de livres d'auteurs équatoriens et à la promotion de la lecture auprès des enfants, des jeunes et des adultes. Depuis sa création en 1979, elle a considérablement enrichi son fonds et est devenue la maison d'édition la plus importante en Équateur. Elle compte environ 500 titres au catalogue, sous le format de livres, de suppléments culturels et de fascicules, le tout sur fond de défense de la liberté et de la démocratie. Sa ligne éditoriale met en avant la littérature équatorienne et latino-américaine, dans des genres très variés : roman, nouvelles, poésie, théâtre, sciences humaines et sociales.

Marcelo URIBE (Mexique)

Ediciones Era
Calle del Trabajo 31,
La Fama - Tlalpan
14269 México
Mexique
Tél. : + (5255) 55 28 12 21
Fax : + (5255) 56 06 29 04
Site : www.edicionesera.com.mx

La maison d'édition Era, fondée au Mexique en 1960, a publié depuis des ouvrages de littérature, d'histoire, des essais, des livres de sciences sociales et de beaux arts. Elle compte aujourd'hui plus de 400 titres, publie environ 25 nouveaux titres par an et de nombreuses réimpressions. Elle affiche dans son catalogue beaucoup d'écrivains mexicains les plus connus et les plus importants, ainsi que les premiers ouvrages d'auteurs de qualité et de nombreuses traductions.

Jackie WAGENSTEIN (Bulgarie)

Colibri Books
36 Ivan Vazov St.
1000 Sofia
BULGARIE
Tél. : + 359 2 987 48 10
Tél. / Fax : + 359 2 988 87 81
E-mail : colibri@inet.bg
Site : www.colibri.bg

Les éditions Colibri ont été créées en 1990 ; elles sont devenues une des plus prestigieuses maisons d'édition de Bulgarie. Son catalogue contient environ 600 titres, incluant les auteurs les plus célèbres de la littérature du monde moderne. C'est grâce à Colibri que les lecteurs bulgares ont pu entrer en contact pour la première fois avec beaucoup des auteurs de littérature les plus populaires d'aujourd'hui. Pour son activité, Colibri a reçu plusieurs prix, y compris deux Golden Lion consécutifs, décernés par l'association bulgare des éditeurs de livres, pour le meilleur projet et les meilleurs livres. En dehors de la fiction, Colibri publie aussi des livres documentaires et des livres scolaires. Colibri présente aussi une gamme complète de livres d'apprentissage des langues : français, espagnol, italien, anglais, arabe et de allemand. Colibri a deux librairies à Sofia. Nous importons directement des livres d'art, de design, d'architecture, de mode, aussi bien que des titres plus généraux, dans des langues du monde entier. En 2007, Colibri fête ses 17 ans.

Cristina WARTH (Brésil)

Pallas Editora
Rua Frederico de Albuquerque, 56
Rio de Janeiro/RJ 21050 840
BRÉSIL
Tél. : + 00 55 21 22 70 01 86
Fax : + 00 55 21 22 70 01 86
E-mail : pallas@alternex.com.br
Site : www.pallaseditora.com.br

Pallas Editora, fondée par Antonio Carlos Fernandes, existe depuis 1975. La maison d'édition publie des ouvrages sur la religion et la culture populaire. En 1992, Cristina Fernandes Warth a lancé un travail de mise en lien avec la culture afro-brésilienne sur des thématiques jamais traitées jusque là ; elle débute alors la publication de livres d'anthropologie, de sociologie et d'ethnologie. Pallas Editora a acquis aujourd'hui une forte notoriété pour son travail concernant l'héritage africain, candomblé et la culture populaire brésilienne.

François ZUMBIEHL (France)

Union Latine
Directeur de la Culture et de la Communication
131 rue du Bac, 75007 Paris
Tel. + 33 (0) 1 45 49 60 60

La latinité, pour les peuples qui s'en réclament, repose sur une longue histoire, faite de rencontres, de transferts de civilisation et d'influences réciproques. L'Union Latine développe, dans ce sens, une véritable politique d'exposition, de restauration et de mise en valeur d'oeuvres appartenant à tous les domaines de la création. Mais la latinité n'a de sens que si elle s'attache aussi à l'avenir. L'Union Latine prend l'initiative d'actions destinées à jeter un éclairage sur la création récente, à favoriser la rencontre entre créateurs, et même à développer des formations dans des secteurs comme la littérature ou encore l'audiovisuel. Enfin, la latinité est en premier lieu un moteur d'ouverture et de dialogue. Toutes les actions de l'Union Latine illustrent l'apport de cet héritage latin pour le développement de l'humanisme et des sociétés fondées sur le droit, la tolérance et la démocratie. Une réflexion ouverte sur le sujet est développée par l'organisation de colloques universitaires, conférences et tables rondes.

United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Under the patronage of UNESCO

Sous le patronage de l'UNESCO

L'Alliance des éditeurs indépendants tient à remercier tout particulièrement les partenaires ci-dessous, sans qui les Assises internationales de l'édition indépendante n'auraient pas pu avoir lieu.

fph | Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

îledeFrance

L'espace de la rencontre est mis à disposition par
LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Par ailleurs, les partenaires suivants ont permis à certains de nos invités de participer à nos Assises : qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

UNIÓ LLATINA
UNIÓN LATINA
UNION LATINE
UNIONE LATINA
UNIÃO LATINA
UNIUNEA LATINĂ

C Fonds

Ambassades de France au Bénin, en Bolivie, au Brésil, en Équateur, au Mali, au Maroc, au Pérou et au Togo.